MobileRemit

Africa

FIDA
Investir dans les populations rurales

PRIME AFRIQUE

Remerciements

Ce rapport a été élaboré par le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF) du FIDA, sous la supervision de Pedro De Vasconcelos, directeur du MFEF. Responsable technique: Killian Clifford, expert technique en envois de fonds numériques et sur mobile, MFEF, FIDA.

Contributeurs: Frédéric Ponsot, spécialiste technique des envois de fonds, de la diaspora et de la finance inclusive, et Bibiana Vásquez, spécialiste des envois de fonds et des investissements de la diaspora, MFEF, FIDA.

MobileRemit Africa a été possible grâce au soutien et au cofinancement de la Commission européenne.

Pour toute information sur le rapport MobileRemit Africa, veuillez contacter Alessandra Casano (a.casano@ifad.org), analyste en gestion des connaissances, MFEF, FIDA.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Fonds international de développement agricole des Nations unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations de pays "développés" et "en développement" sont employées à des fins de commodité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par tel ou tel pays ou telle ou telle région dans le processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la publication ou l'extrait reproduit soit attribué au FIDA et que le titre de la présente publication soit indiqué dans la publication et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.

ISBN 978-92-9266-278-3

© 2022 Fonds international de développement agricole (FIDA)

TABLE DES MATIÈRES

Acronymes 3

Introduction **4**

Principales conclusions **6**
- Tendances des envois de fonds dans le monde 6
- Tendances des envois de fonds en Afrique 6
- MobileRemit Africa – Principaux résultats par pays 7

MobileRemit Africa **13**
- Contexte 13
- Indice MobileRemit Africa 16
- Comparaison régionale et scores par pays 17
- Analyse de PRIME Afrique 21
- Conclusions 22

MobileRemit Ghana **23**

MobileRemit Kenya **31**

MobileRemit Maroc **39**

MobileRemit Sénégal **45**

MobileRemit Afrique du Sud **51**

MobileRemit Gambie **57**

MobileRemit Ouganda **63**

Annexe 1: Méthodologie de MobileRemit Africa 71

Annexe 2: Sources de données et méthodologie 74

Sources 78

À propos de l'agence de mise en œuvre 80

À propos de l'initiative 80

ACRONYMES

LBC/FT	Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
DMA Global	Developing Markets Associates Global
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
UE	Union européenne
MFEF	Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds
Fintech	technologie financière
PMM	Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières
PIB	Produit intérieur brut
GIM-UEMOA	Groupement Interbancaire Monétique de l'UEMOA
GSMA	Système mondial de communications avec les mobiles
IAMTN	Association internationale des réseaux de transfert d'argent
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
TFI	Transfert de fonds international
KYC	Connaissance du client
PRFI	Pays à revenu faible et intermédiaire
AM	Argent mobile
OAM	Opérateur d'argent mobile
APD	Aide publique au développement
OTC	Marché de gré à gré
PRIME Afrique	Plateforme pour les envois de fonds, les investissements et l'entrepreneuriat des migrants en Afrique
FSEF	Fournisseurs de services d'envoi de fonds
CDAA	Communauté de développement de l'Afrique australe
SARB	Banque centrale sud-africaine
ODD	Objectifs de développement durable
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
ONU	Organisation des Nations Unies
XOF	Franc CFA Ouest Africain

INTRODUCTION

Le rôle important que jouent les envois de fonds familiaux dans la transformation des économies locales des pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) est désormais largement reconnu par les décideurs politiques et la communauté internationale[1]. Il s'agit notamment de la cible 10.c de l'ODD, qui consiste d'ici 2030 à faire baisser au-dessous de 3% les coûts de transaction des envois de fonds, de l'ODD 17.3, qui consiste à mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des pays en développement, notamment les envois de fonds, et de l'objectif 20 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM), qui consiste à "promouvoir des envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et à favoriser l'inclusion financière des migrants".

Pourtant, les obstacles à la réduction des coûts, à la sécurité et à la commodité de l'envoi de l'argent au pays d'origine persistent, ce qui entrave leur plein potentiel de transformation. Ces dernières années, la numérisation des envois de fonds a été l'instrument ayant permis de surmonter ces obstacles, que ce soit par le biais de canaux en ligne, de canaux mobiles ou d'une combinaison des deux. Récemment, les restrictions rencontrées pendant la pandémie de COVID-19 ont déclenché un passage sans précédent aux canaux réglementés et numériques pour les envois de fonds, ce qui a accéléré l'adoption de méthodes numériques pour envoyer et recevoir de l'argent.[2]

Au-delà de la réduction des coûts, la numérisation des envois de fonds stimule les liens avec d'autres services financiers numériques, renforçant ainsi la résilience financière à plus long terme des utilisateurs d'envois de fonds. De plus, l'exploitation des liens entre les envois de fonds et l'inclusion financière offre la possibilité de créer de la convergence entre les objectifs financiers des familles qui envoient des fonds et les stratégies commerciales des prestataires de services financiers.

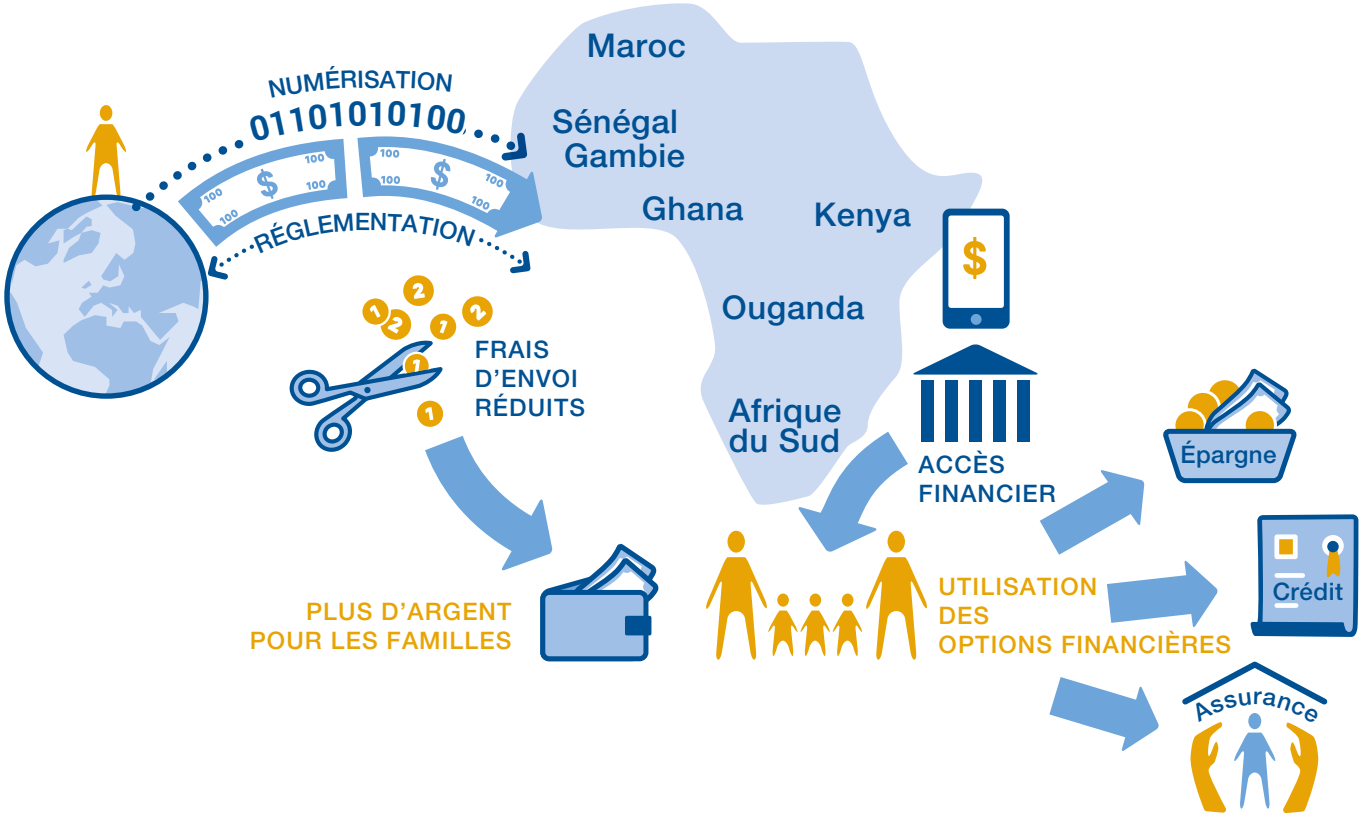
Plus que dans d'autres régions, l'argent mobile a ouvert la voie à une plus grande inclusion financière en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Associées aux méthodes d'envoi en ligne (en particulier du côté des expéditeurs et en dehors de l'Afrique), les méthodes qui reposent sur la téléphonie mobile offrent de nouvelles possibilités de réduire les coûts de transfert et d'accroître l'inclusion financière.

L'importance croissante des envois de fonds sur mobile a rendu nécessaire le développement d'une base de connaissances spécifique. En réponse à cela, le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds MFEF) du Fonds international de développement agricole (FIDA) a élaboré **MobileRemit Africa** comme instrument clé de la **Plateforme pour les envois de fonds, les investissements et l'entrepreneuriat des migrants en Afrique (PRIME Afrique)**. Celle-ci est cofinancée par l'Union européenne et a été au départ mise en œuvre dans sept pays africains (Afrique du Sud, Gambie, Ghana, Kenya, Maroc, Ouganda et Sénégal), ainsi que dans leurs principaux corridors de transfert de fonds.

1/ Selon la Banque mondiale, en 2021, les envois de fonds vers les PRFI ont atteint 605 milliards de dollars US. Les envois de fonds transfrontaliers continuent de tripler par rapport à l'aide publique au développement (APD) et, si l'on exclut la Chine, dépassent de 50% les investissements directs étrangers, ce qui fait des envois de fonds le plus important flux financier international vers les PFRI.

2/ Malgré cela, le déficit de couverture de l'Internet mobile dans le monde est estimé à 450 millions de personnes et le déficit d'utilisation, c'est-à-dire les personnes couvertes mais n'ayant pas accès à Internet, est de 3,4 milliards. Les principales causes sont l'accessibilité financière, le manque de compétences numériques et la méconnaissance des produits. Voir GSMA (2021), Rapport 2021 Le point sur la connectivité Internet mobile.

Pays cibles de PRIME Afrique



MobileRemit Africa vise à compléter RemitScope Africa, une plateforme en ligne qui propose des données complètes et des analyses à jour sur les transferts de fonds en Afrique[3]. Celle-ci permettra de jeter les bases d'un socle de connaissances sur les envois de fonds sur mobile, de recueillir des données, de générer des idées et de fournir des orientations politiques sur les envois d'argent par mobiles pour les pays africains.

Le premier volet du projet MobileRemit Africa a consisté à créer un indice de capacité d'envoi de fonds par téléphone mobile pour les pays africains, ce qui permet une compréhension nuancée des facteurs qui peuvent favoriser ou entraver l'adoption du canal mobile pour les transferts de fonds dans ces pays. L'indice repose sur cinq piliers qui permettent de comparer les pays et de diffuser les meilleures pratiques: envoi de fonds international en monnaie électronique, environnement de marché, cadre réglementaire, inclusion financière et protection des consommateurs.

Ce rapport décrit la méthodologie de construction de l'indice, tout en présentant les principales conclusions aux niveaux continental et régional, ainsi que les profils des pays PRIME Afrique.

3/ Veuillez consulter le site https://RemitSCOPE.org/africa pour un aperçu.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

Tendances des envois de fonds dans le monde

- Le total des envois de fonds vers les PRFI en 2021 est estimé à 605 milliards de dollars US.
- D'ici 2030, on estime que 5,4 billions de dollars US seront envoyés vers les PRFI.
- La plupart de ces ressources seront utilisées par les familles recevant les envois de fonds pour atteindre leurs propres objectifs individuels: augmenter les revenus, accéder à une meilleure santé et à une meilleure nutrition, avoir des possibilités d'éducation, améliorer le logement et l'assainissement, l'entrepreneuriat, et aider les populations à sortir de la pauvreté.
- Pendant la pandémie de COVID-19, les canaux numériques, y compris les transferts de fonds mobiles, ont permis de maintenir des flux d'envois de fonds réguliers. Cela a permis aux familles de rester au-dessus du seuil de pauvreté et leur a évité de retomber dans "les trappes à pauvreté". La crise a mis en évidence l'impact des envois de fonds numériques sur le développement.
- Les envois de fonds internationaux envoyés et reçus via les canaux mobiles ont augmenté de 48% en 2021, pour atteindre 16 milliards de dollars US. Pourtant, les envois de fonds sur mobile représentent moins de 3% de l'ensemble des flux mondiaux.
- Alors que le coût moyen des transferts de fonds à l'échelle mondiale est de 6% (T4 2021), celui des transferts de fonds numériques s'est inscrit à 4,64%.
- Les coûts des transferts de fonds de mobile à mobile, eux, sont conformes à la cible c de l'ODD 10, à savoir 3% d'ici à 2030.
- Réduire les coûts des transferts de fonds de 1% redistribuerait 6 milliards de dollars de ressources supplémentaires dans les mains des familles qui envoient des fonds.
- Les envois de fonds acheminés vers des portefeuilles mobiles et distribués par des agents distributeurs d'argent mobile offrent la possibilité d'améliorer l'accès aux zones rurales au-delà des points d'accès en espèces physiques.
- Bien que les femmes représentent aujourd'hui environ la moitié de tous les expéditeurs de fonds (100 millions), elles sont souvent exclues du numérique dans les PRFI, et notamment dans les zones rurales.

Tendances des envois de fonds en Afrique

- Les envois de fonds constituent une entrée financière cruciale pour les ménages africains. Les migrants africains dans le monde ont envoyé environ 94 milliards de dollars US en 2021.
- Les envois de fonds vers l'Afrique ont augmenté de 13% entre 2020 et 2021[4], signe d'une résilience inattendue malgré les chocs économiques.
- Bien que les coûts de transfert de fonds aient diminué ces dernières années, le marché africain des envois de fonds reste le plus cher, avec un coût moyen (vers et au sein de l'Afrique) de 7,83% du montant envoyé (T4 2021) contre une moyenne mondiale de 6,0% (T4 2021).
- Une réduction à 3% entraînerait apporterait 4 milliards de dollars supplémentaires par an aux familles des migrants vivant en Afrique.
- En Afrique, plus que dans toute autre région, l'argent mobile a favorisé l'inclusion financière, notamment en Afrique de l'Est et de l'Ouest.
- Au niveau du client, l'adoption d'alternatives reposant sur l'argent mobile entraîne une réduction des frais moyens et des coûts de transaction en raison de l'économie de temps et de déplacements pour envoyer et recevoir les fonds, d'une commodité et d'une sécurité accrues pour les expéditeurs et les destinataires ainsi que d'un élargissement de la couverture des populations vulnérables, notamment des habitants des zones rurales et des femmes.

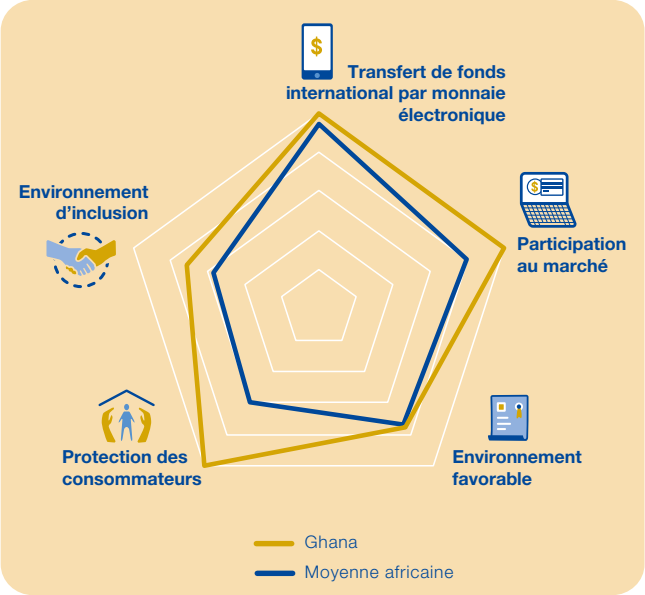
4/ Pays africains selon la classification des Nations unies. Flux d'envois de fonds entrants, KNOMAD/Banque mondiale, mai 2022.

MobileRemit Africa – Principaux résultats par pays

Ghana

- Le Ghana occupe la quatrième place sur le continent avec un score de 89/100 à l'indice MobileRemit Africa, dans le décile supérieur des pays dont l'environnement général est favorable aux envois de fonds sur mobile.
- Le Ghana obtient un score élevé sur le pilier du cadre réglementaire grâce à sa réglementation existante dédiée à la monnaie électronique, l'utilisation autorisée d'agents non bancaires et la présence d'une interopérabilité sur le plan national. Des améliorations pourraient être apportées pour s'engager davantage en faveur d'un KYC souple et un régime LCB/F à plusieurs niveaux, proportionnel au profil de risque du client.
- Le Ghana obtient également un score élevé pour le pilier de l'inclusion financière. Toutefois, un score idéal est contrebalancé par des écarts plus importants entre les sexes et les zones rurales en matière de détention de comptes d'argent mobile, par rapport aux autres services financiers, selon les dernières données Findex disponibles (2017).
- Le Ghana a un score parfait en matière de protection des consommateurs, qui reflète la présence à la fois de l'existence d'une garantie des dépôts et de comptes de cantonnement et d'une assurance-dépôts, ainsi que d'une législation spécifique sur la protection des consommateurs et la possibilité de percevoir des intérêts sur les dépôts d'argent mobile, une combinaison peu fréquente dans les autres pays africains.
- L'autorité fiscale a mis en place une taxe sectorielle sur les commissions d'encaissement de l'argent mobile à payer par les agents d'argent mobile ainsi qu'une taxe controversée sur les paiements mobiles.
- Une réduction supplémentaire des coûts pourrait découler de la rationalisation des chaines de valeur avec moins d'intermédiaires et avec l'ouverture des marchés des transferts de fonds mobiles sortants aux établissements financiers non bancaires.

Figure 1.a Score de l'indice pays du Ghana

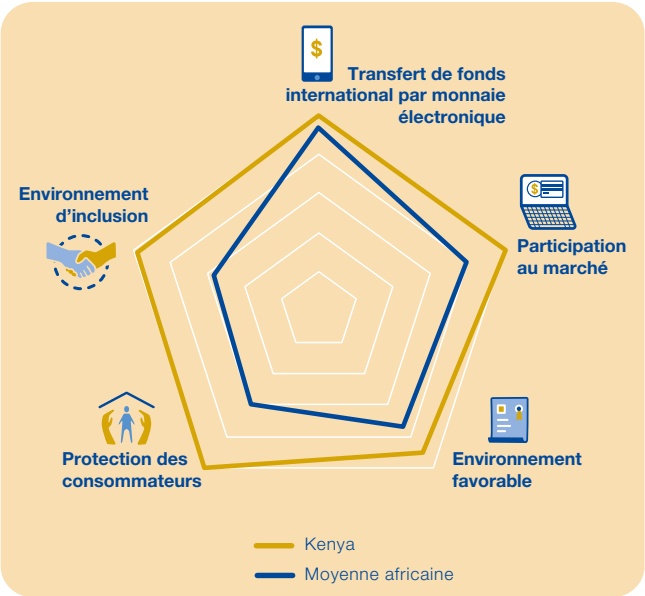


Source: MobileRemit Africa 2022.

Kenya

- Le Kenya obtient un score très élevé de 97/100 sur l'indice MobileRemit Africa. Le succès de l'argent mobile combiné à la possibilité d'envoyer et d'acheminer les transferts de fonds internationaux sur les portefeuilles mobiles, le place au premier rang en Afrique.
- Le score le plus élevé de l'indice du Kenya se traduit par un score parfait dans les piliers relatifs à l'autorisation réglementaire de traiter les transferts de fonds internationaux en monnaie électronique et la participation au marché. La protection des consommateurs obtient également un score parfait.
- Le Kenya a également obtenu l'un des scores les plus élevés d'Afrique en matière d'environnement réglementaire favorable, avec une marge d'amélioration possible pour la mise en place de procédures KYC plus souples.
- Le Kenya obtient un score quasi parfait pour son environnement inclusif, avec des points en moins pour les 22% de la population adulte qui ne possèdent pas encore de compte de téléphonie mobile.

Figure 1.b Score de l'indice pays du Kenya



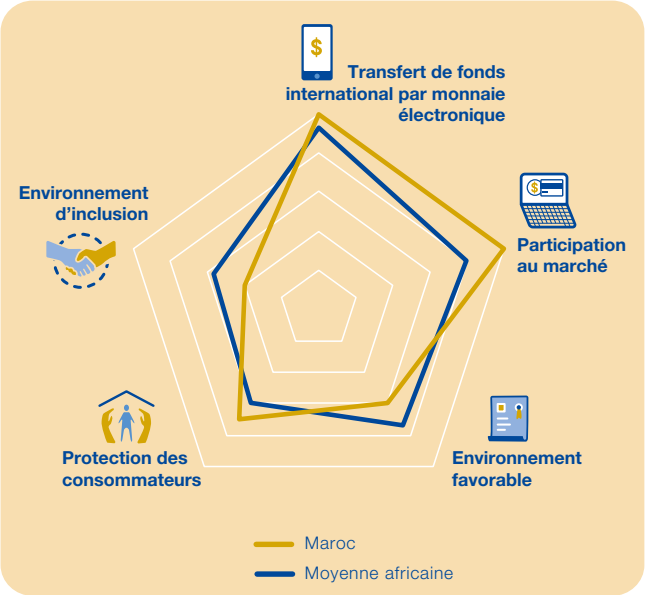
Source: MobileRemit Africa 2022.

- Bien que les envois de fonds vers le Kenya soient généralement onéreux, certaines offres numériques vers les mobiles atteignent déjà ou dépassent la cible c. de 3% de l'ODD 10.c. Pour tirer le meilleur parti de son environnement unique en matière d'argent mobile, une plus grande concurrence dans le secteur et la transparence des prix pourraient être encouragées afin de réduire les coûts des envois de fonds internationaux.

Maroc

- La possibilité d'envoyer des fonds vers des portefeuilles mobiles explique son score de 75/100 au niveau de l'indice MobileRemit Africa, ce qui le place au vingt-huitième rang sur le continent, soit une position légèrement supérieure à la moyenne continentale de 74.
- Le score relativement élevé du Maroc est dû en grande partie à ses scores parfaits dans les piliers en lien avec l'autorisation réglementaire de payer les envois de fonds internationaux sur mobile et à la présence d'acteurs du marché qui le font aujourd'hui (participation au marché).
- Il obtient un score plus faible pour le cadre réglementaire, où l'existence de réglementation dédiée à l'argent mobile est quelque peu compensée par des restrictions relatives à l'utilisation d'agents non bancaires, à l'interopérabilité nationale (avec un nombre encore limité d'opérateurs d'argent mobile) et à la flexibilité concernant l'identification des nouveaux clients en vue de stimuler l'utilisation de comptes à plusieurs niveaux pour les clients à faibles revenus.

Figure 1.c Score de l'indice pays du Maroc



Source: MobileRemit Africa 2022.

- Il obtient un score plus bas en ce qui concerne l'environnement d'inclusion financière (39) du fait dela faible pénétration de l'argent mobile.
- En ce qui concerne la protection des consommateurs (70), les scores maximums sur les intérêts perceptibles sur les soldes de compte d'argent mobile et l'existence de réglementations spécifiques en matière de protection des consommateurs sont compensés par l'absence d'assurance des dépôts pour l'argent mobile.
- Alors que les frais d'envoi de fonds en espèces sont déjà relativement faibles au Maroc, les canaux d'envoi de fonds par canaux numériques et sur mobile vers le Maroc sont plus compétitifs. Le coût moyen d'un envoi de fonds numérique vers un portefeuille mobile au Maroc depuis un pays développé n'était que de 2,64% du montant (2021). Grâce à l'avantage comparatif qu'ils présentent par rapport aux méthodes de paiement en espèces, les envois de fonds internationaux vers les portefeuilles mobiles pourraient constituer un cas d'utilisation attractif et contribuer ainsi à l'adoption de l'argent mobile.

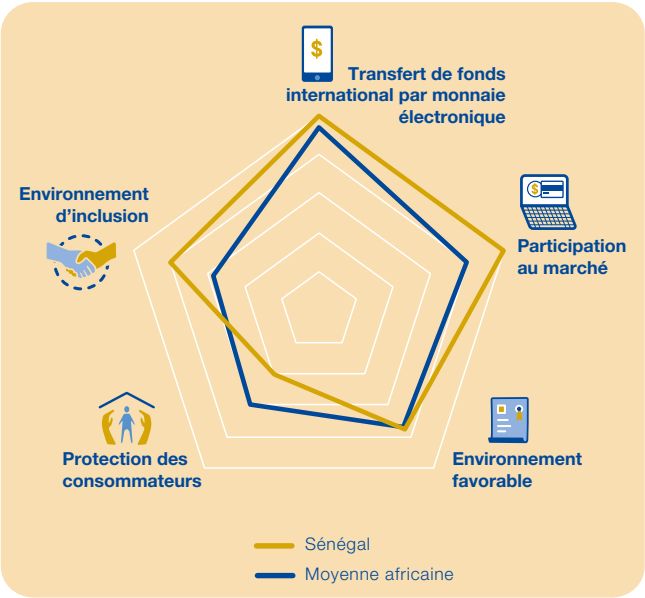
Sénégal

- Le Sénégal obtient un score élevé de 82/100 sur l'indice MobileRemit Africa. Le succès relatif de l'argent mobile, combiné à la possibilité d'envoyer et d'acheminer des fonds internationaux vers des portefeuilles mobiles place le Sénégal au quinzième rang du continent et dans le quintile supérieur des pays présentant un environnement favorable aux transferts de fonds mobiles. Le Sénégal a obtenu des scores parfaits pour les piliers "transferts mobiles internationaux" et "participation au marché".
- L'absence d'interopérabilité nationale pour les paiements mobiles signifie que le Sénégal n'obtient pas un score parfait pour l'environnement réglementaire. Avec les projets en cours de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour étendre la fonctionnalité aux paiements mobiles du Groupement Interbancaire Monétique à

l'ensemble des pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (GIM-UEMOA)[5], les scores de ce pilier devraient s'améliorer.

- Le Sénégal obtient un score faible pour le pilier "protection des consommateurs". Cela est dû à l'absence au sein de la réglementation protégeant les fonds des clients d'assurance des dépôts pour les titulaires de comptes d'argent mobile. Il s'agit d'une position qui s'étend à tous les pays de l'UEMOA.
- Le Sénégal a enregistré des améliorations significatives en matière d'inclusion financière ces 10 dernières années grâce à l'augmentation de la pénétration de l'argent mobile: le taux d'inclusion financière est passé de 15% à 42%. Il est encore possible d'améliorer l'inclusion financière numérique, notamment par le biais des transferts mobiles internationaux.
- En raison de la moindre volatilité des taux de change et d'une plus grande liquidité des devises, le Sénégal a des coûts d'envoi de fonds comparativement faibles. Le coût moyen de l'envoi de 200 dollars US s'élevait à 4,1% pour le T1 2021, et le coût moyen pour acheminer numériquement un envoi vers un portefeuille mobile était de 2,67%. La moyenne des transferts d'argent entre téléphones mobiles au Sénégal n'était que de 1,85%.
- Le Sénégal pourrait améliorer sa part des envois de fonds par téléphonie mobile au-delà des 5% actuels. Il y a deux domaines d'intervention politique qui pourraient y contribuer: l'extension de l'interopérabilité des paiements nationaux aux paiements mobiles et la protection de l'argent ' mobile des clients par le biais d'une assurance-dépôt.

Figure 1.d Score de l'indice pays du Sénégal

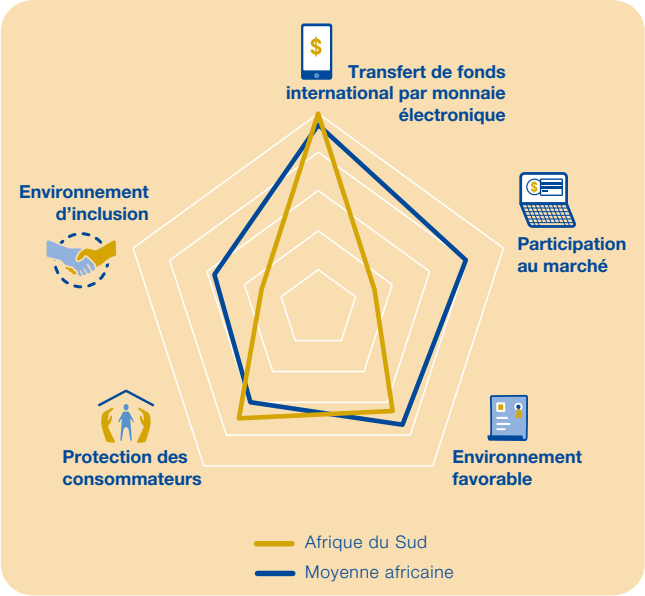


Source: MobileRemit Africa 2022.

Afrique du Sud

- Compte tenu des difficultés rencontrées par les opérateurs de téléphonie mobile pour obtenir les licences nécessaires à la réception ou à l'envoi de fonds, l'Afrique du Sud obtient un score relativement faible de 57/100 à l'indice MobileRemit Africa. Ce score le place au huitième rang des pays du continent, bien en dessous de la moyenne continentale de 74.
- Bien que l'argent mobile soit opérationnel dans le pays, il n'est toujours pas possible d'envoyer des fonds vers un portefeuille d'argent mobile en Afrique du Sud, même si la réglementation autorise en principe les établissements financiers non bancaires à effectuer des transferts de fonds internationaux.
- Son score de 65 pour le cadre réglementaire s'explique largement par le manque d'interopérabilité de l'argent mobile dans le pays.
- La faible prévalence de l'argent mobile et des comptes mobiles signifie que le pays obtient également un score faible pour le pilier de l'inclusion financière (31).

Figure 1.e Score de l'indice pays de l'Afrique du Sud



Source: MobileRemit Africa 2022.

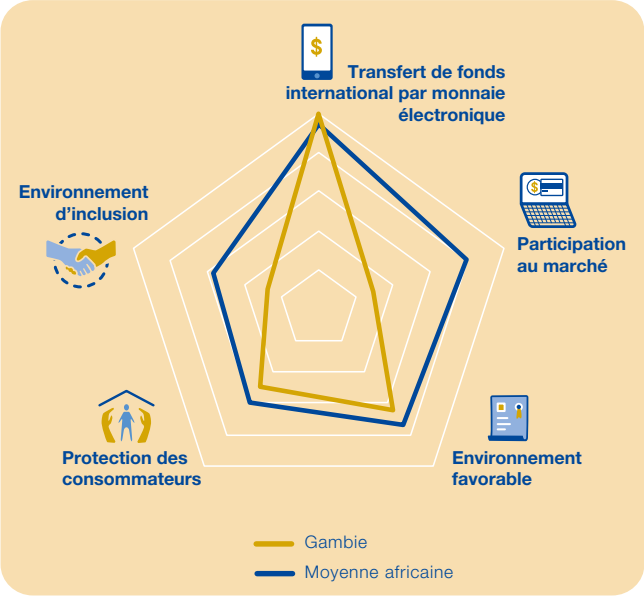
5/ L'UEMOA est l'acronyme de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Sa monnaie unique est le franc CFA lié à l'euro et administrée par la banque centrale de la région, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dont le siège est à Dakar. Il a été annoncé en 2019 que cette monnaie serait remplacée par une nouvelle. Les États membres de l'UEMOA sont le Niger, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée-Bissau, le Sénégal, le Burkina Faso et le Togo.

- Le seul pilier où le pays s'en sort relativement bien est celui de la protection des consommateurs, où son score de 70 est légèrement supérieur à celui des autres pays africains. Ce score est facilité par l'utilisation de comptes de cantonnement par le truchement desquels des intérêts sont également payables aux clients et par un cadre solide de protection des consommateurs dans le secteur des services financiers au sens large.
- Si le prix de l'envoi de fonds à destination l'Afrique du Sud d'environ 8% est élevé et supérieur à la moyenne mondiale, le coût de l'envoi de fonds au départ du pays figure parmi les plus chers au monde, soit 14,9% du montant (T1 2021). A l'envoi, malgré le fait que les opérateurs numériques proposent des transferts de fonds via des portefeuilles mobiles moins chers que les autres canaux, leur coût moyen se monte à 9,75%. Ces coûts restent élevés pour de multiples raisons, notamment le manque de pénétration de l'argent mobile, un contrôle strict des changes, un système complexe d'octroi de licences et des exigences strictes en matière de rapports de LBC/FT.

Gambie

- D'après la Banque centrale de Gambie, les envois de fonds représentaient 63% du PIB en 2021, ce qui fait de la Gambie l'un des pays les plus dépendants des transferts d'argent au monde.
- Le manque de pénétration de la téléphonie mobile en Gambie, l'impossibilité d'acheminer les envois de fonds internationaux vers les portefeuilles mobiles et les très faibles niveaux d'inclusion financière font que le pays obtient un score de 53/100, soit un chiffre relativement bas dans l'indice MobileRemit Africa. Il s'agit du cinquième score le plus bas en Afrique.

Figure 1.f Score de l'indice pays de la Gambie



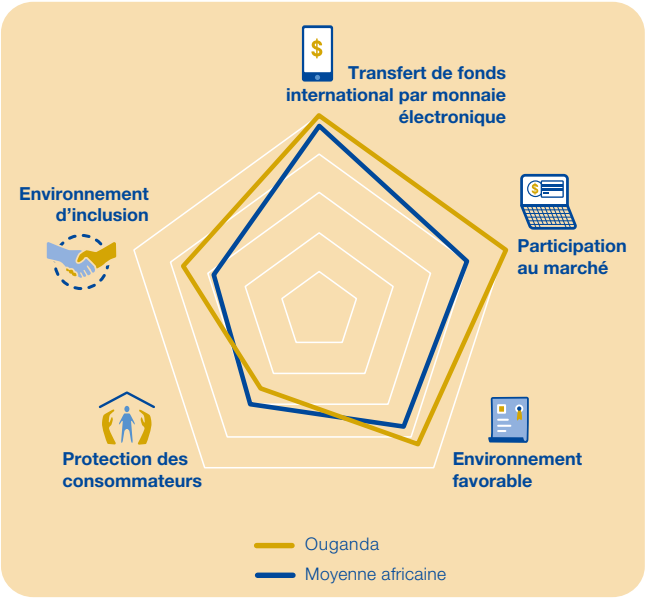
Source: MobileRemit Africa 2022.

- La Gambie obtient des résultats raisonnables pour les piliers "protection des consommateurs" et "cadre réglementaire", ce qui signifie que les bases sont réunies pour améliorer les services de transferts mobiles internationaux fournis à court et moyen terme.
- En Gambie, le taux de pénétration des comptes d'institutions financières réglementées et de l'argent mobile est inférieur aux moyennes régionales, ce qui signifie que les bénéficiaires des envois de fonds n'ont pas d'alternatives numériques à l'argent liquide.
- Le coût moyen actuel des transferts de fonds vers la Gambie avoisine les 12%. On ne trouve actuellement pas de chiffres comparables pour les canaux numériques ou uniquement mobiles.

Ouganda

- Le succès de l'argent mobile, combiné à la possibilité d'envoyer et d'acheminer les envois de fonds internationaux vers des portefeuilles mobiles permet à l'Ouganda d'obtenir un score d'indice de 84/100, ce qui le place au onzième rang du continent et dans le quintile supérieur des pays présentant un environnement favorable aux transferts de fonds mobiles.
- L'Ouganda obtient un score très élevé sur le pilier de l'environnement favorable compte tenu de l'interopérabilité des paiements et des agents pour l'argent mobile, ainsi que de la présence de comptes de transaction à plusieurs niveaux, avec quelques points en moins en raison de l'absence d'un régime KYC entièrement souple.
- Au cours des 12 années écoulées jusqu'en 2018, l'inclusion financière formelle mesurée par FinScope Ouganda est passée de 28% à 58%, en grande partie grâce à l'argent mobile, laissant le pilier de l'inclusion à un niveau intermédiaire.
- Pour un pays où la pénétration et l'utilisation de l'argent mobile sont à des taux élevés, l'Ouganda n'obtient qu'un score moyen pour le pilier "protection des consommateurs". Cela est dû à l'absence de réglementation protégeant les fonds des clients, comme l'absence d'assurance-dépôts pour les titulaires de comptes d'argent mobile. En outre, les utilisateurs de l'argent mobile ne perçoivent pas d'intérêts sur le solde de leur portefeuille.
- Malgré des améliorations récentes, le coût moyen des transferts de fonds vers l'Ouganda est de 10,6%. Ce chiffre est élevé par rapport aux standards mondiaux et africains. Toutefois, les canaux numériques et mobiles sont plus compétitifs en termes de coûts. Comme l'ont indiqué les enquêtes "client mystère" du T3 2021, le montant moyen des transferts de fonds vers un portefeuille mobile en Ouganda depuis un pays développé était de 4,2%.
- Introduites en 2018, les taxes prélevées sur l'argent mobile d'un montant de 0,5% ont été régressives par nature, impactant davantage les consommateurs les plus pauvres que les plus riches qui pourraient migrer vers les agences bancaires.

Figure 1.g Score de l'indice pays de l'Ouganda



Source: MobileRemit Africa 2022.

MobileRemit Africa

Contexte

L'impact des transferts de fonds sur le développement et le rôle de la numérisation pour renforcer la résilience financière des familles qui envoient des fonds à l'étranger

Le rôle que les envois de fonds familiaux jouent dans la transformation des économies locales dans les PRFI est désormais largement reconnu par les décideurs politiques et la communauté internationale.

En 2020, en pleine pandémie de COVID-19, les envois de fonds internationaux vers les PRFI sont restés stables, défiant toutes les prédictions de forte baisse[6], et augmentant de près de 9% en 2021, pour atteindre 605 milliards de dollars US[7]. D'ici 2030, on estime que 5,4 billions de dollars US seront envoyés vers les PRFI. La plupart de ces ressources seront utilisées par les familles bénéficiaires des transferts de fonds pour atteindre leurs propres objectifs individuels en termes de réduction de la pauvreté grâce à l'augmentation des revenus, ce qui permettra d'améliorer la santé et la nutrition, l'éducation, le logement et l'assainissement, et l'esprit d'entreprise.

Les organisations internationales ont utilisé leur pouvoir rassembleur pour réunir les parties prenantes du secteur, en inscrivant leurs efforts dans le cadre des engagements pris à l'égard des objectifs de développement mondial en matière de transferts de fonds comme la cible c. de l'ODD 10, qui consiste d'ici 2030 à faire baisser au-dessous de 3% les coûts de transaction des envois de fonds, de l'ODD 17.3, qui consiste à mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des PRFI, notamment les envois de fonds, et de l'objectif 20 du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM), qui consiste à "promouvoir des envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et à favoriser l'inclusion financière des migrants".

Pourtant, les obstacles à la réduction des coûts, à la sécurité et à la commodité de l'envoi de l'argent au pays d'origine persistent, ce qui entrave leur plein potentiel de transformation. Ces dernières années, la numérisation des envois de fonds a été l'instrument ayant permis de surmonter ces obstacles, que ce soit par le biais de canaux en ligne, de canaux mobiles ou d'une combinaison des deux.

Les restrictions rencontrées pendant la pandémie de COVID-19 ont déclenché un passage sans précédent aux canaux réglementés et numériques pour les envois de fonds, ce qui a accéléré l'adoption de méthodes numériques pour envoyer et recevoir de l'argent. Les canaux numériques, notamment les transferts de fonds mobiles, ont contribué à maintenir des flux d'envois réguliers, permettant aux familles de rester au-dessus du seuil de pauvreté. Les envois de fonds internationaux par mobile ont augmenté de 48% en 2021, atteignant 16 milliards de dollars US[8]. Pourtant, en 2022, les transferts de fonds mobiles représentent moins de 3% de l'ensemble des flux mondiaux, et seuls 40% des fournisseurs d'argent mobile proposent des envois de fonds internationaux[9].

6/ Fonds monétaire international (FMI), juillet 2021, *Defying the Odds: Remittances During the COVID-19 Pandemic*. Le rapport fait état d'une forte résilience des envois de fonds. Malgré une récession mondiale sans précédent due à la pandémie, il note que «les envois de fonds se sont avérés un stabilisateur automatique pendant la pandémie». L'analyse se fonde sur les données relatives aux envois de fonds de 52 pays couvrant la période de janvier à décembre 2020.

7/ Flux d'envois de fonds entrants, KNOMAD/Banque mondiale, mai 2022.

8/ State of the Industry Report on Mobile Money 2022, GSMA.

9/ GSMA 2022, op, citation.

Alors que la moyenne mondiale des transferts de fonds internationaux s'élevait à 6% au T4 2021, le coût des envois de fonds mobiles internationaux a déjà atteint la cible 10.c des ODD, à savoir 3%.

Au-delà de la réduction des coûts, la numérisation des envois de fonds stimule les liens avec d'autres services financiers numériques, renforçant ainsi la résilience financière à plus long terme des utilisateurs d'envois de fonds. De plus, l'exploitation des liens entre les envois de fonds et l'inclusion financière offre la possibilité de promouvoir la convergence entre les objectifs financiers des familles qui envoient des fonds et les stratégies commerciales des prestataires de services financiers.

En termes de couverture, les envois de fonds acheminés sur des portefeuilles mobiles et distribués par des agents de téléphonie mobile offrent la possibilité d'améliorer l'accès aux zones rurales au-delà des points d'accès en espèces physiques. Toutefois, les politiques publiques et les innovations du secteur privé doivent prendre en compte les fractures numériques, rurales et entre les sexes afin d'éviter d'entraver l'accès des groupes vulnérables. En particulier, rien que les femmes représentent aujourd'hui environ la moitié de tous les expéditeurs de fonds (100 millions), elles sont souvent exclues du numérique dans les PRFI, et notamment dans les zones rurales.

Envois de fonds et numérisation en Afrique: une opportunité de s'appuyer sur l'empreinte de l'argent mobile pour réduire les coûts et accroître l'inclusion financière

Les envois de fonds constituent une entrée financière cruciale pour les ménages africains. En 2021, les migrants africains dans le monde ont envoyé environ 94 milliards de dollars US par le biais de transferts de fonds vers leur pays d'origine. Cette hausse de 13% par rapport à 2020[10] témoigne d'une résilience inattendue des migrants en dépit de la tourmente économique.

Malgré une réduction progressive des coûts des envois des fonds ces dernières années, le marché africain reste le plus cher. En effet, le coût moyen d'envoi d'argent vers l'Afrique et au sein du continent reste supérieur à la moyenne mondiale, à 7,83% (T4 2021). On estime qu'une réduction du coût des transferts à 3% entraînerait une économie supplémentaire de 4 milliards de dollars par an pour les migrants et profiterait potentiellement à leurs familles en Afrique.

Associées aux méthodes en ligne (en particulier du côté des expéditeurs et en dehors de l'Afrique), les méthodes qui reposent sur la téléphonie mobile offrent de nouvelles possibilités de réduire les coûts de transfert et d'accroître l'inclusion financière. En Afrique de l'Est et de l'Ouest, plus particulièrement, au cours de la dernière décennie, l'argent mobile a déclenché une hausse du degré d'inclusion financière, par exemple de 50% de la population possédant un compte au Kenya.

La crise de 2020-2021 a mis en évidence l'impact sur le développement des envois de fonds lancés et acheminés par voie numérique. Dans le cas de l'Afrique, dans les pays où les envois de fonds numériques ont été versés sur des portefeuilles mobiles, les réponses publiques et privées ont été plus efficaces pour faire face aux effets négatifs de la pandémie. Toutefois, cela nécessite la participation des acteurs du marché de l'argent mobile et un environnement réglementaire favorable.

L'indice MobileRemit Africa a été développé pour mettre en évidence le niveau de préparation des pays à soutenir l'adoption des transferts de fonds mobiles et, en fin de compte, la résilience des familles africaines face aux chocs financiers.

10/ Pays africains selon la classification des Nations unies. Flux d'envois de fonds entrants, KNOMAD/Banque mondiale, mai 2022.

La pandémie de COVID-19 comme catalyseur des envois de fonds par téléphone mobile

La fermeture des frontières et les confinements limitant les transferts d'argent formels et informels entre les pays, les consommateurs se sont tournés vers les canaux numériques formels, et les entreprises ont répondu à la demande accrue par des modèles adaptés. À leur tour, la communauté internationale, les décideurs politiques et le secteur privé ont pris des mesures pour promouvoir les canaux numériques[11]. Pour les bénéficiaires d'envois de fonds dans PRFI, le changement s'est fait principalement vers le mobile, le canal numérique de prédilection.

Retour d'expérience dans le secteur

À la suite de la pandémie, les données du secteur ont confirmé le passage aux canaux mobiles et numériques pour les envois de fonds.

Safaricom, qui fournit le principal service d'argent mobile M-Pesa au Kenya, a enregistré une augmentation de 57% du volume de ses envois de fonds internationaux sur la même période[12]. Du côté des expéditeurs, les grands fournisseurs de services d'envoi de fonds qui ont des activités établies en espèces ou de gré à gré, tels que MoneyGram et Western Union, dont les canaux de collecte d'espèces ont été mis sous pression pendant les premiers jours de la pandémie, ont connu une forte croissance sur leurs canaux numériques qui versent souvent les fonds sur des portefeuilles mobiles[13]. De nouveaux spécialistes exclusivement numériques, tels que Wise et Remitly, ont également fait état d'une forte croissance de leurs services[14]. Dans l'ensemble, les prestataires de services dont l'activité comporte une forte composante numérique ont bien résisté à la crise, alors que les services en espèces ont été les plus touchés[15].

Renforcement de la réglementation

Dès le début de la pandémie, les régulateurs et les décideurs politiques ont pris des mesures pour promouvoir les canaux numériques pour les envois de fonds, alors que les confinements obligeaient à la fermeture des sites physiques.

Souvent, ces mesures ont été prises en consultation et en coordination avec le secteur privé, une approche des décideurs politiques pour travailler avec l'industrie vantée par les prestataires de services[16]. Par exemple, à la demande de l'industrie, les gouvernements des pays émetteurs et récepteurs ont décidé de déclarer les fournisseurs de services de transferts de fonds (RSP), les opérateurs d'argent mobile (OAM) et leurs partenaires services essentiels afin de maintenir le flux des envois de fonds. Les régulateurs ont également travaillé avec les RSP et les OAM pour réduire ou éliminer les frais sur les transferts tout en autorisant des limites de solde de compte et de transaction et en favorisant des processus d'accueil des clients plus souples et fondés sur le risque. Cette approche collaborative, ainsi que les dates d'expiration prédéfinies pour les mesures d'urgence, ont permis aux fournisseurs de services d'avoir une vision claire de la planification de leurs activités. Le résultat net a été un passage aux canaux mobiles et numériques pour les envois de fonds[17].

11/ Pour consulter une liste des actions entreprises par ces parties prenantes, voir le GPFI du G20 (2021), Resilience in the market for international remittances during the COVID-19 crisis.

12/ Safaricom (2021), FY21 Investor presentation.

13/ Western Union a annoncé une croissance de 38% sur ses canaux numériques d'ici à 2020, tandis que MoneyGram a signalé une croissance de 77% en glissement annuel pour son produit numérique.

14/ Wise, nouveau nom de TransferWise, a enregistré une croissance de 39% de ses revenus pendant la pandémie, tandis que l'évaluation du marché de Remitly est passée de 1,5 à 5 milliards de dollars américains sur la même période.

15/ Les membres de l'IAMTN ont indiqué que 40% des nouveaux clients numériques étaient des conversions de leur activité de caisse.

16/ Pour plus de détails sur ces mesures et les endroits où elles ont été mises en œuvre, voir l'annexe 1 du rapport du GPFI du G20 (2021), Resilience in the market for international remittances during the COVID-19 crisis.

17/ Voir IAMTN (2021), 2020 Annual Report, The Shift to Digitalization in Cross-Border Remittances: A Trend Driven by the COVID-19 Crisis.

Indice MobileRemit Africa

L'indice MobileRemit Africa vise à mesurer l'état de préparation d'un pays à l'adoption des envois de fonds par téléphone mobile. L'indice est composé d'une combinaison de mesures d'habilitation de réglementation, de préparation du marché, de l'environnement d'inclusion et de la protection des consommateurs (tableau 1). En construisant et en pondérant les piliers et les variables de l'indice sur ces mesures, un seul score agrégé est généré pour chaque pays[18]. L'objectif de l'indice est d'offrir une vue d'ensemble de l'état de préparation d'un pays, qui peut être plus facile à interpréter que le suivi d'indicateurs séparés. Les utilisateurs peuvent également approfondir leur analyse de l'environnement des envois de fonds par mobile au travers des piliers et des variables constituant le score afin de faciliter une analyse plus nuancée sur des pays spécifiques. Ainsi, il est également possible de classer les pays sur un ensemble de questions complexes et interdépendantes, ce qui permet également une comparaison entre les pays. L'indice est un document évolutif, ce qui signifie que les scores seront mis à jour au fur et à mesure que de nouvelles informations apparaîtront, permettant ainsi d'évaluer les performances d'un pays dans le temps. Le public visé par l'indice comprend le secteur privé, le secteur public, les donateurs internationaux et les professionnels du développement.

Tableau 1. Piliers de l'indice MobileRemit

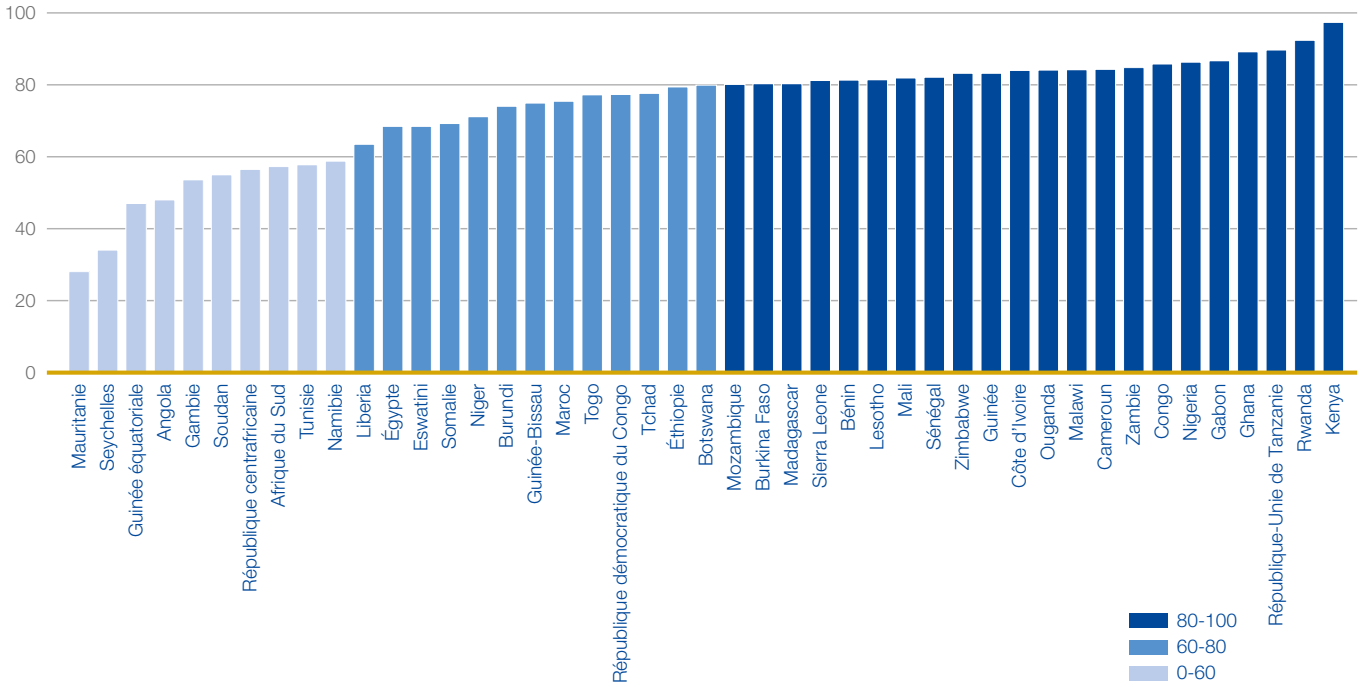
Pilier	Mesure	Justification
Transfert de fonds international par monnaie électronique	La réglementation autorise-t-elle l'envoi ou la réception d'envois de fonds par monnaie électronique?	La question de savoir si les envois de fonds sont autorisés par la réglementation relative à la monnaie électronique est fondamentale pour leur transfert via les canaux mobiles.
Environnement du marché	Les acteurs du marché de la monnaie électronique sont-ils actifs sur le marché des envois de fonds internationaux?	Si les envois de fonds sont autorisés à être reçus par le biais d'un canal mobile, les acteurs du marché devront également proposer des services pour que les consommateurs puissent en profiter.
Environnement favorable	Dans quelle mesure l'environnement réglementaire local est-il favorable à la monnaie électronique?	Toutes les réglementations relatives à la monnaie électronique ne sont pas égales. Ce pilier évalue dans quelle mesure les réglementations nationales d'un pays sont propices à l'adoption.
Environnement d'inclusion	Dans quelle mesure l'environnement est-il inclusif pour les groupes mal desservis?	Si des services d'argent mobile sont en place, comment sont-ils utilisés actuellement et par qui? Les services sont-ils inclusifs, atteignent-ils les groupes vulnérables et mal desservis comme les femmes, la population rurale et les jeunes? Ce pilier permettra d'évaluer la probabilité d'utilisation, en particulier ceux qui sont mal desservis et souhaitent recevoir des envois de fonds sur leur portefeuille mobile, en fonction de leur utilisation actuelle des services mobiles.
Protection des consommateurs	Dans quelle mesure le consommateur est-il protégé en matière de monnaie électronique?	Si les consommateurs utilisent le service, dans quelle mesure sont-ils protégés, eux et leur argent? Une crise mineure peut rapidement éroder la confiance dans le système, il est donc essentiel pour la durabilité des envois de fonds par téléphone mobile que les consommateurs soient bien protégés.

18/ Pour une description plus détaillée de la méthodologie de MobileRemit Africa, des piliers, des variables, de la pondération et de la notation, veuillez consulter les annexes.

Comparaison régionale et scores par pays

Les premiers résultats de l'indice de transfert de fonds par téléphonie mobile sont relativement positifs quant à la capacité des pays africains à tirer parti de la numérisation croissante des envois de fonds. Près de la moitié des pays (49%) de l'indice ont obtenu les scores les plus élevés, soit 80 ou plus, et 80% des pays ont obtenu un score moyen (60-80%) ou plus (figure 2).

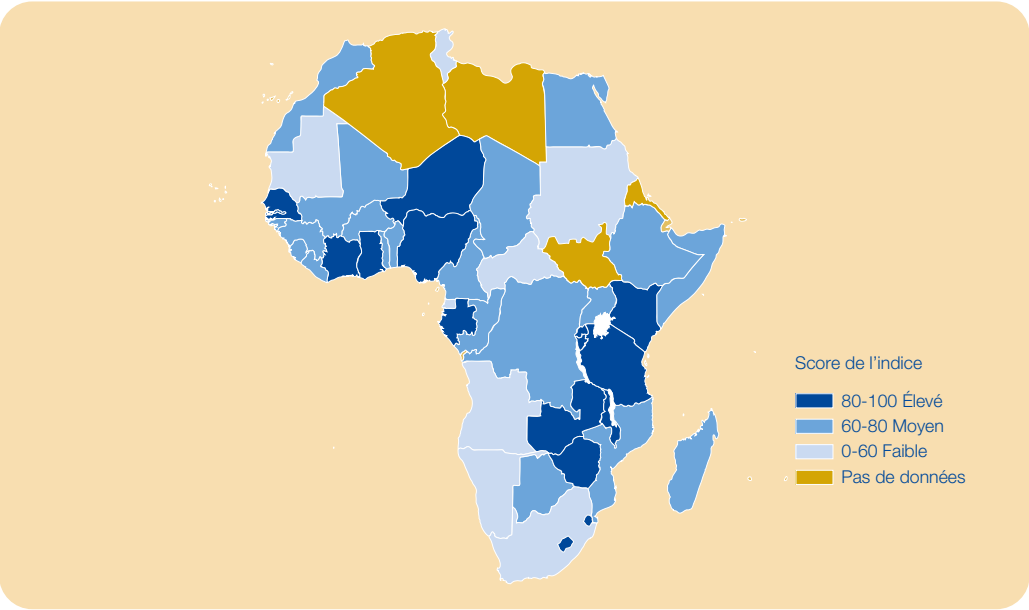
Figure 2. Scores de MobileRemit Africa



Source: MobileRemit Africa 2022.

En superposant ces résultats sur une carte de l'Afrique, on constate que les scores les plus élevés sont généralement regroupés autour des places fortes de l'argent mobile en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Les portefeuilles d'argent mobile sont le canal numérique le plus susceptible d'être choisi par les utilisateurs pour recevoir des envois de fonds dans ces pays.

Figure 3. Scores de l'indice superposés sur une carte de l'Afrique

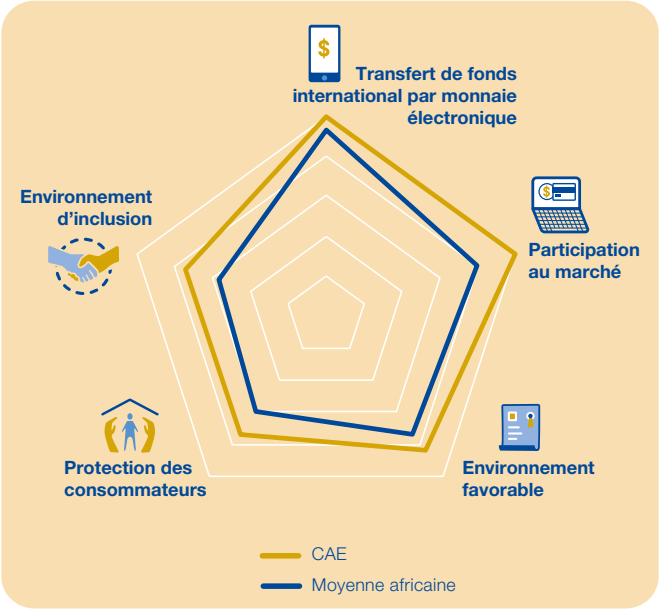


Source: MobileRemit Africa 2022.

L'Afrique de l'Est est le foyer traditionnel de l'argent mobile depuis plus d'une décennie maintenant, et il n'est peut-être pas surprenant de voir le Kenya obtenir le meilleur score de l'indice (97), avec à proximité le Rwanda (92) et la République-Unie de Tanzanie (90) qui ont également obtenu des scores élevés. Si l'on considère l'ensemble des pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) (Burundi, Kenya, Rwanda, Ouganda et République-Unie de Tanzanie)[19], leurs scores moyens pour tous les piliers de l'indice sont supérieurs à la moyenne continentale (figures 4 et 5).

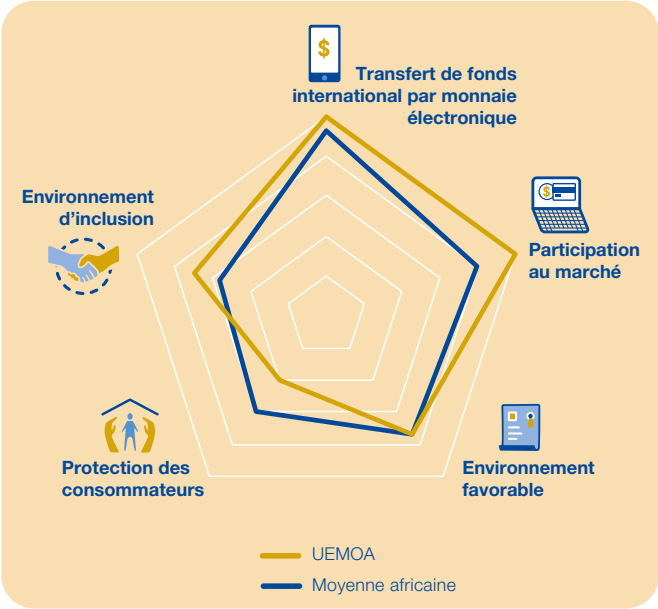
19/ Les données nécessaires à la notation de l'indice n'étaient pas disponibles pour le Sud-Soudan.

Figure 4. Scores de piliers de la CAE



Source: MobileRemit Africa 2022.

Figure 5. Scores de piliers de l'UEMOA



Source: MobileRemit Africa 2022.

L'Afrique de l'Ouest, et les pays de l'UEMOA en particulier, se sont également distingués favorablement à la moyenne continentale, obtenant des scores plus élevés en moyenne pour la plupart des piliers. Les scores élevés de la région ne sont pas inattendus, étant donné que cette dernière a connu la plus forte croissance des ouvertures de comptes d'argent mobile au cours des dernières années[20].

Le seul pilier où les deux régions a obtenu un score inférieur à la moyenne est celui de la protection des consommateurs pour les pays de l'UEMOA. Pour comprendre pourquoi, et dans un exemple du type d'analyse qui peut être réalisé à l'aide de MobileRemit Africa, un examen des variables pour le pilier de la protection des consommateurs montre que le score de la région relatif à l'utilisation de comptes fiduciaires d'argent mobile et à l'assurance des dépôts est nul pour ces deux variables. Contrairement à la CAE, l'UEMOA dispose d'un régulateur financier commun au sein de la BCEAO, ce qui explique la cohérence des notations réglementaires entre ses États membres.

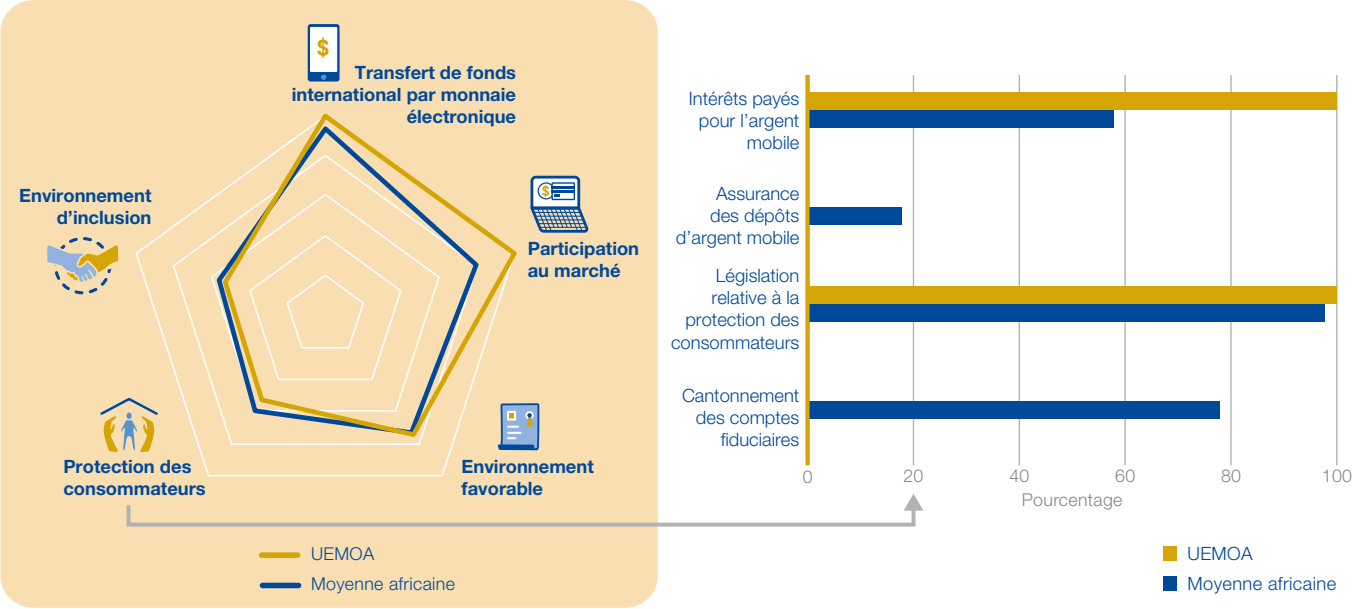
20/ GSMA (2021), State of the Industry Report on Mobile Money 2021.

En dehors de l'UEMOA, certains pays anglophones d'Afrique de l'Ouest se sont également distingués par leurs scores élevés. Le score du Ghana (89) reflète le fait que ce pays est depuis de nombreuses années le marché de l'argent mobile le plus performant de la région. Toutefois, le score du Nigeria (86) est peut-être une surprise, étant donné que les services financiers mobiles non bancaires ont été lents à s'y développer. Si le Nigeria obtient un score relativement faible sur le pilier de l'inclusion pour cette raison, des scores plus élevés sur la protection des consommateurs et l'environnement favorable (reflétant les changements réglementaires en 2018) ont contribué à élever son score de l'indice final. Cela met en évidence le potentiel du mobile en tant que canal pour les envois de fonds internationaux au Nigéria, en particulier avec la récente attribution de nouvelles licences de banques de paiement pour l'argent mobile[21].

Pour d'autres pays d'Afrique dont les flux d'envois sont élevés, à savoir l'Égypte (l'un des plus grands bénéficiaires au monde) et l'Afrique du Sud (une source importante d'envois de fonds au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe [CDAA]), les résultats sont mitigés. Les scores des deux pays (Égypte à 68 et Afrique du Sud à 57) étaient inférieurs à la moyenne du continent et ont été freinés par la faible prévalence de l'argent mobile dans ces pays, avec un impact associé au fait que les acteurs du marché n'utilisent pas les portefeuilles mobiles pour envoyer ou recevoir des envois de fonds. Quant à l'Éthiopie, géant du continent en matière de services financiers mobiles, il a obtenu un score de 79, soit plus que l'Afrique du Sud ou l'Égypte, en raison de récents changements réglementaires favorables. De plus, avec l'ouverture de son marché intérieur aux services de paiement et de transfert de fonds proposés par les opérateurs de téléphonie mobile, on s'attend à ce que le score de l'Éthiopie continue de s'améliorer à moyen terme.

Pour avoir une liste complète des scores des pays, veuillez consulter l'annexe 2.

Figure 6. Scores variables de protection des consommateurs de l'UEMOA



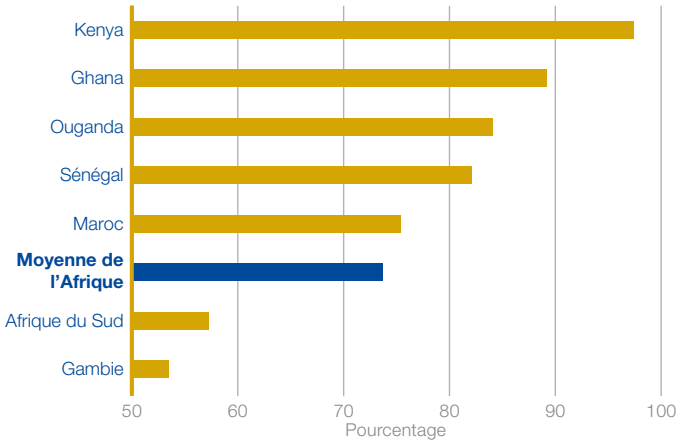
Source: MobileRemit Africa 2022.

21/ The Guardian (2021), MTN Nigeria get CBN approval for MOMO Payment Service Bank.

Analyse de PRIME Afrique

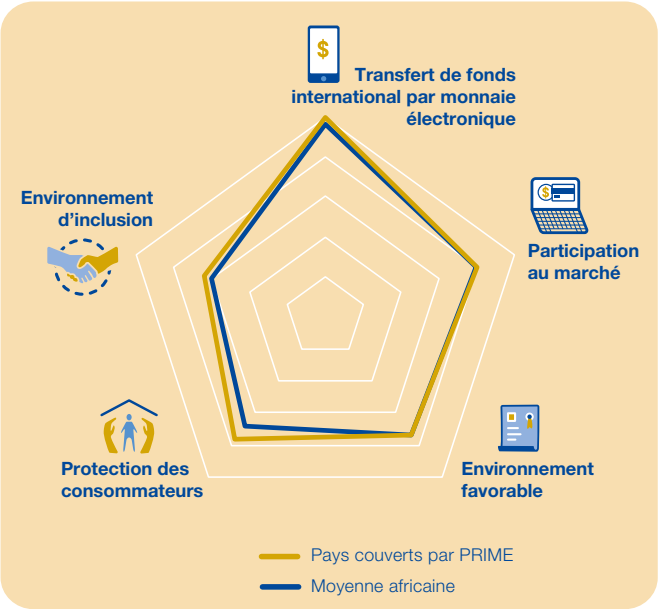
PRIME Afrique[22] est une initiative de 15 millions d'euros mise en œuvre par le FIDA et cofinancée par l'Union européenne. Elle vise à réduire les coûts des envois de fonds et à améliorer l'inclusion financière par le biais d'innovations et de partenariats afin de développer des produits d'envois de fonds évolutifs dans les pays bénéficiaires. Les sept pays concernés par ce programme sont le Ghana, le Kenya, le Maroc, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la Gambie et l'Ouganda. Le projet MobileRemit Africa répond aux principaux objectifs de PRIME Afrique en identifiant les lacunes en matière de données et en mesurant les environnements politiques et commerciaux favorables aux envois de fonds par téléphone mobile dans les pays couverts par PRIME Afrique. La création d'un indice relatif aux envois de fonds par téléphone mobile permet une compréhension nuancée des facteurs qui peuvent favoriser ou entraver l'adoption du canal mobile pour les transferts de fonds dans ces pays.

Figure 7. Scores de l'indice MobileRemit Africa pour les pays couverts par PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Figure 8. Score piliers de PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

En examinant les résultats, les pays couverts par PRIME Afrique ont obtenu des scores légèrement plus élevés que la moyenne continentale, tant pour l'indice que pour les piliers (figures 7 et 8). Toutefois, on retrouve des écarts assez importants entre ces pays. Par exemple, le Kenya (97) est le pays le mieux noté de tout l'indice, tandis que la Gambie (53) a obtenu le cinquième score le plus bas. Le score médiocre de la Gambie s'explique en grande partie par le fait que l'argent mobile n'en est qu'à ses balbutiements aujourd'hui, mais cette situation devrait s'améliorer grâce aux récentes relances et aux approbations réglementaires permettant d'acheminer les envois de fonds vers les portefeuilles mobiles. L'Afrique du Sud (56) se classe également parmi les dix derniers pays pour ses restrictions sur les portefeuilles mobiles traitant les envois de fonds internationaux et obtient un score inférieur à la moyenne continentale. Les investissements de l'initiative PRIME Afrique dans des produits d'envois de fonds innovants et évolutifs pour ces pays devraient permettre d'obtenir des scores d'indice plus élevés à moyen terme. Le score élevé du Ghana témoigne du succès des services financiers mobiles dans ce pays. L'Ouganda et le Sénégal ont obtenu des scores similaires, la pénétration et l'utilisation plus importantes de l'argent mobile en Ouganda expliquant son meilleur score.

22/ https://www.ifad.org/documents/38714170/41112200/prime_africa_brochure_e.pdf/ea58ef02-81a1-7986-9302-53e8e560204d.

Pour des rapports plus détaillés de MobileRemit Africa sur les pays couverts par PRIME Afrique, rendez-vous sur le site Web RemitScope[23].

Conclusions

La création de MobileRemit Africa en tant que centre de connaissances sur les envois de fonds par téléphone mobile est une reconnaissance de la tendance du secteur à la numérisation des envois de fonds internationaux et des avantages en termes de développement que cela peut apporter aux PFRI. La création d'un indice relatif aux envois de fonds par téléphone mobile est la première étape pour sécuriser cette base de connaissances. Les données utilisées pour construire l'indice et les informations qui en découlent seront bientôt hébergées sur le site web du FIDA, à l'adresse suivante RemitScope, portail qui rassemble des informations, des analyses et des renseignements sur le marché des envois de fonds en Afrique. À leur tour, les utilisateurs pourront interroger les scores de l'indice et approfondir les piliers et les variables qui constituent ces scores. Ils pourront également accéder à des informations et à des rapports spécifiques aux mobiles.

Les premiers résultats suivant la mise en place de MobileRemit Africa ont montré qu'au moins la moitié des pays africains étaient en passe d'adopter le canal mobile pour les envois de fonds personnels. Pour ceux qui ne sont pas à la hauteur, l'indice indique les interventions susceptibles de permettre de meilleurs résultats. Ainsi, l'indice n'est pas conçu pour donner une image instantanée unique de l'état de préparation de l'Afrique à l'adoption des envois de fonds par téléphone mobile. Il s'agit plutôt d'un document évolutif qui sera actualisé régulièrement au fur et à mesure que de nouvelles informations et données seront mises à disposition. Nous espérons ainsi que les décideurs politiques, le secteur privé et la société civile pourront se servir de cette ressource pour permettre la numérisation continue des envois de fonds d'une manière inclusive pour le bien des migrants et de leurs familles restées au pays.

23/ https://remitSCOPE.org/africa/

MobileRemit Ghana

Contexte

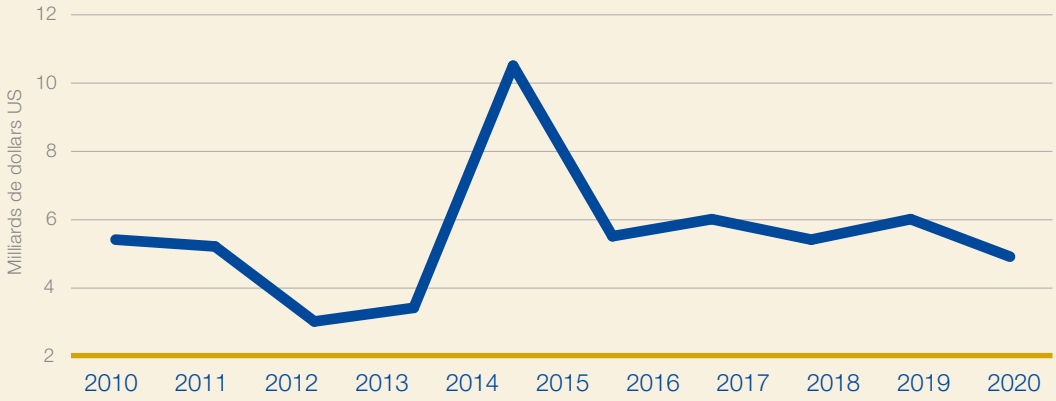
En 2021, les transferts de fonds internationaux vers le Ghana ont atteint 4,5 milliards de dollars US. Il est le deuxième plus grand bénéficiaire de transferts de fonds en Afrique subsaharienne en termes absolus (après le Nigeria)[24]. En tant que pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, il enregistre un PIB par habitant qui est presque deux fois supérieur à celui du Sénégal et plus de trois fois supérieur à celui de la Gambie. Ainsi, la dépendance du Ghana à l'égard des envois de fonds est plus faible que celle de ces deux pays. Elle se situe en moyenne entre 5 et 6% du PIB au cours de la dernière décennie, même si ce chiffre reste élevé par rapport aux standards mondiaux (figure 9). L'Afrobaromètre estime que 19% de la population adulte du Ghana dépend des envois de fonds[25]. En conséquence, le Ghana se classe troisième sur le continent s'agissant de l'Indice d'importance des envois de fonds de RemitScope (tableau 2).

Tableau 2. Score de l'indice d'importance des envois de fonds

		Score
1	Sénégal	88
2	Égypte	83,5
3	**Ghana**	**73**
4	Lesotho	71,5
43	Botswana	13

Source: MobileRemit Africa 2021.

Figure 9. Envois de fonds entrants au Ghana



Source: Données de la Banque mondiale.

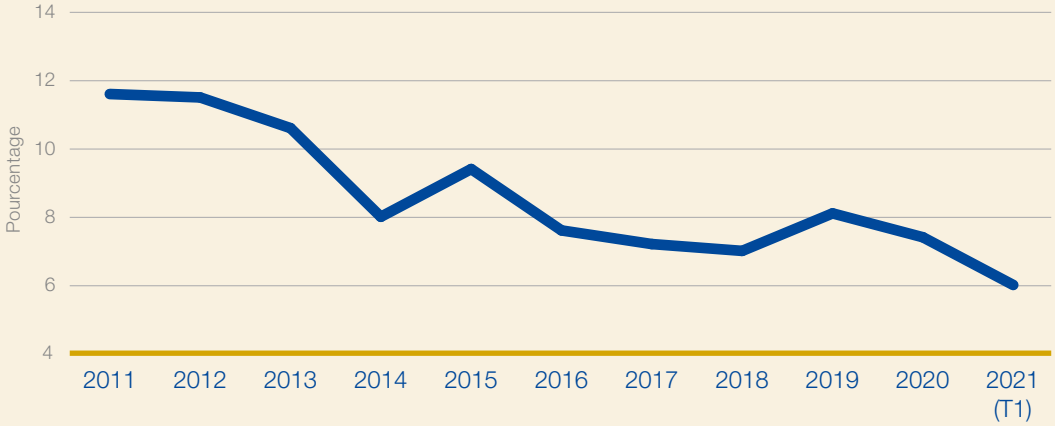
24/ RemitSCOPE Ghana. https://RemitSCOPE.org/africa/ghana.

25/ Afrobaromètre (2019), dépêche n° 288 https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Dispatches/ab_r7_dispatchno288_looking_for_opportunity_africans_views_on_emigration1.pdf.

Tarification

Le coût de l'envoi de fonds au Ghana pour une moyenne de 200 dollars US au T1 2021 s'élevait à 6%, soit moins que la moyenne mondiale de 6,38% pour la même période (figure 10).

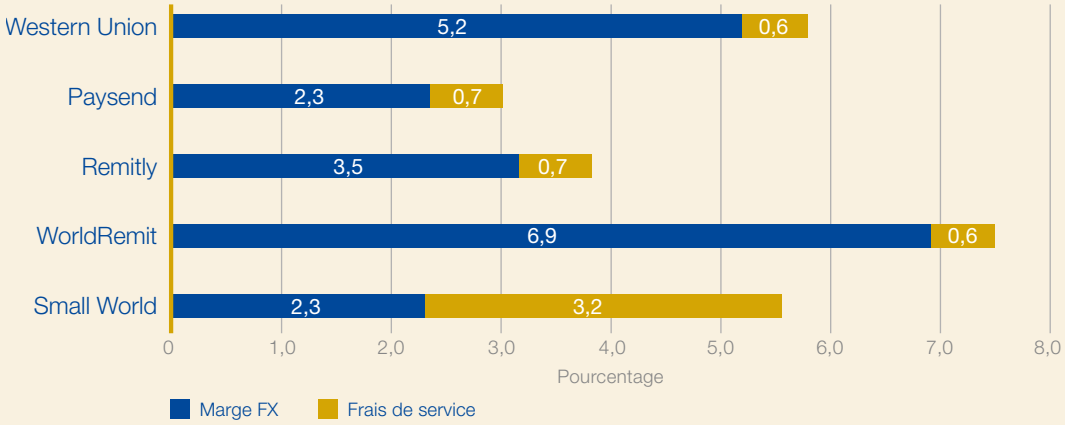
Figure 10. Coût moyen des transferts de fonds au Ghana



Source: Banque mondiale Prix des envois de fonds dans le monde.

Les canaux numériques et mobiles sont généralement plus compétitifs. Les enquêtes mystères menées au T3 2021 pour MobileRemit Africa ont révélé que les coûts moyens de transaction des envois de fonds vers un portefeuille mobile depuis un pays développé étaient de 5,13%, avec l'équivalent le meilleur marché par rapport à la cible c. de l'Objectif de développement durable (ODD) 10 de l'ONU, qui est de 3% (figure 11). Les envois de fonds intra-africains sont importants pour le Ghana, puisqu'ils représentent 38% des transferts en 2018. Le Nigeria est le premier pays d'accueil de la diaspora ghanéenne et sa deuxième source de transferts de fonds. Mais comme l'argent mobile ne s'est pas encore imposé au Nigeria, les prix des transferts de fonds sur ce corridor sont parmi les plus élevés au monde, avec une moyenne de 24% du montant, ce qui signifie que, pour l'instant, les opérateurs informels dominent ce corridor.

Figure 11. Coût d'envoi de l'équivalent de 200 dollars US par des méthodes numériques (T4 2021)

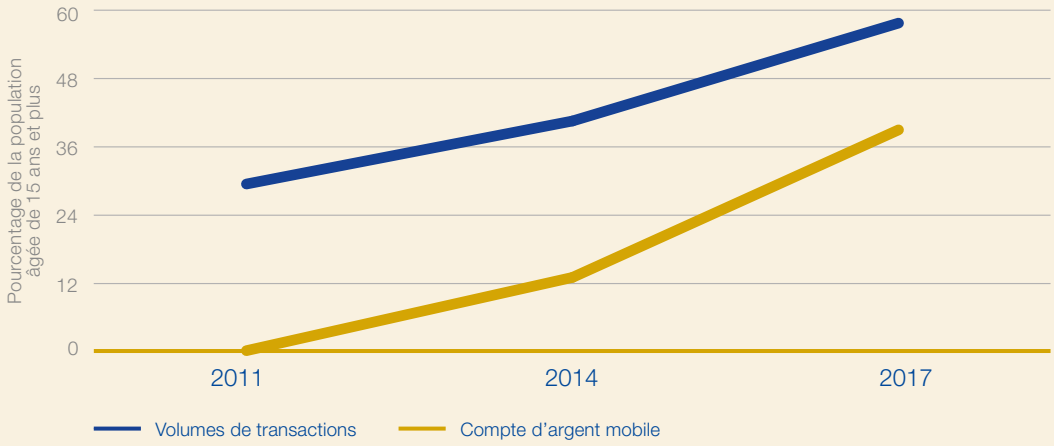


Source: MobileRemit Africa 2022.

Environnement des envois de fonds par mobile

L'argent mobile a joué un rôle central dans les progrès de l'inclusion financière observés au Ghana. En 2017, l'année la plus récente pour laquelle des données sur l'inclusion financière sont disponibles, le Ghana avait un taux d'inclusion financière de 58%, en grande partie grâce à un taux de pénétration de l'argent mobile de 39% (figure 12).

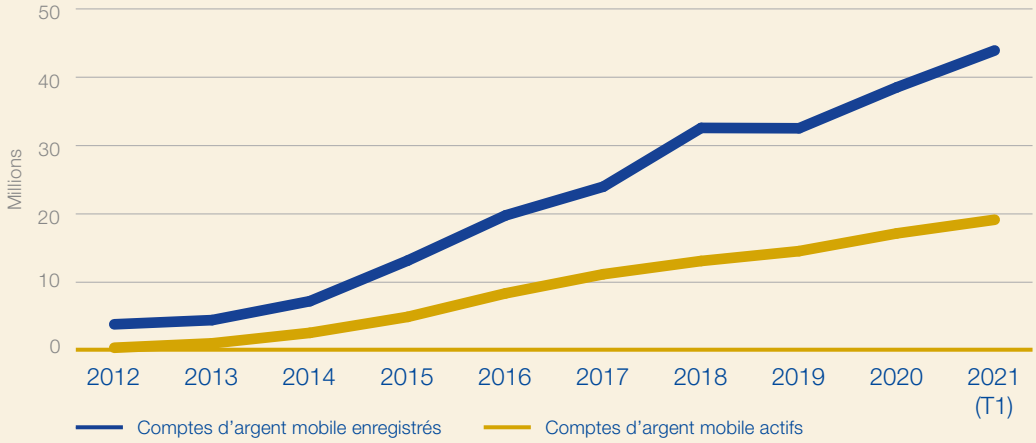
Figure 12. Données sur l'inclusion financière au Ghana



Source: Findex 2017.

L'argent mobile a connu une forte croissance au Ghana depuis son lancement en 2012. En août 2021, il y avait 43,9 millions de comptes enregistrés et 19,1% de comptes actifs sur une base de 90 jours (figure 13). Cela se traduit par un taux d'activité de 43,5%, un chiffre supérieur à la moyenne subsaharienne.

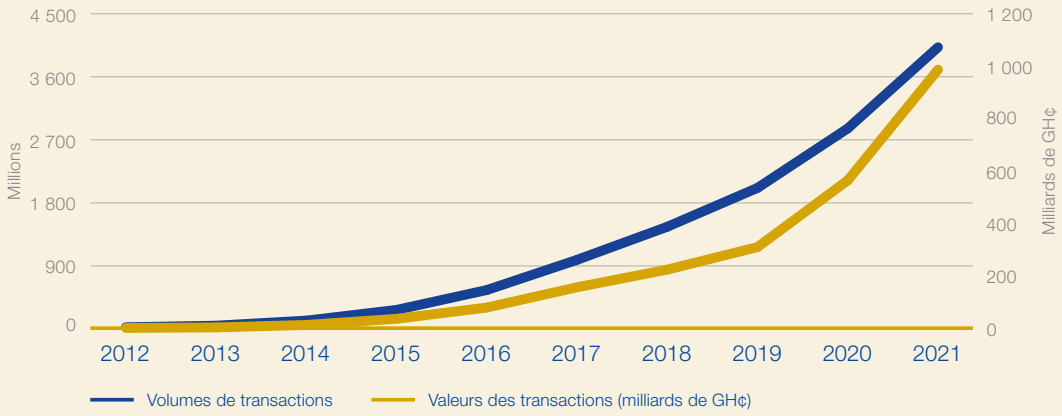
Figure 13. Comptes d'argent mobile au Ghana



Source: Données de la Banque du Ghana.

Si les comptes d'argent mobile actifs ont connu un taux de croissance constant depuis leur création, le volume et la valeur des transactions ont enregistré une croissance exponentielle. Ceci est particulièrement visible depuis le début de la pandémie de COVID-19. Pour assurer la continuité du flux des paiements numériques, les décideurs politiques ont pris des mesures d'urgence, notamment en déclarant les agents de téléphonie mobile services essentiels, en augmentant les limites de transaction et de solde du portefeuille et en introduisant un régime KYC plus souple et basé sur le risque pour faciliter l'ouverture de comptes à distance[26]. Cela s'est traduit par des transactions mobiles record. On estime à 164 milliards de dollars US le volume transitant par ce système en 2021 (figure 14). Il n'est pas surprenant que la GSMA estime que la prévalence de l'argent mobile au Ghana est très élevée, ce qui représente la meilleure note sur son échelle composée de cinq niveaux[27]. Cependant, le succès de l'argent mobile au Ghana n'est pas passé inaperçu. L'autorité fiscale a mis en place une taxe sectorielle sur les commissions d'encaissement de l'argent mobile à payer par les agents d'argent mobile ainsi qu'une taxe controversée sur les paiements électroniques[28,29]. L'impact sur le secteur reste à voir.

Figure 14. Transactions d'argent mobile au Ghana



Source: Données de la Banque du Ghana.

26/ GSMA (2021), The Impact of COVID-19 Regulatory Measures on Mobile Money Services. https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/the-impact-of-covid-19-regulatory-measures-on-mobile-money-services.

27/ L'indice de prévalence de l'argent mobile de la GSMA combine la pénétration, l'utilisation et l'accès à l'argent mobile pour offrir un score global de prévalence dans un pays donné.

28/ Modern Ghana (2021), Nous nous conformerons à la directive sur la taxe de 10%, donnez-nous deux mois, ont déclaré des agents de MoMo.

29/ Guardian (2021), Punches thrown in Ghana parliament over electronic payments tax. https://www.theguardian.com/world/2021/dec/21/punches-thrown-ghana-parliament-electronic-payments-tax.

Outre les banques, les émetteurs de monnaie électronique et les prestataires de services de paiement disposant d'une licence renforcée sont autorisés à verser des fonds entrants dans des portefeuilles mobiles au Ghana. Trois opérateurs de réseaux mobiles dominent le marché des envois de fonds par mobile (tableau 3). L'envoi de transferts de fonds sortants par le biais de portefeuilles mobiles est autorisé, mais il doit être traité par une banque partenaire.

Tableau 3. Liste des opérateurs d'argent mobile dans le pays

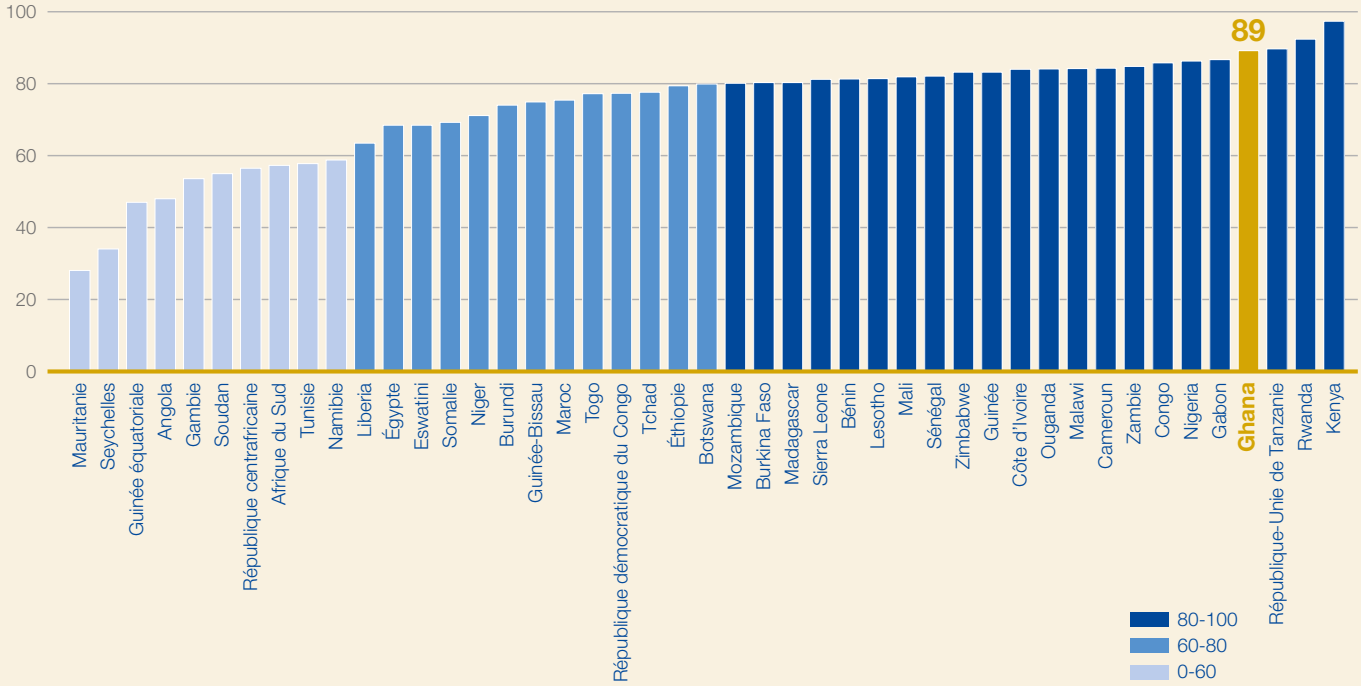
Service	Parent	Licence	Lancement	Envois de fonds internationaux
MTN MoMo	MTN	Partenariat avec une banque	2009	Oui
Airtel Money	Airtel Mobile Commerce (Ghana) Limited	Émetteur de monnaie électronique dédié	2011	Oui
Vodafone Cash	Vodafone Mobile Financial Services Limited	Émetteur de monnaie électronique dédié	2015	Oui

Source: Banque du Ghana 2021, GSMA 2021.

Analyse de MobileRemit au Ghana

Le Ghana obtient un score très élevé sur l'indice MobileRemit Africa. Le succès de l'argent mobile combiné à la possibilité d'envoyer et d'acheminer les transferts de fonds internationaux sur les portefeuilles mobiles place le Ghana à un score de l'indice de 89. Ce classement lui a permis de se placer au quatrième rang sur le continent et dans le décile supérieur des pays dont l'environnement opérationnel est favorable aux envois de fonds par mobile (figure 15).

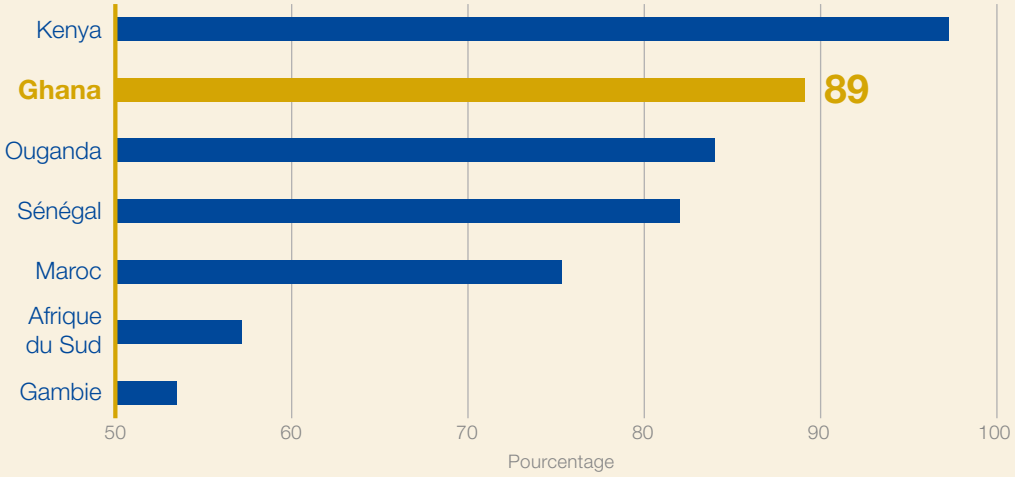
Figure 15. Scores de MobileRemit Africa



Source: MobileRemit Africa 2022.

Le Ghana occupe également la deuxième place parmi les sept pays PRIME Afrique pour les mêmes raisons (figure 16).

Figure 16. Scores de l'indice MobileRemit pour les pays couverts par PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Les scores parfaits du Ghana en ce qui concerne les envois de fonds internationaux sur téléphonie mobile, qui sont à la fois autorisés par les régulateurs et activement proposés par les acteurs du marché, contribuent à son score d'indice élevé (tableau 7).

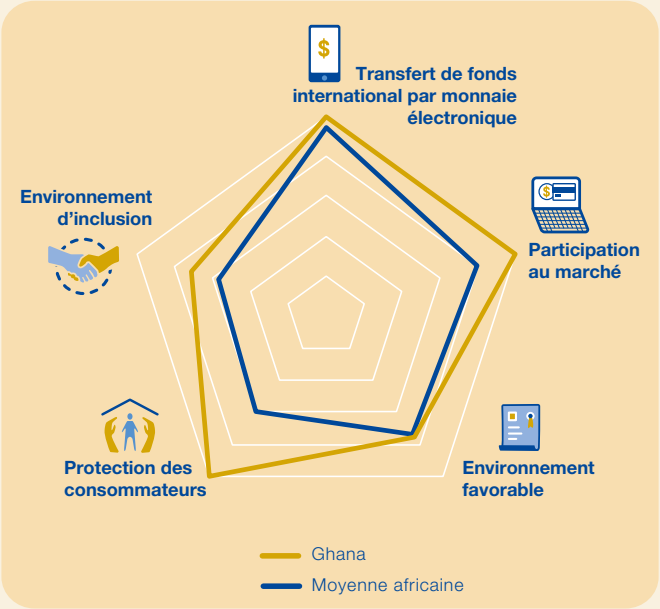
Tableau 4. Ghana – scores piliers de MobileRemit

Transfert de fonds international par monnaie électronique	Participation au marché	Environnement favorable	Protection des consommateurs	Environnement d'inclusion
100	100	75	100	71

Ce résultat est renforcé par son score parfait en matière de protection des consommateurs, qui reflète la présence à la fois d'une assurance-dépôts et de comptes fiduciaires d'argent mobile, ainsi que d'une législation spécifique sur la protection des consommateurs et la possibilité de percevoir des intérêts sur les dépôts d'argent mobile, une combinaison peu fréquente dans les autres pays africains (figures 17 et 18).

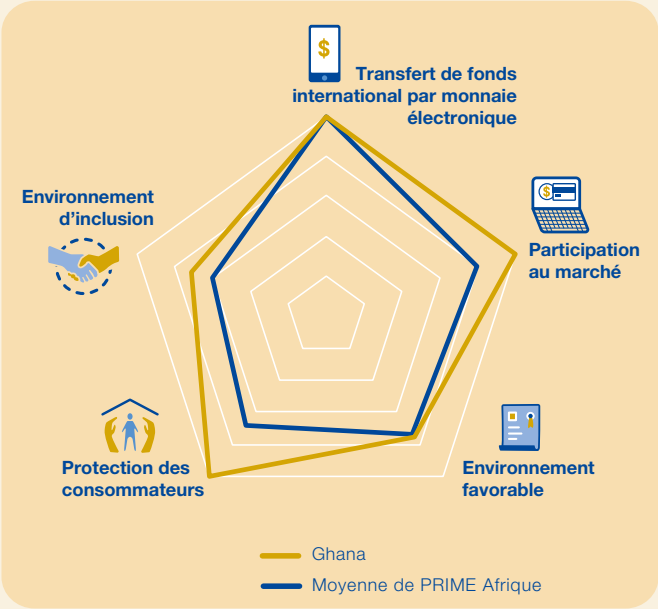
Le Ghana obtient également un score élevé sur le pilier de l'environnement favorable grâce à la présence d'un cadre dédié à la monnaie électronique, l'utilisation autorisée d'agents non bancaires et la présence d'une interopérabilité nationale. Certains points sont enlevés avec l'absence d'un régime KYC entièrement souple et la présence de plafonds de portefeuille et de solde à plusieurs niveaux. Cependant, pendant la pandémie de COVID-19, le Ghana a augmenté ces plafonds pour promouvoir les paiements numériques et a ensuite rendu ces mesures permanentes vu leur succès. Le Ghana obtient également un score élevé pour le pilier "environnement d'inclusion". Toutefois, un score parfait est contrebalancé par des écarts plus importants entre les sexes et les zones rurales en matière de possession de comptes d'argent mobile, par rapport aux autres services financiers, selon les dernières données Findex disponibles (2017).

Figure 17. Scores de piliers du Ghana et de l'Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

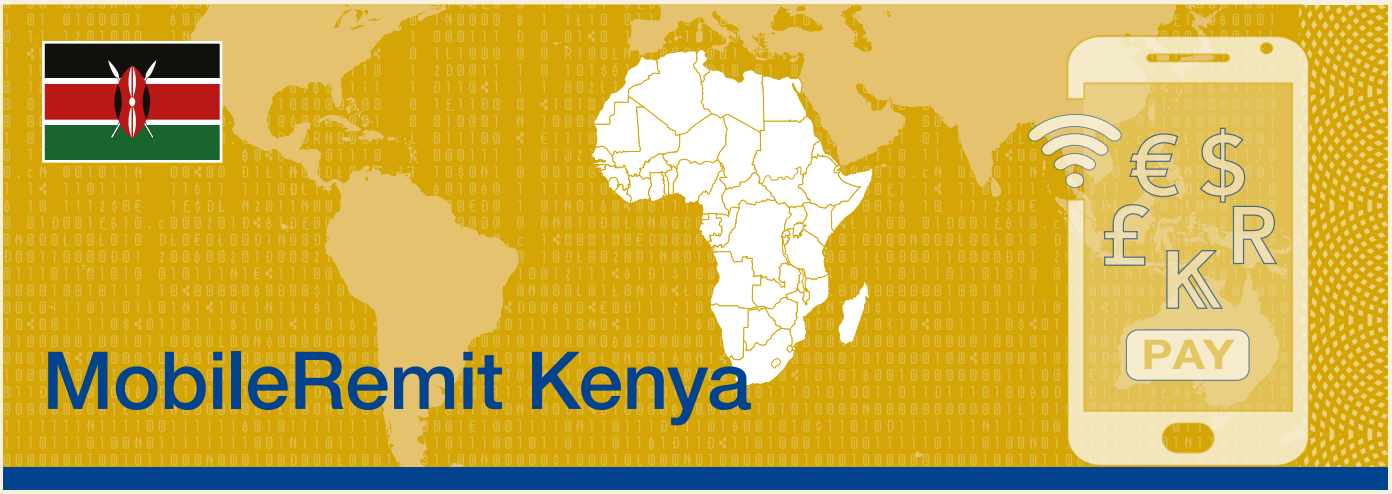
Figure 18. Scores de piliers du Ghana et de PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Conclusions

Le Ghana est bien placé pour tirer parti des envois de fonds internationaux via mobile. L'adoption massive de l'argent mobile, associée à un régime de licence favorable pour les opérateurs d'argent mobile et à la possibilité d'acheminer les transferts de fonds internationaux dans les portefeuilles d'argent mobile, devrait voir la prévalence des envois de fonds sur mobile augmenter au cours des prochaines années, bien que cela puisse être compromis par les récentes propositions de taxation des paiements électroniques. Les prix restent relativement élevés, surtout par rapport aux pays voisins francophones d'Afrique de l'Ouest, qui bénéficient d'une monnaie unique fixée à l'euro. Cependant, il est possible aujourd'hui d'acheminer un envoi de fonds vers un porte-monnaie mobile au Ghana à un taux inférieur ou égal à la cible c. de 3% de l'ODD 10. Avec une concurrence accrue dans le premier et, en particulier, dans le second degré pour les envois de fonds numériques vers le pays, on s'attend à ce que cette tendance se poursuive. Les autorités pourraient étendre ce processus en ouvrant davantage le traitement des transferts de fonds (et en particulier les transferts de fonds sortants) aux opérateurs non bancaires.



MobileRemit Kenya

Contexte

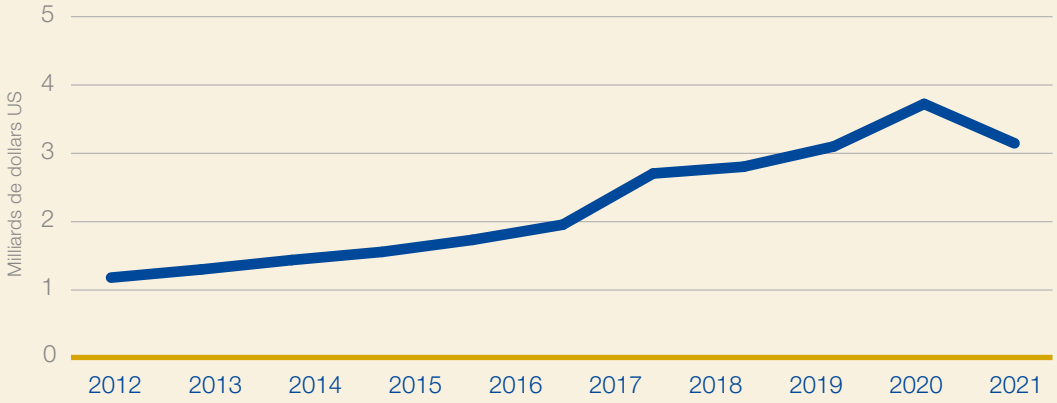
En 2021, les transferts de fonds internationaux vers le Kenya ont atteint 3,7 milliards de dollars US. Sa dépendance à l'égard des envois de fonds est faible à moyenne par rapport aux autres pays d'Afrique subsaharienne. Les entrées de capitaux ont représenté en moyenne entre 2,5 et 3% du PIB au cours de la dernière décennie. Il occupe la dixième place en Afrique pour l'Indice d'importance des envois de fonds RemitScope (tableau 5)[30]. Sa diaspora est répartie dans les pays anglophones, notamment en Afrique du Sud et en Ouganda. Les États-Unis d'Amérique sont la plus grande source de transferts de fonds entrants (figure 19)[31].

Tableau 5. Score de l'indice d'importance des envois de fonds

		Score
1	Sénégal	88
9	Tunisie	64,5
10	**Kenya**	**62,5**
11	Cap-Vert	61,5
43	Botswana	13

Source: MobileRemit Africa 2021.

Figure 19. Envois de fonds entrants au Kenya (milliards de dollars US)



Source: Banque centrale du Kenya 2022.

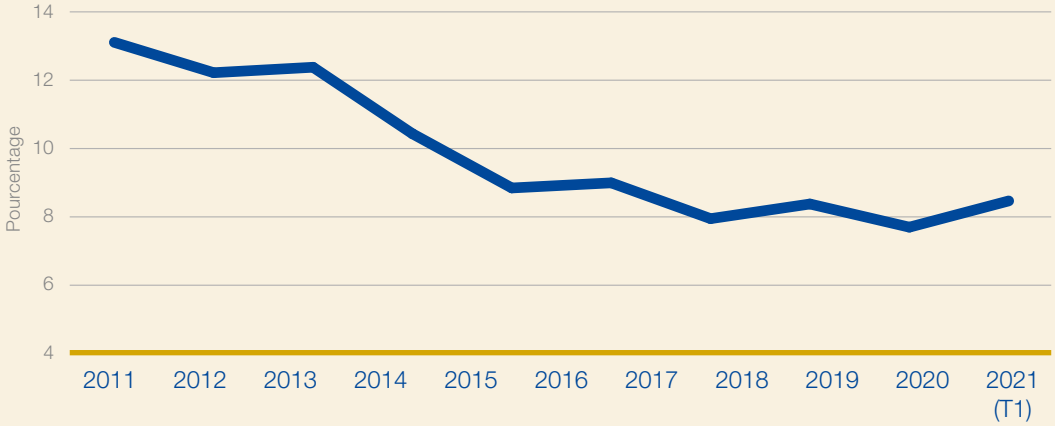
30/ Voir https://RemitSCOPE.org/africa/kenya. L'Indice d'importance des envois de fonds est un score composite qui reflète la taille des flux de transferts de fonds formels vers le pays d'accueil, leur importance pour l'économie du pays et, (au niveau des ménages) la proportion de ceux qui reçoivent de l'argent de l'étranger (y compris informel). Scores sur 100.

31/ Ibid.

Tarification

Le coût des envois de fonds vers le Kenya est élevé malgré les progrès récents. Le coût moyen d'un envoi de fonds de 200 dollars US était de 8,43% (T1 2021) (figure 20). Ce chiffre est nettement supérieur à la moyenne mondiale de 6,38% pour la même période.

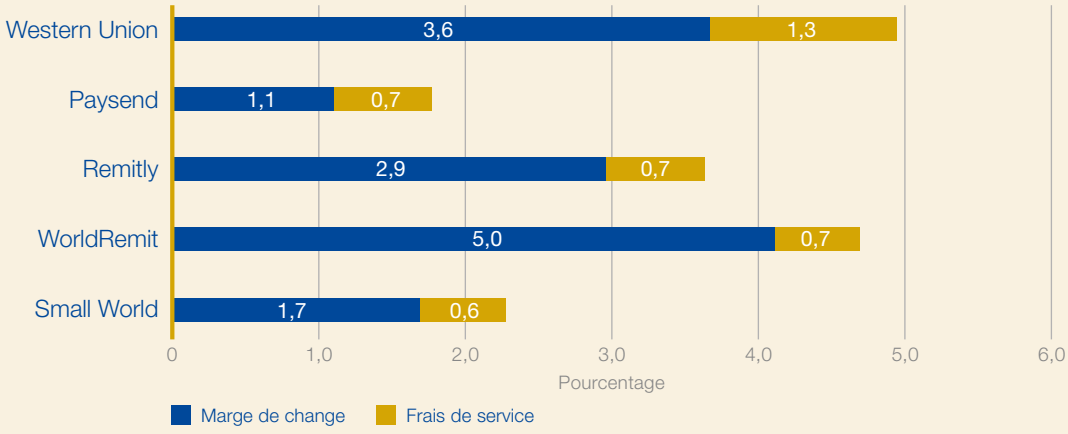
Figure 20. Coûts moyens des envois de fonds au Kenya



Source: Banque mondiale Prix des envois de fonds dans le monde.

Les canaux numériques et mobiles sont toutefois plus compétitifs en termes de coûts. Les achats mystères du T4 2021 ont révélé que les coûts de transaction des envois de fonds vers un portefeuille mobile au Kenya depuis un pays développé n'étaient que de 3,46%, battant ainsi la cible c de l'ODD 10 qui est de 3%, avec des transferts les moins chers se montant à 1,8% (figure 21).

Figure 21. Enquête mystère sur les coûts des envois de fonds par mobile vers le Kenya au 4e trimestre 2021

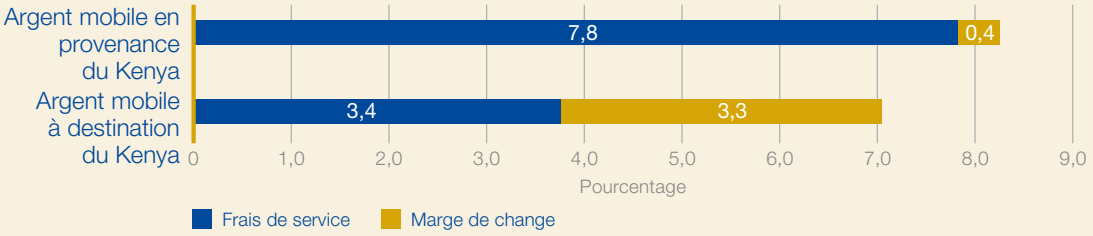


Source: MobileRemit Africa 2022.

Environnement des envois de fonds par mobile

Au Kenya, les transferts d'argent mobile intra-africains sont plus chers que les transferts numériques provenant de l'extérieur du continent. Les données capturées en 2020 relatives aux envois de fonds de mobile à mobile entre le Kenya et d'autres pays africains montrent que les transferts de fonds mobiles dans le pays ont atteint en moyenne 7,0%[32]. La moyenne pour l'envoi hors du pays d'un équivalent de 200 dollars US était encore plus élevée, à 8,2%, très proche de la moyenne mondiale pour tous les canaux (figure 22). Pour les transferts de fonds par mobile depuis le Kenya, la majeure partie des frais est intégrée dans l'écart de change (7,8%), ce qui suggère un manque de concurrence dans le secteur. Toutefois, il y a eu récemment des promotions de prix dans le pays qui plafonnent les frais de transfert de fonds à 3% (uniquement les frais de change, sans service) pour le corridor ougandais.

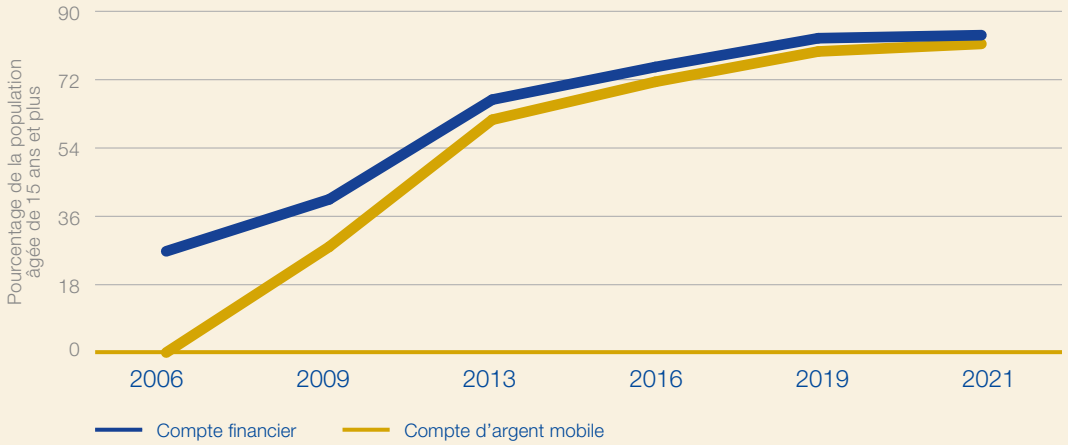
Figure 22. Frais de transfert d'argent par mobile au Kenya T3 2020



Source: DMA Global.

Le Kenya est considéré comme le berceau de l'argent mobile. M-Pesa a été lancé par Safaricom en 2007 et a connu une croissance exponentielle depuis, dominant le marché et favorisant l'inclusion financière. Ainsi, le Kenya affiche aujourd'hui les taux d'inclusion financière les plus élevés d'Afrique, à l'exception des Seychelles et de l'Afrique du Sud. En 2021, 84% des Kenyans adultes étaient considérés comme financièrement inclus et 81% disposaient d'un compte d'argent mobile. En revanche, 30% des Kenyans avaient accès à un compte bancaire traditionnel, et 2% seulement à une institution de microfinance[33]. La figure 23 illustre comment l'argent mobile a expliqué la croissance de l'inclusion financière au Kenya depuis son lancement.

Figure 23. Inclusion financière au Kenya



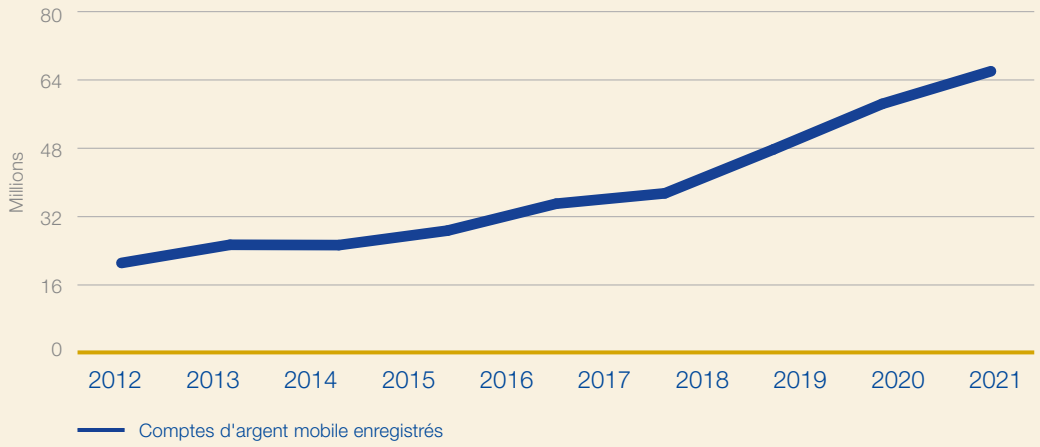
Source: Banque centrale du Kenya.

32/ Enquête de DMA Global réalisée au T3 2020.

33/ Banque centrale du Kenya (2021), 2021 Enquête FinAccess auprès des ménages.

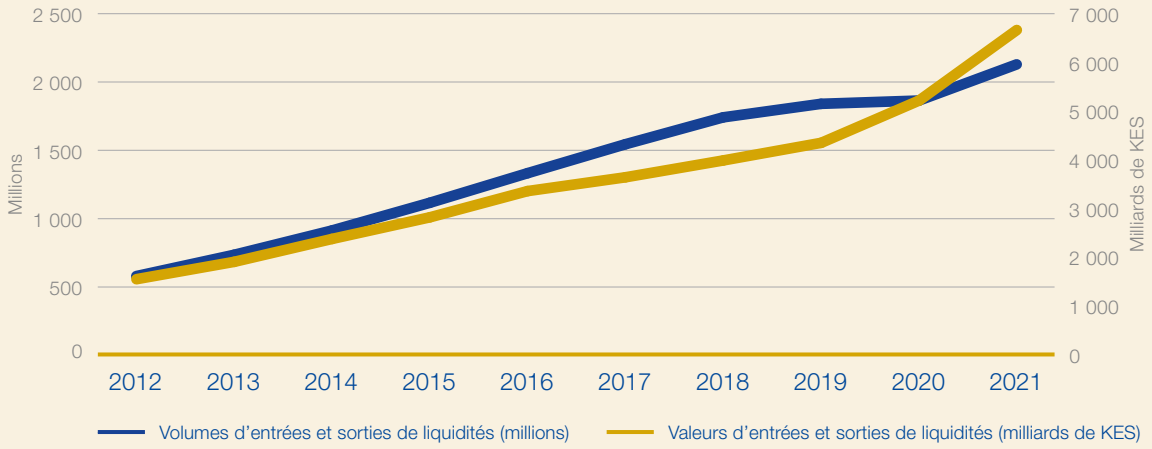
Le Kenya a connu des taux de croissance exponentiels au niveau de l'argent mobile. Depuis son lancement, l'argent mobile a enregistré plus de 68 millions de comptes dans le pays (figure 24). Bien que les volumes et les valeurs des transactions complètes ne soient pas disponibles pour le secteur de l'argent mobile, les volumes d'entrées et de sorties de liquidités ont dépassé les 60 milliards de dollars US en 2021 (figure 25)[34]. Pour M-Pesa (qui publie des données de transaction agrégées), la valeur totale des transactions pour son exercice financier clos en mars 2021 était supérieure à 200 milliards de dollars US[35]. À titre de comparaison, le chiffre pour l'ensemble du secteur ougandais de l'argent mobile, transactions de paiement comprises, était de 20 milliards de dollars US[36]. Il n'est pas surprenant que la GSMA estime que la prévalence de l'argent mobile au Kenya est très élevée, ce qui représente la meilleure note sur son échelle composée de cinq niveaux[37].

Figure 24. Inclusion financière grâce à l'argent mobile au Kenya



Source: Banque centrale du Kenya.

Figure 25. Transactions d'argent mobile au Kenya



Source: Banque centrale du Kenya.

34/ https://www.centralbank.go.ke/national-payments-system/mobile-payments. Le terme «Entrées et sorties de liquidités» (CICO pour Cash-in Cash-out) désigne les utilisateurs d'argent mobile qui chargent et retirent de l'argent électronique sur le système, souvent par l'intermédiaire d'agents (mais cela est également possible via un compte bancaire, y compris les transferts de fonds internationaux). Les volumes de transactions d'entrées et sorties de liquidités ne tiennent pas compte des autres types de paiements qui ont lieu dans le système, comme les paiements de personne à personne, les paiements de factures, etc. qui peuvent être un multiple des volumes d'entrées et sorties de liquidités.

35/ Présentation aux investisseurs de Safaricom (2021). https://www.safaricom.co.ke/images/Investorrelation/FY21_InvestorPresentation_13_May_2021.pdf.

36/ Données de la Banque d'Ouganda https://www.bou.or.ug/bou/bouwebsite/PaymentSystems/dataandstat.html.

37/ L'Indice de prévalence de l'argent mobile de la GSMA combine la pénétration, l'utilisation et l'accès à l'argent mobile pour offrir un score global de prévalence dans un pays donné.

Avec l'apparition de la pandémie de COVID-19, les régulateurs kenyans ont pris des mesures d'urgence aux côtés du secteur pour maintenir la fluidité de l'argent mobile et des paiements numériques. Il s'agit notamment de la suppression des frais pour les transactions d'argent mobile inférieures à 1 000 KES (environ 10 dollars US) et de l'augmentation des plafonds de transaction et de solde[38]. Cette mesure a eu l'effet escompté d'augmenter le volume des transactions, mais des changements dans le comportement des consommateurs ont été constatés, comme le fractionnement des transactions, par lequel les utilisateurs divisent les grosses transactions en petites coupures pour profiter de l'exonération des frais. Ainsi, bien que les fournisseurs de services tels que M-Pesa aient enregistré une forte augmentation des volumes de transactions, les revenus globaux ont baissé car un plus grand nombre de transactions se situaient dans les tranches inférieures. Les dispositions d'urgence sont arrivées à expiration fin 2020.

L'argent mobile est réglementé en tant que monnaie électronique en vertu du Règlement national sur les systèmes de paiement de 2014. Ce règlement permet aux banques et aux non-banques de fournir des services d'argent mobile. Cinq fournisseurs de services sont considérés comme des opérateurs de téléphonie mobile (voir le tableau 6), dont deux sont des opérateurs de réseaux mobiles (Safaricom et Airtel). Tous deux traitent les transferts de fonds internationaux, tout comme Equitel[39]. Le succès de l'argent mobile signifie que, d'après les estimations, 60% des envois de fonds internationaux sont acheminés vers des portefeuilles d'argent mobile au Kenya[40]. M-Pesa a également reçu l'autorisation réglementaire de traiter les transferts de fonds internationaux, ce qui signifie qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir la licence d'une banque partenaire pour envoyer des fonds hors du pays.

Tableau 6. Liste des opérateurs d'argent mobile dans le pays

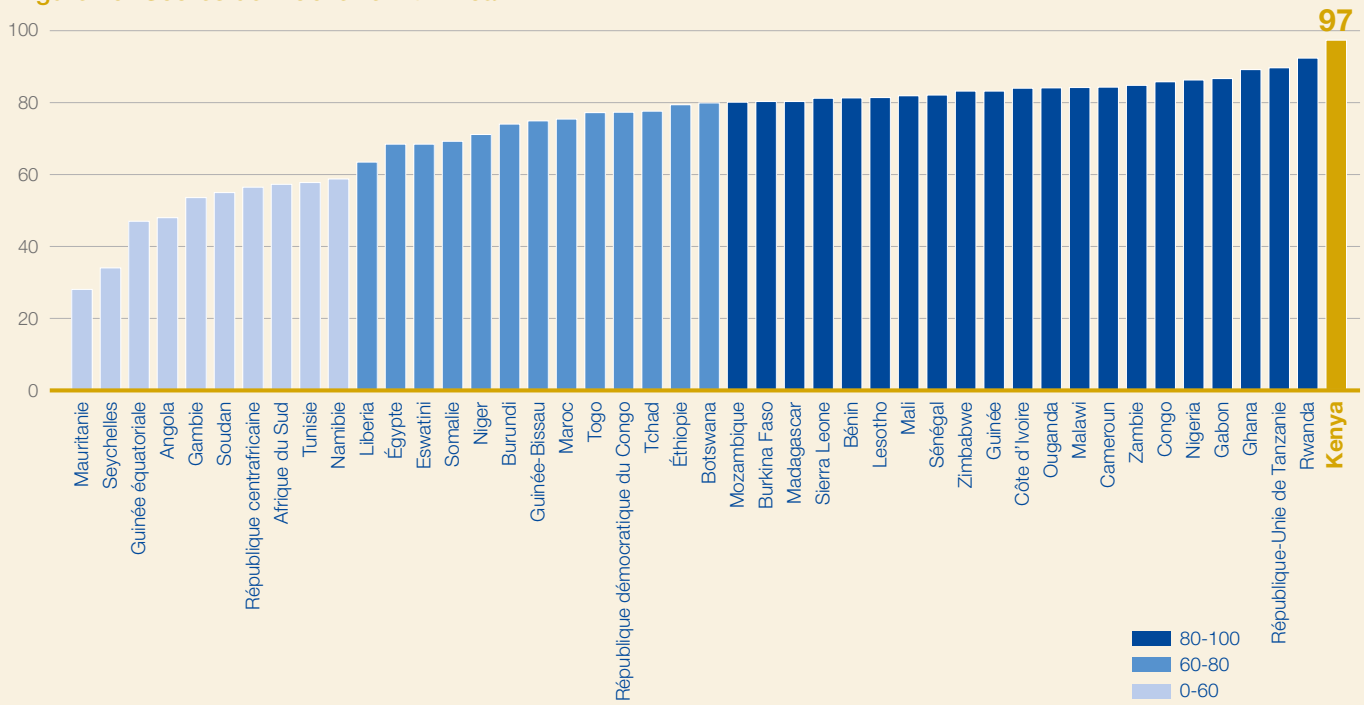
Service	Parent	Licence	Lancement	Envois de fonds internationaux
M-Pesa	Safaricom	Fournisseur de services de paiement mobile	2007	Oui
Airtel Money	Airtel	Fournisseur de services de paiement mobile	2009	Oui
Equitel	Equity Bank	Fournisseur de services de paiement mobile	2014	Oui
T-Kash	Telkom Kenya	Fournisseur de services de paiement mobile	2018	Non
Tangaza Pesa	Tangaza Mobile	Licence de personne à personne	2011	Non

38/ Mesures d'urgence de la CBK pendant la pandémie de COVID-19 disponible auprès de la Banque centrale du Kenya.
39/ GSMA Mobile Money metrics. https://www.gsma.com/mobilemoneymetrics/#global.
40/ RemitSCOPE Africa. https://RemitSCOPE.org/africa/kenya.

Analyse de MobileRemit au Kenya

Compte tenu du succès de M-Pesa, le Kenya obtient un score très élevé dans l'indice MobileRemit Africa. Le succès de l'argent mobile combiné à la possibilité d'envoyer et d'acheminer les transferts de fonds internationaux sur les portefeuilles mobiles place le Kenya à un score de l'indice de 97, ce qui lui vaut la première place en Afrique (figure 26).

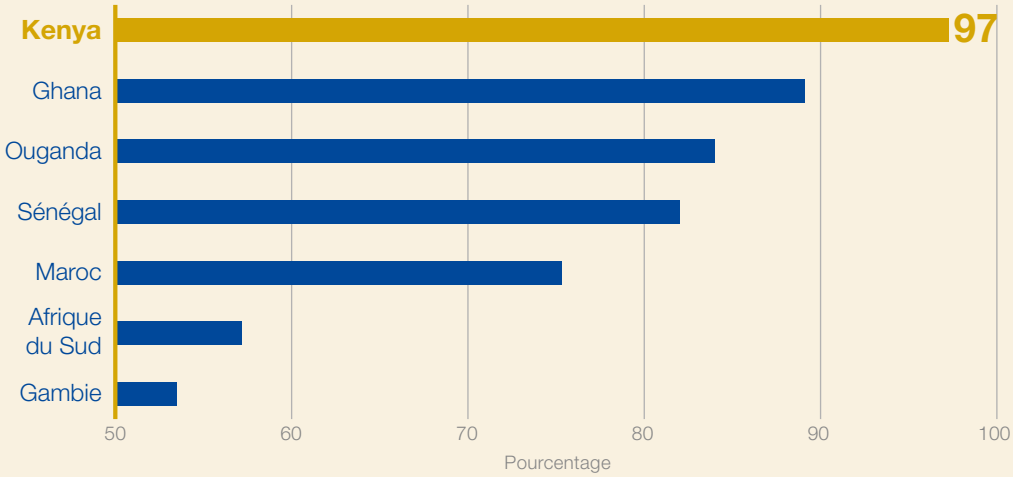
Figure 26. Scores de MobileRemit Africa



Source: MobileRemit Africa 2022.

Le score de l'indice MobileRemit du Kenya est également le plus élevé des sept pays PRIME Afrique (figure 27).

Figure 27. Scores de l'indice PRIME Afrique MobileRemit



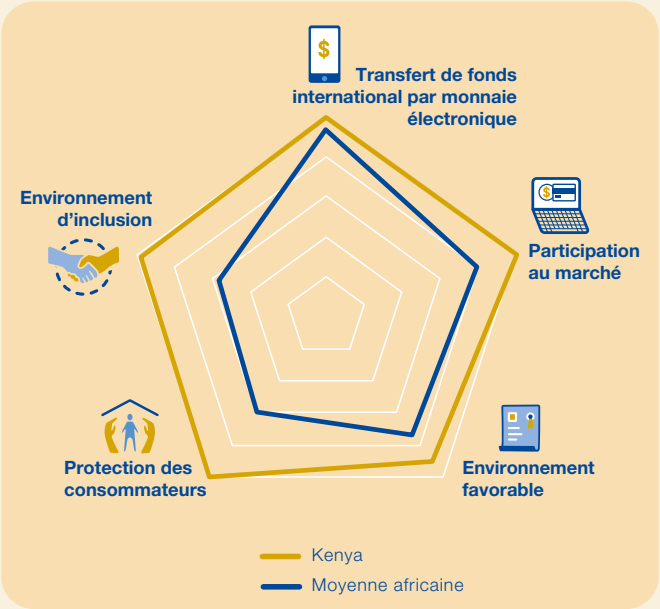
Source: MobileRemit Africa 2022.

Le meilleur score de l'indice du Kenya est constitué de scores parfaits dans les piliers concernant l'autorisation réglementaire de traiter les envois de fonds internationaux en monnaie électronique, les acteurs du marché qui le font activement aujourd'hui et également la protection du consommateur (tableau 7). Le Kenya obtient un score quasi parfait pour son environnement inclusif, avec des points en moins pour les 22% de la population adulte qui ne possèdent pas encore de compte de téléphonie mobile (un score parfait peut être impossible à atteindre pour des raisons de couverture). Le Kenya a également l'un des scores les plus élevés d'Afrique en matière d'environnement réglementaire favorable, mais l'absence d'un régime KYC entièrement souple l'empêche d'obtenir un score parfait (figure 28).

Tableau 7. Scores de piliers du Kenya et de MobileRemit

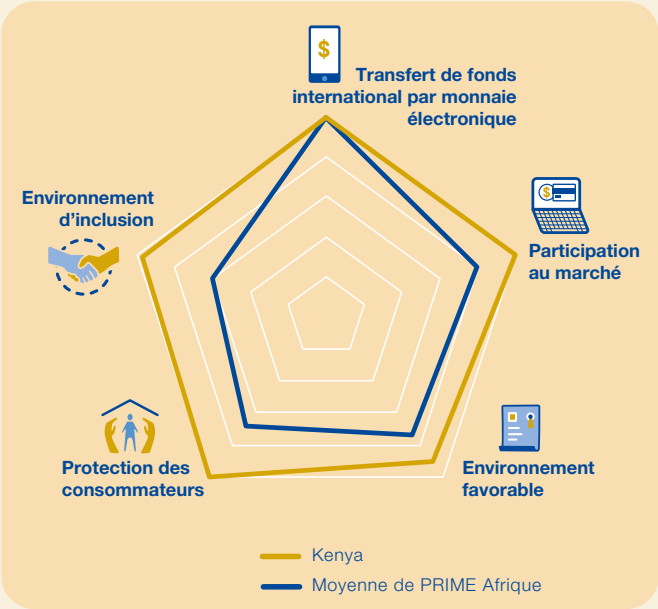
Transfert de fonds international par monnaie électronique	Participation au marché	Environnement favorable	Protection des consommateurs	Environnement d'inclusion
100	100	90	100	97

Figure 28. Scores de piliers du Kenya et de l'Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Figure 29. Scores de piliers du Kenya et de PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Conclusions

En tant que berceau de l'argent mobile, le Kenya est très bien placé pour tirer parti des envois de fonds internationaux via mobile. L'adoption très massive de l'argent mobile, associée à un régime de licence favorable pour les opérateurs d'argent mobile et à la possibilité d'effectuer et d'acheminer les transferts de fonds internationaux vers les portefeuilles d'argent mobile verra la prévalence des envois de fonds sur mobile augmenter au cours des prochaines années à partir de niveaux déjà élevés. Bien que les envois de fonds vers le Kenya soient généralement onéreux, certaines offres numériques vers les mobiles atteignent déjà ou dépassent la cible c. de 3% de l'ODD 10 sur un envoi moyen de 200 dollars US. L'exception concerne les transferts de fonds entre mobiles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, où les autorités pourraient faire davantage pour promouvoir la concurrence dans le secteur.

MobileRemit Maroc

Contexte

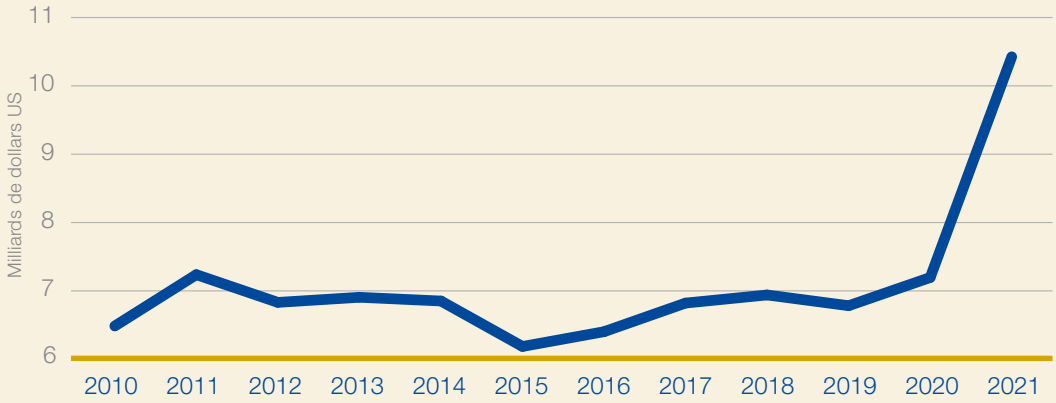
En 2021, les transferts de fonds internationaux vers le Maroc ont atteint 10,4 milliards de dollars US. La dépendance du pays vis-à-vis des envois de fonds est relativement élevée. Les flux entrants ont représenté en moyenne environ 7% du PIB au cours de la dernière décennie et ont atteint 7,9% en 2021, marqués par un afflux sans précédent de transferts de fonds dépassant les 10 milliards de dollars US. Le Maroc est le septième pays africain au niveau de l'indice d'importance des envois de fonds RemitScope (figure 30)[41]. La France est le premier pays d'accueil de la diaspora marocaine (33%) et la première source de ses envois de fonds (35%). L'Italie et l'Espagne sont les deux autres sources les plus importantes (9% chacune).

Tableau 8. Score de l'indice d'importance des envois de fonds

		Score
1	Sénégal	88
6	Zimbabwe	71,5
7	**Maroc**	**70**
8	Gambie	69
41	Botswana	13

Source: MobileRemit Africa 2021.

Figure 30. Envois de fonds entrants au Maroc



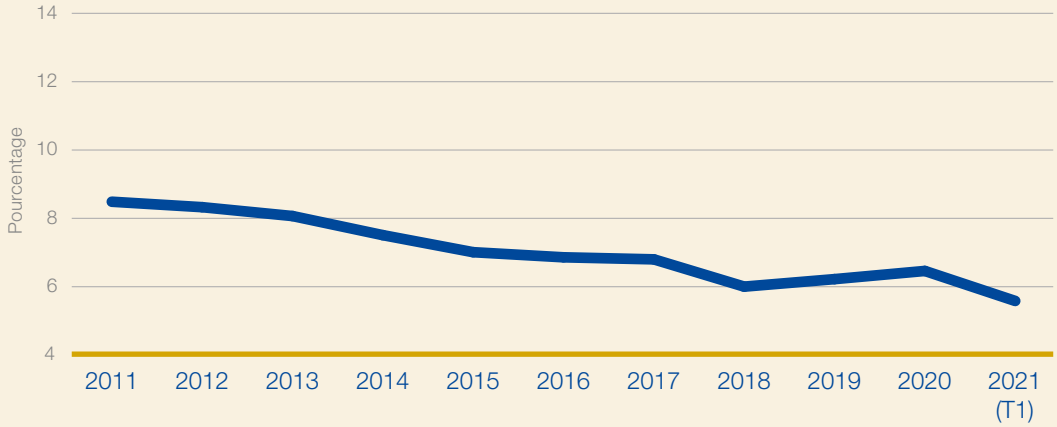
Source: Données de la Banque mondiale.

41/ RemitSCOPE Africa https://RemitSCOPE.org/africa/morocco.

Tarification

Le prix moyen des envois de fonds vers le Maroc a diminué au cours de la dernière décennie. Au premier trimestre 2021, il s'élevait à 5,56%, soit une réduction de 34% au cours de la dernière décennie, malgré une légère hausse pendant la pandémie de COVID-19 (figure 31). Ce coût est inférieur à la moyenne mondiale qui se monte à 6% (Q4 2021).

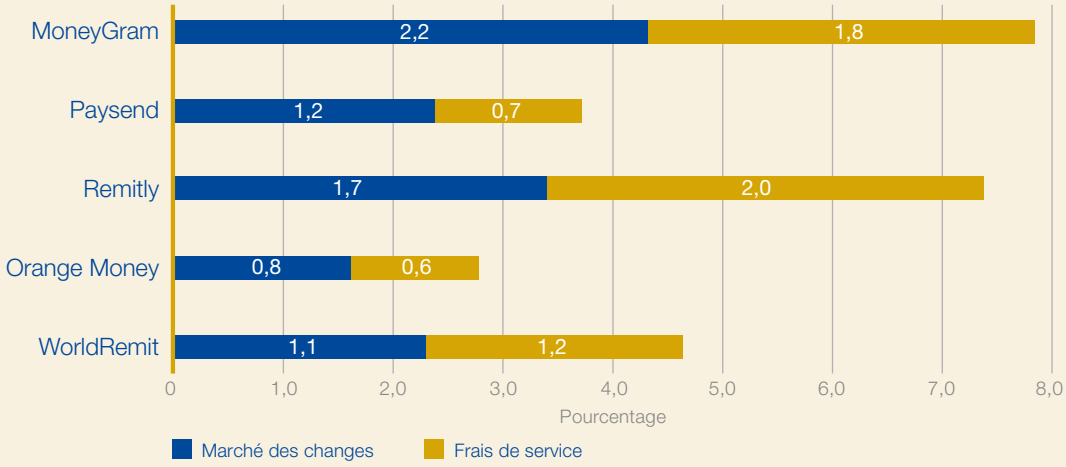
Figure 31. Coûts moyens des envois de fonds au Maroc



Source: Banque mondiale Prix des envois de fonds dans le monde.

Comme dans les autres pays couverts par l'indice PRIME Afrique, les canaux numériques et mobiles sont plus compétitifs en termes de coûts. Les enquêtes client mystère du T4 2021 ont révélé que les coûts de transaction des envois de fonds vers un portefeuille mobile au Maroc depuis un pays développé n'étaient que de 2,64%, soit moins que la cible c. de l'ODD 10 de 3% (figure 32).

Figure 32. Achats mystères sur les coûts de transaction des envois de fonds par téléphone mobile vers le Maroc T4 2021

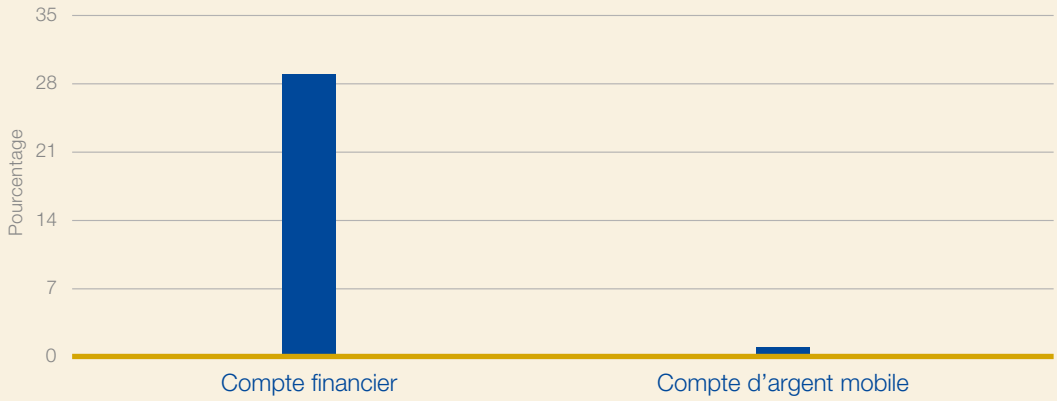


Source: MobileRemit Africa 2022.

Environnement des envois de fonds par mobile

Malgré le faible coût de transaction des envois de fonds vers des portefeuilles mobiles au Maroc, l'utilisation de l'argent mobile reste faible. Selon l'enquête Findex la plus récente, le taux de pénétration de l'argent mobile au Maroc n'était que de 1% (figure 33)[42]. La GSMA estime que la prévalence de l'argent mobile au Maroc est très faible, soit le score le plus bas de son échelle de notation à cinq niveaux[43]. Le taux d'inclusion financière du Maroc, qui est de 29%, est également faible par rapport aux normes régionales (trente-deuxième sur 54 pays d'Afrique), avec un écart important entre les sexes (41% d'hommes contre 17% de femmes). Dans le cadre de sa stratégie de développement, le gouvernement marocain espère remédier à la fois au faible taux de possession de comptes et à l'écart important entre les sexes grâce à la numérisation, phénomène qui s'est accéléré au cours de la pandémie[44].

Figure 33. Données Findex sur l'inclusion financière au Maroc



Source: Findex 2018.

Malgré la faible prévalence de l'argent mobile dans le pays, il existe un certain nombre de portefeuilles mobiles sur le marché (tableau 9). La plupart des opérateurs en argent mobile ont lancé récemment leur offre récemment et devraient accroître la prévalence de l'argent mobile et de la monnaie électronique dans le pays. Il s'agit notamment des opérateurs télécom locaux Orange et Maroc Telecom, qui ont tous deux lancé leurs portefeuilles en 2020 pendant la pandémie. Tous les fournisseurs de porte-monnaie mobiles énumérés dans le tableau 9 sont en mesure de traiter les envois de fonds internationaux entrants au T3 2021.

Tableau 9. Liste des opérateurs d'argent mobile dans le pays

Service	Parent	Lancement	Envois de fonds internationaux
Orange Money	Orange	2020	Yes
Inwi Money	Inwi	2019	Yes
Barid Bank Mobile	Al Barid Bank	2013	Yes

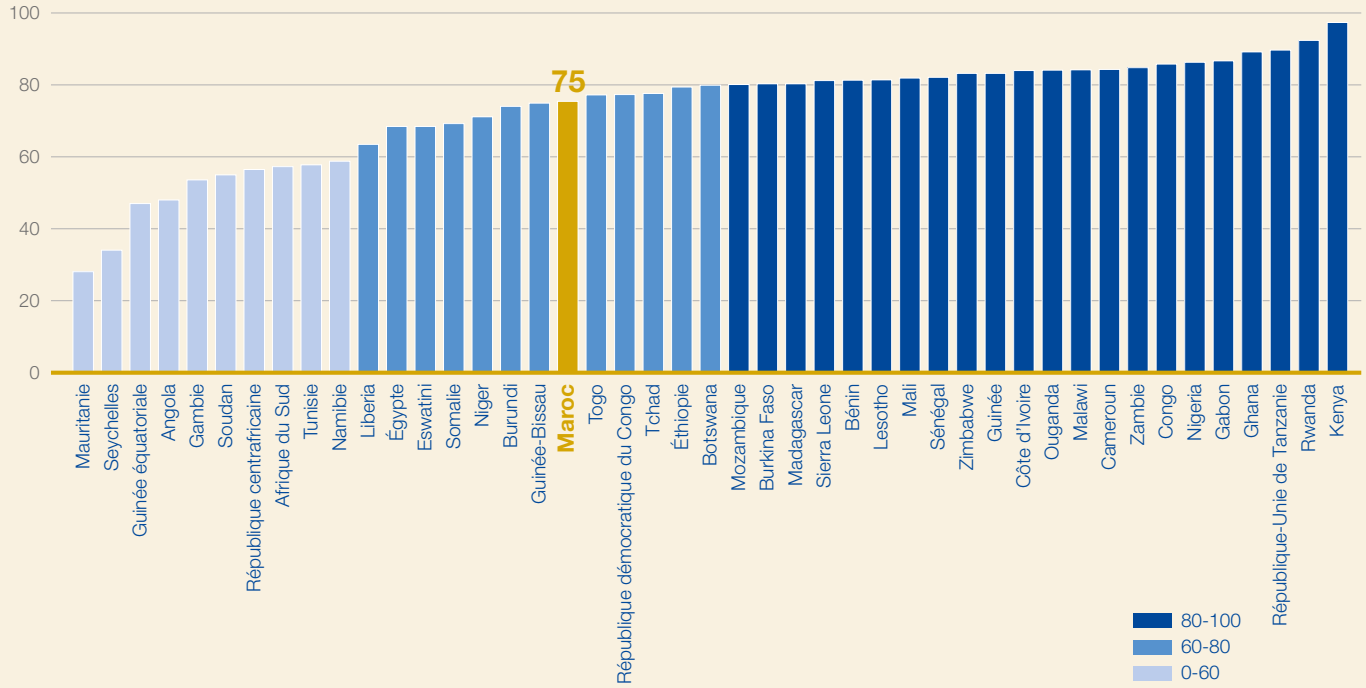
Source: GSMA Deployment Tracker.

42/ Findex (2018). https://globalfindex.worldbank.org.
43/ https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/the-mobile-money-prevalence-index-mmpi.
44/ RemitSCOPE Afrique https://RemitSCOPE.org/africa/morocco.

Analyse de l'indice MobileRemit au Maroc

Malgré la faible prévalence de l'argent mobile au Maroc, le pays obtient des résultats relativement bons au niveau de l'indice MobileRemit Africa. La possibilité d'envoyer des fonds vers des portefeuilles mobiles explique aujourd'hui son score d'indice de 75 qui le place au vingt-huitième rang sur le continent, légèrement au-dessus de la moyenne continentale de 74 et légèrement en dessous de la moyenne de 77 de PRIME Afrique (figure 34).

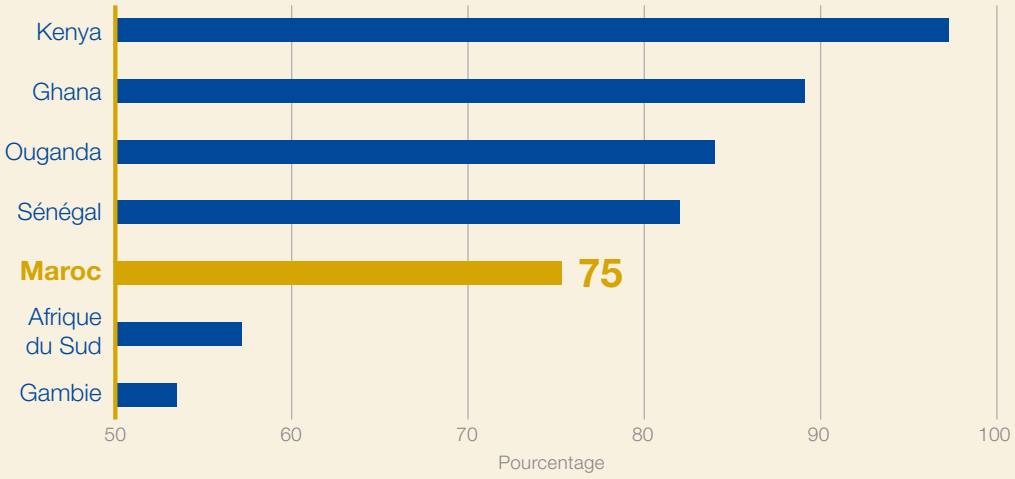
Figure 34. Scores de MobileRemit Africa



Source: MobileRemit Africa 2022.

Le score de l'indice MobileRemit Africa du Maroc le place au cinquième rang des sept pays de PRIME Afrique, devant l'Afrique du Sud et la Gambie (figure 35).

Figure 35. Scores de l'indice PRIME Afrique MobileRemit



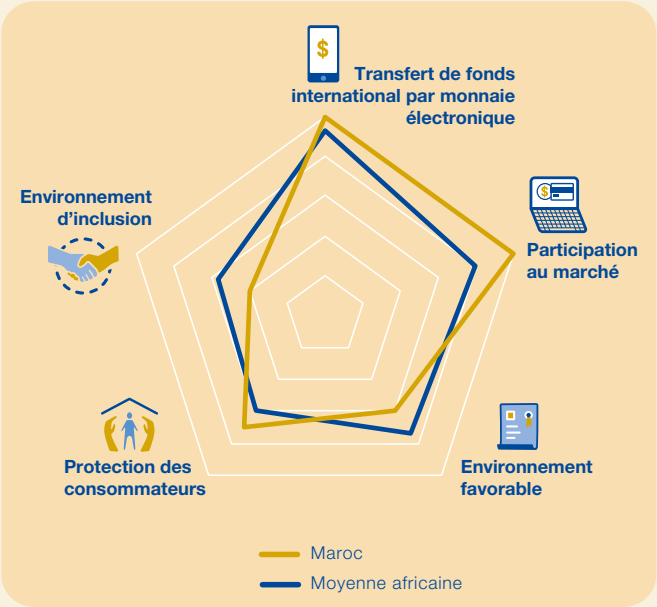
Source: MobileRemit Africa 2022.

Le score relativement élevé du Maroc est dû en grande partie à ses scores parfaits dans les piliers en lien avec l'autorisation réglementaire de traiter les envois de fonds sur mobile (transfert international d'argent électronique) et à la présence d'acteurs du marché qui le font aujourd'hui (participation au marché). Il obtient un score plus faible pour l'environnement favorable (60), où la présence d'un cadre réglementaire dédié à l'argent mobile est quelque peu compensée par des restrictions relatives à l'utilisation d'agents non bancaires, à la flexibilité concernant les procédures d'identification des nouveaux clients et à l'utilisation de comptes à plusieurs niveaux pour les clients à faibles revenus. Il obtient un score encore plus bas en ce qui concerne l'environnement d'inclusion (39), où la faible pénétration de l'argent mobile le freine. En ce qui concerne la protection des consommateurs (70), les scores maximums obtenus pour l'utilisation de comptes de cantonnement pour l'argent mobile, les intérêts dus sur les soldes des comptes d'argent mobile et la présence de réglementations spécifiques en matière de protection des consommateurs sont compensés par l'absence d'assurance-dépôts pour l'argent mobile (tableau 10).

Tableau 10. Scores de piliers du Maroc et de MobileRemit

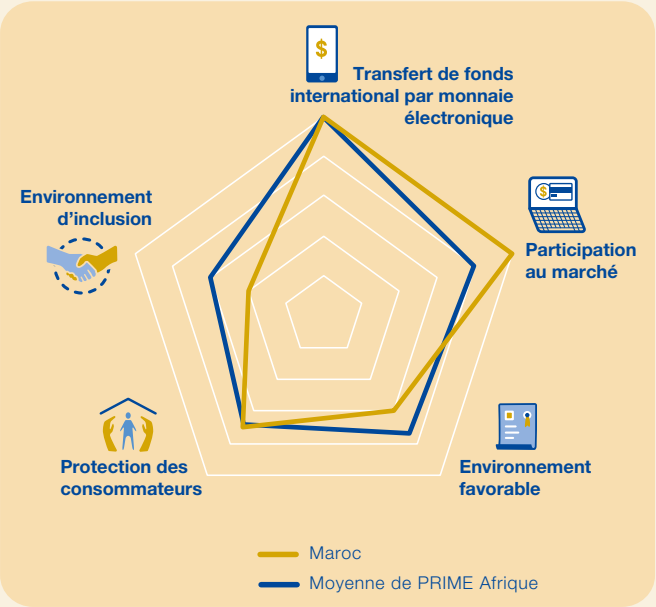
Transfert de fonds international par monnaie électronique	Participation au marché	Environnement favorable	Protection des consommateurs	Environnement d'inclusion
100	100	60	70	39

Figure 36. Scores de piliers du Maroc et de l'Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

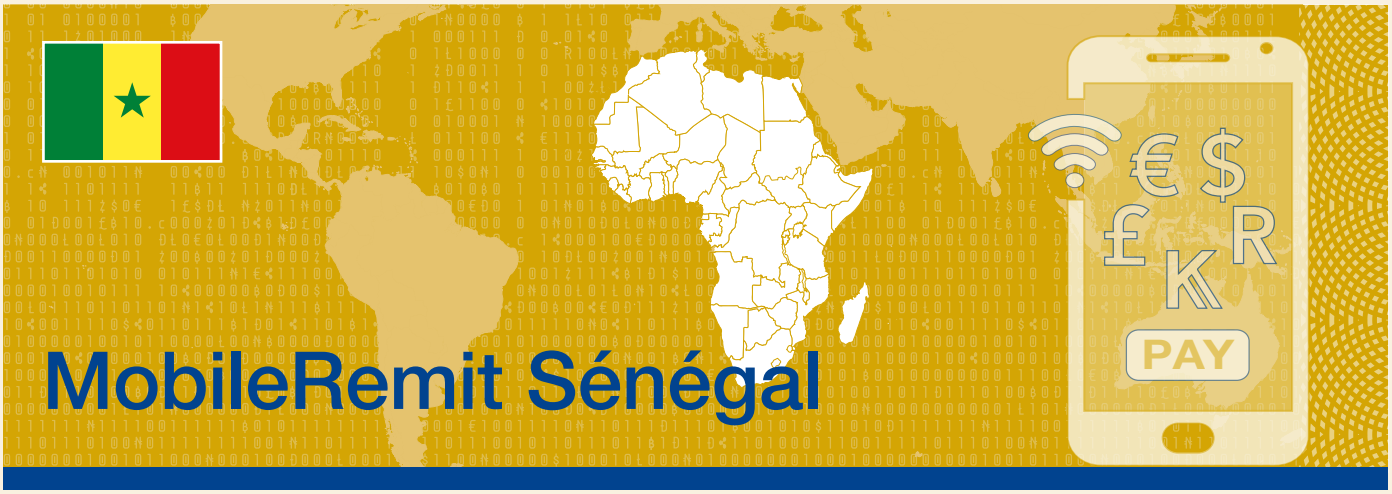
Figure 37. Scores de piliers du Maroc et de PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Conclusions

Le Maroc est bien placé pour tirer parti des envois de fonds internationaux via mobile. Un faible taux de pénétration des comptes bancaires formels, un taux élevé de pénétration de la téléphonie mobile et un environnement réglementaire favorable devraient permettre d'accroître la prévalence des envois de fonds par téléphone mobile au cours des prochaines années. Cela aura des retombées positives telles que l'augmentation de l'inclusion financière et la réduction des écarts d'utilisation des services financiers entre les hommes et les femmes et entre les zones urbaines rurales. Le lancement récent de portefeuilles mobiles par les principaux opérateurs de réseaux mobiles du pays, ainsi que la préférence croissante des consommateurs pour les paiements mobiles et numériques dans le sillage de la pandémie devraient servir de tremplin au secteur naissant de l'argent mobile du pays, créant ainsi des liens et des opportunités pour les envois de fonds et les services financiers mobiles à l'avenir.



MobileRemit Sénégal

Contexte

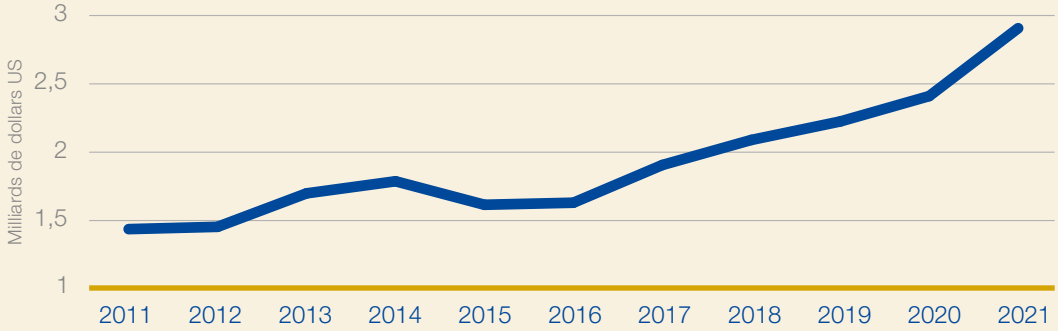
En 2021, les transferts de fonds internationaux vers le Sénégal ont atteint 2,9 milliards de dollars US. Avec une moyenne d'environ 10 pour cent du PIB au cours de la dernière décennie, l'économie du pays est historiquement dépendante des envois de fonds comme source externe de financement (figure 38). Cette dépendance vis-à-vis des envois de fonds au Sénégal se reflète dans le fait qu'il obtient le score le plus élevé sur l'importance des transferts de fonds (tableau 11)[45]. Faisant partie de l'UEMOA, le Sénégal partage le franc CFA ouest-africain (XOF) avec ses voisins de la région (à l'exception de la Gambie)[46]. Le CFA est lié à l'euro, ce qui signifie que la volatilité des taux de change est moindre pour les migrants expéditeurs, en particulier ceux qui résident en Europe, que pour de nombreux corridors africains.

Tableau 11. Score de l'indice d'importance des envois de fonds

		Score
1	Sénégal	88
2	Égypte	83,5
20	Burkina Faso	37
42	Namibie	14,5
43	Botswana	13

Source: MobileRemit Africa 2021.

Figure 38. Envois de fonds entrants au Sénégal



Source: Données de la Banque mondiale.

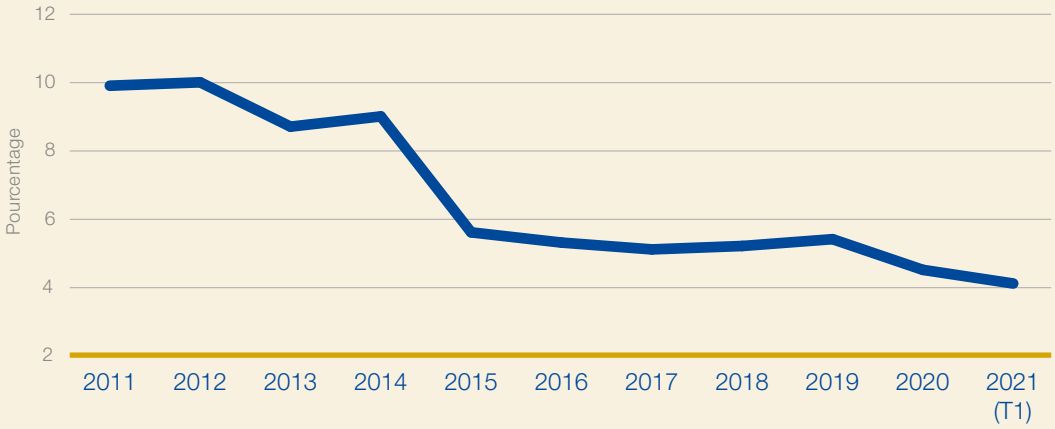
45/ Voir https://RemitSCOPE.org/africa/senegal.

46/ La monnaie unique de l'UEMOA (le franc CFA) est administrée par la banque centrale de la région, la BCEAO, comme on l'appelle plus communément, dont le siège est à Dakar. Il est prévu de le remplacer par une nouvelle monnaie dans le cadre de mesures annoncées en 2019.

Tarification

En raison de la moindre volatilité des taux de change et d'une plus grande liquidité des devises, le Sénégal a des coûts d'envoi de fonds comparativement faibles. Le coût moyen d'un envoi de 200 dollars américains n'a cessé de baisser au cours des dix dernières années et s'est établi à 4,1% du montant pour le premier trimestre 2021 (figure 39). Ce chiffre est nettement inférieur à la moyenne mondiale de 6% pour le T4 2021 et contraste fortement avec le coût moyen avoisinant les 12% dans la Gambie voisine.

Figure 39. Coûts moyens des envois de fonds au Sénégal



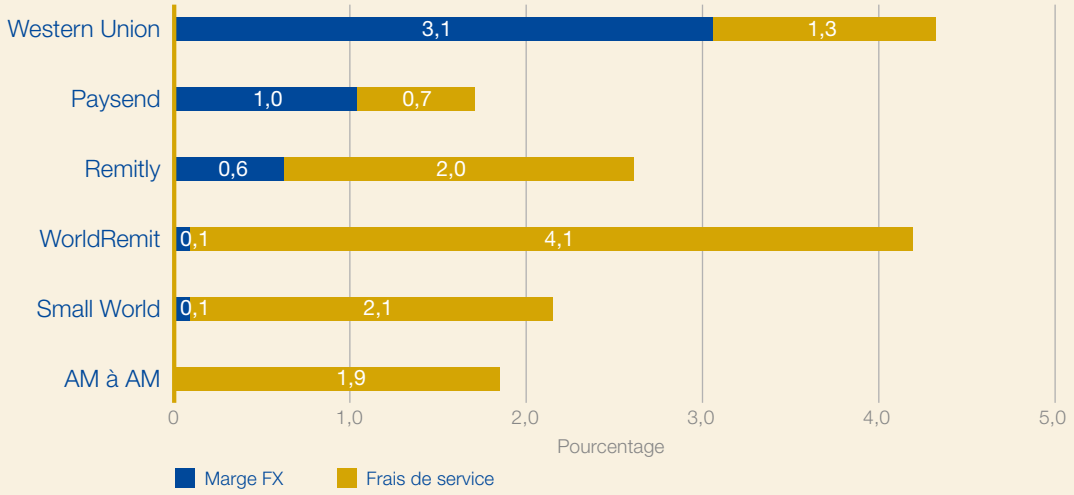
Source: Banque mondiale Prix des envois de fonds dans le monde.

Les canaux numériques et mobiles contribuent à réduire encore les coûts. Au T3 2021, les achats mystères menés dans le cadre de cette étude ont révélé que le coût moyen pour acheminer numériquement un envoi de l'équivalent de 200 dollars US depuis un pays développé vers un portefeuille mobile était de 2,67%, avec une marge de change s'élevant en moyenne à 0,46% (figure 40). Cela signifie que la fin d'un envoi de fonds vers un porte-monnaie mobile au Sénégal atteint en moyenne la cible c. de l'ODD 10, à savoir 3%.

En ce qui concerne les envois de fonds à l'intérieur de l'Afrique, la région de l'UEMOA affiche des coûts parmi les plus bas au monde, en particulier pour les envois vers des portefeuilles mobiles. Cela est dû en partie à sa monnaie unique qui élimine les frais de change, mais aussi à la baisse des coûts d'utilisation de la technologie mobile. Le coût moyen d'un envoi de 200 dollars US d'argent mobile à argent mobile (argent mobile à argent mobile, voir figure 40) au Sénégal n'était que de 1,85%, ce qui est encore une fois nettement inférieur à la cible c. de 3% de l'ODD 10[47].

47/ Enquête de DMA Global réalisée au T3 2020.

Figure 40. Achats mystères sur les coûts de transaction des envois de fonds par téléphone mobile vers le Sénégal T4 20211



Source: MobileRemit Africa 2022.

Environnement des envois de fonds par mobile

Le Sénégal a progressé significativement sur le plan de l'inclusion financière au cours des dix dernières années grâce à l'augmentation de la pénétration de l'argent mobile. Au moment de l'enquête Findex la plus récente, en 2017, le taux global d'inclusion financière de 42% avait augmenté par rapport à 15%, en grande partie grâce à l'augmentation de la pénétration de l'argent mobile[48]. La GSMA estime que la prévalence de l'argent mobile au Sénégal est élevée, ce qui représente la deuxième meilleure note sur son échelle composée de cinq niveaux[49]. L'argent mobile s'est comparativement bien comporté au Sénégal pendant la crise du COVID-19. La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a publié des mesures d'urgence qui ont permis à l'argent mobile de continuer à circuler pendant les confinements. Il s'agissait notamment d'introduire des exonérations de frais pour certains types de paiement, de distribuer des transferts sociaux en espèces par le biais de l'argent mobile et d'autoriser et d'abaisser temporairement les exigences KYC afin de permettre la souscription en masse de nouveaux clients[50].

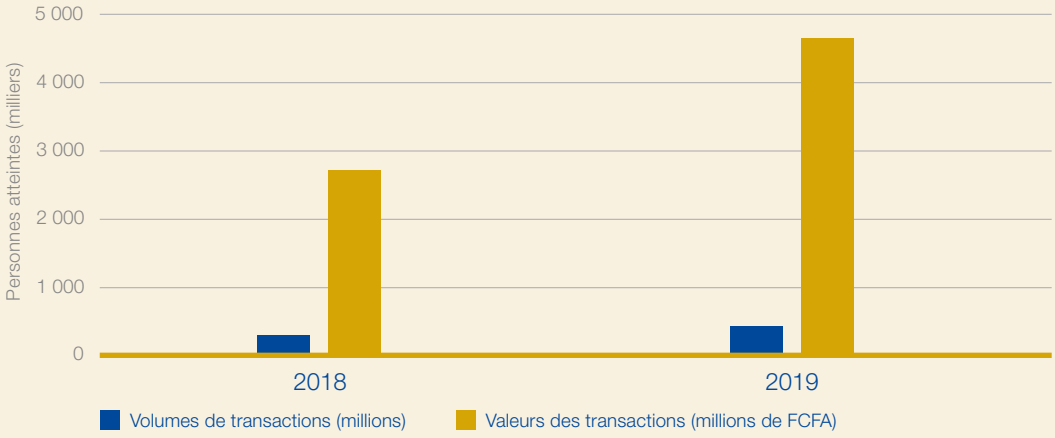
Il existe deux régimes réglementaires distincts en vertu desquels les portefeuilles de monnaie électronique peuvent être proposés. Le premier est basé sur la délivrance d'un agrément spécifique d'émetteurs de monnaie électronique, tandis que le second repose sur un partenariat entre des fintech et des opérateurs en téléphonie mobile avec les banques locales. Au total, il existe sept fournisseurs différents de porte-monnaie électronique au Sénégal, dont quatre traitent actuellement les envois de fonds internationaux. Toutefois, malgré la présence de ces opérateurs et la popularité croissante de l'argent mobile, RemitScope estime qu'à l'heure actuelle, pas plus de 5% des 2,2 milliards de dollars d'envois de fonds du pays sont acheminés vers des portefeuilles mobiles, ce qui laisse une grande marge de progression pour l'avenir.

48/ Voir https://globalfindex.worldbank.org.

49/ L'Indice de prévalence de l'argent mobile de la GSMA combine la pénétration, l'utilisation et l'accès à l'argent mobile pour offrir un score global de prévalence dans un pays donné.

50/ Orange Money Senegal a rapporté la souscription de 350 000 nouveaux clients grâce à ces mesures.

Figure 41. Inclusion financière et pénétration de l'argent mobile au Sénégal



Source: RemitSCOPE.

Tableau 12. Liste des opérateurs d'argent mobile au Sénégal

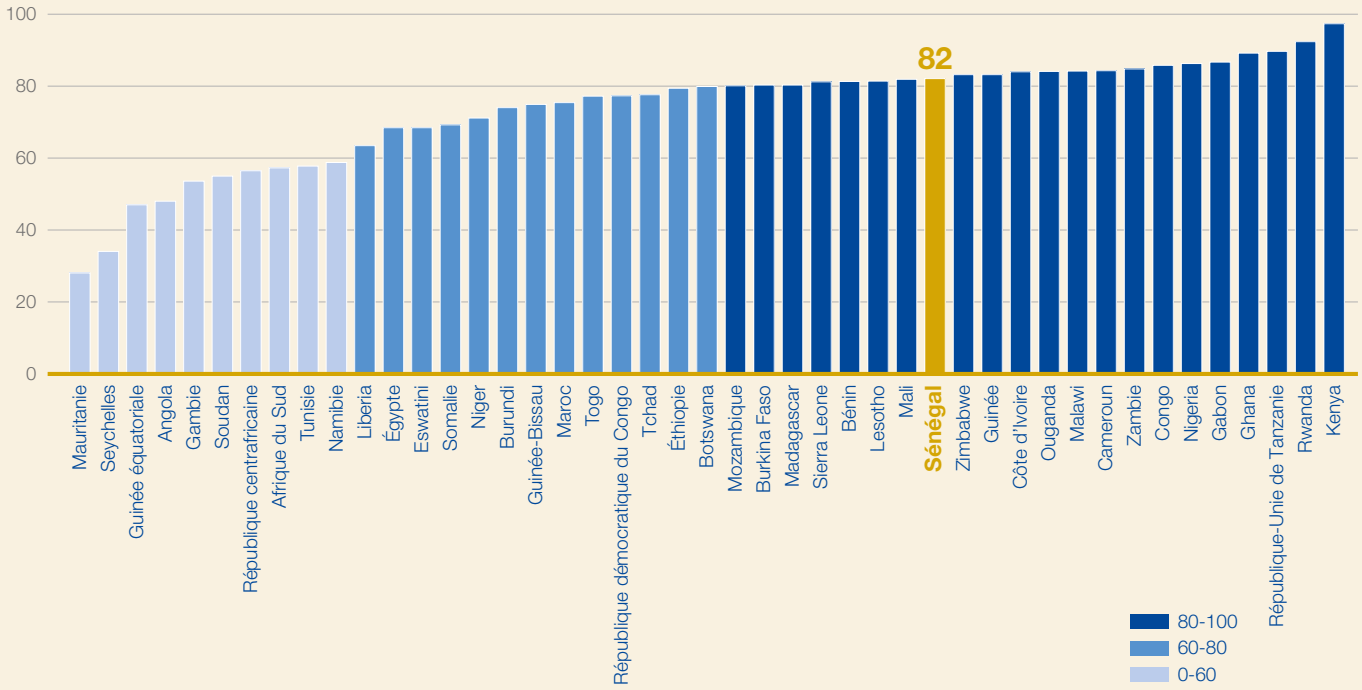
Service	Parent	Licence	Lancement	Envois de fonds internationaux
Orange Money	Orange	Emetteur de monnaie électronique	2010	Oui
Free Money	Free (anciennement Tigo)	Emetteur de monnaie électronique	2014	Oui
Wizall Money	Wizall et Ecobank	Partenariat	2017	Oui
YUP	Tagpay et Société Générale	Partenariat	2017	Oui
Monnaie électronique	Expresso et BSIC SN	Partenariat	2018	Non
Wave Mobile Money	Zuulu Pay et UB	Partenariat	2017	Non
Ka$h Ka$h	Ka$h Ka$h et Banque de Dakar	Partenariat	2018	Non

Source: BCEAO Nov 2020.

Analyse de MobileRemit au Sénégal

Le Sénégal obtient un score élevé sur l'indice MobileRemit Africa. Le succès relatif de l'argent mobile, combiné à la possibilité d'envoyer et d'acheminer des envois de fonds internationaux vers des portefeuilles mobiles, permet au Sénégal d'obtenir un score d'indice de 82, ce qui le place au quinzième rang sur l'ensemble du continent et dans le quintile supérieur des pays présentant un environnement favorable aux transferts de fonds mobiles (figure 42).

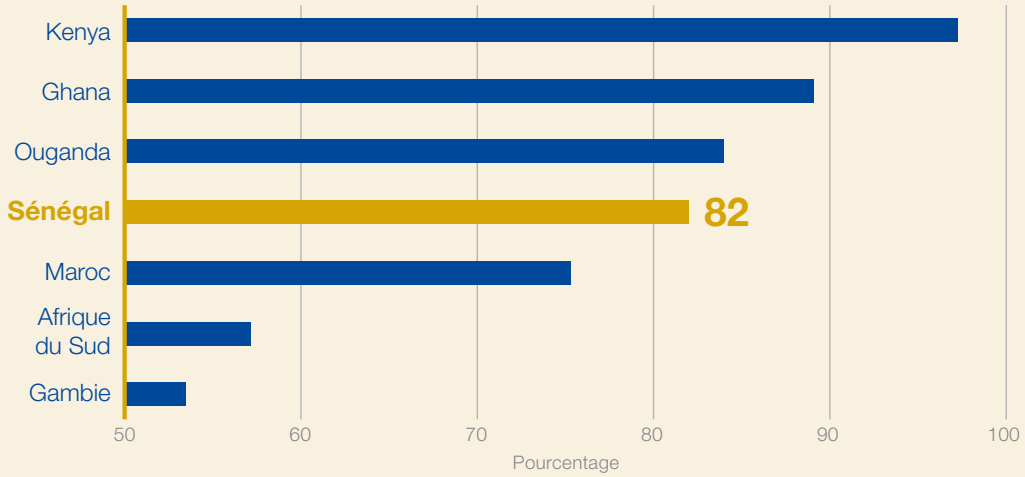
Figure 42. Scores de MobileRemit Africa



Source: MobileRemit Africa 2022.

Le Sénégal est également classé au milieu des sept pays couverts par l'indice PRIME Afrique (figure 43).

Figure 43. Scores de l'indice PRIME Afrique MobileRemit



Source: MobileRemit Africa 2022.

Le score favorable du Sénégal peut être attribué aux scores élevés de son pilier sur l'environnement de marché favorable aux envois de fonds par l'argent mobile, ainsi qu'à son taux élevé de pénétration et d'utilisation de l'argent mobile (tableau 13). En raison du manque d'interopérabilité nationale pour les paiements mobiles, le Sénégal n'obtient pas un score parfait pour l'environnement réglementaire favorable. Cependant, avec les plans actuels de la BCEAO visant à étendre la fonctionnalité de du GIM-UEMOA aux paiements mobiles, les scores de ce pilier devraient s'améliorer. Malgré une bonne pénétration et une bonne utilisation de l'argent mobile, le Sénégal obtient de mauvais résultats au niveau du pilier de protection des consommateurs. Cela est dû à l'absence de réglementation protégeant les fonds des clients par un mécanisme d'assurance-dépôts pour les titulaires de comptes d'argent mobile en plus des provisions visant le placement des contreparties de la monnaie

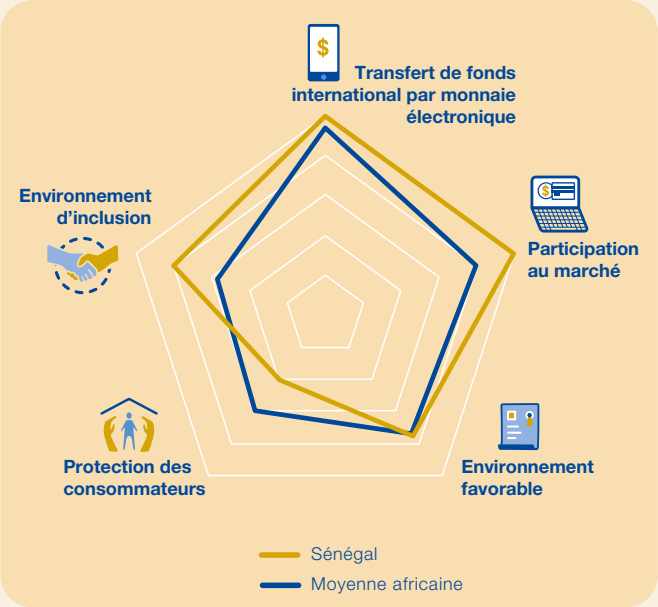
électronique sur un compte de cantonnement. Il s'agit d'une position qui s'étend à tous les pays de l'UEMOA. Si le changement doit se produire, il devra être convenu au niveau régional.

Tableau 13. Sénégal – Scores des piliers de MobileRemit

Transfert de fonds international par monnaie électronique	Participation au marché	Environnement favorable	Protection des consommateurs	Environnement d'inclusion
100	100	75	40	80

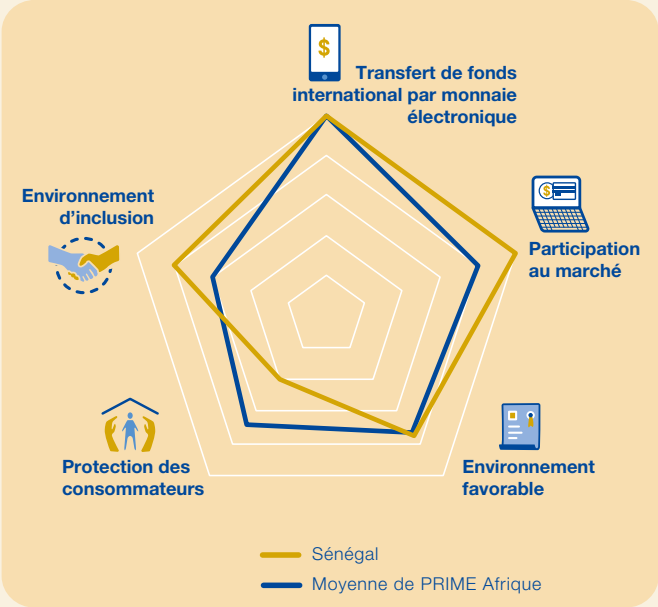
Les faibles scores du Sénégal en matière de protection des consommateurs se reflètent lorsqu'on les compare aux moyennes continentales et à celles de l'indice PRIME Afrique (figures 44 et 45). Dans les deux cas, le Sénégal obtient de meilleurs résultats dans tous les piliers, à l'exception de la protection des consommateurs, qui peut encore être améliorée.

Figure 44. Scores de piliers du Sénégal et de l'Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Figure 45. Scores de piliers du Sénégal et de PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Conclusions

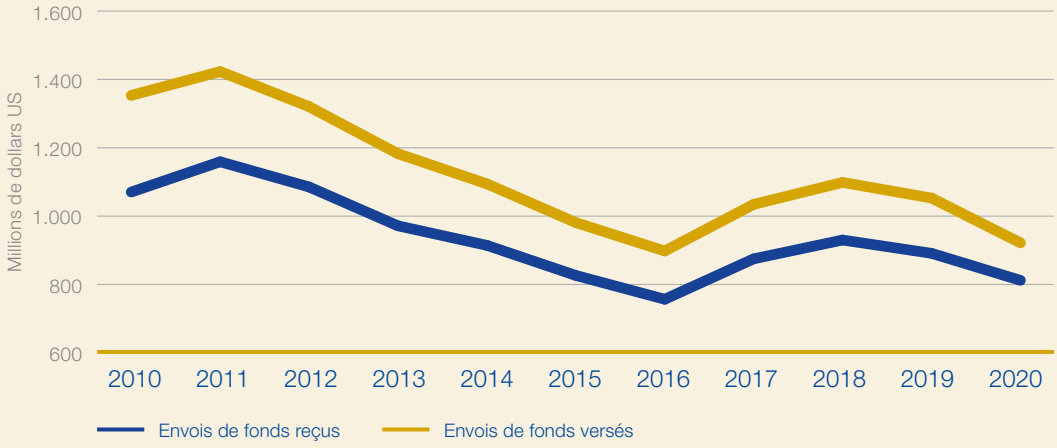
Le Sénégal est bien placé pour tirer parti des envois de fonds internationaux via mobile. Doté d'un régulateur progressiste, d'une bonne prévalence de l'argent mobile et d'une tarification des transferts de fonds par mobile très compétitive, le Sénégal devrait améliorer sa part des envois de fonds par mobile au-delà des 5% enregistrés aujourd'hui. Il y a deux domaines d'intervention politique qui pourraient y contribuer: l'extension de l'interopérabilité des paiements nationaux aux paiements mobiles et la protection de l'argent mobile des clients par le biais d'une assurance-dépôt.

MobileRemit Afrique du Sud

Contexte

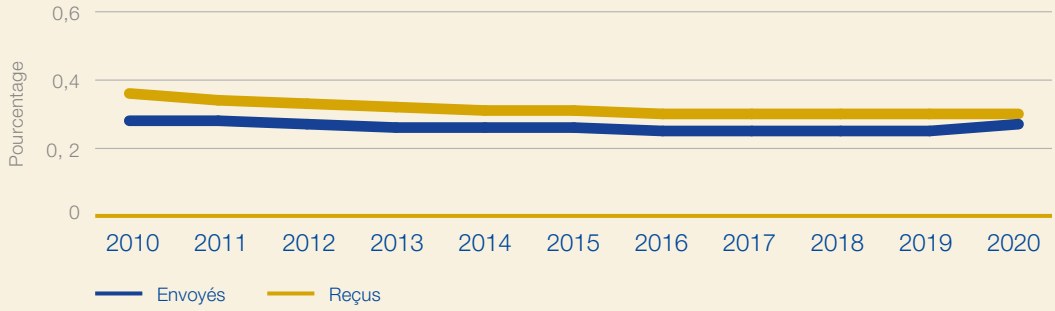
En 2021, les transferts de fonds internationaux vers l'Afrique du Sud ont atteint 927 millions de dollars US. Le pays est unique en Afrique (figure 46) dans la mesure où la plupart des transferts de fonds qui y sont envoyés sont destinés à la région voisine de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), étant donné que la plupart des immigrants en Afrique du Sud en sont originaires. Les envois de fonds vers et depuis l'Afrique du Sud représentent un très faible pourcentage du PIB du pays (figure 47). Cependant, les envois de fonds de l'Afrique du Sud représentent une part importante pour la plupart des pays destinataires de la CDAA[51].

Figure 46. Flux de transferts de fonds vers et depuis l'Afrique du Sud



Source: Données de la Banque mondiale.

Figure 47. Dépendance à l'égard des envois de fonds en Afrique du Sud



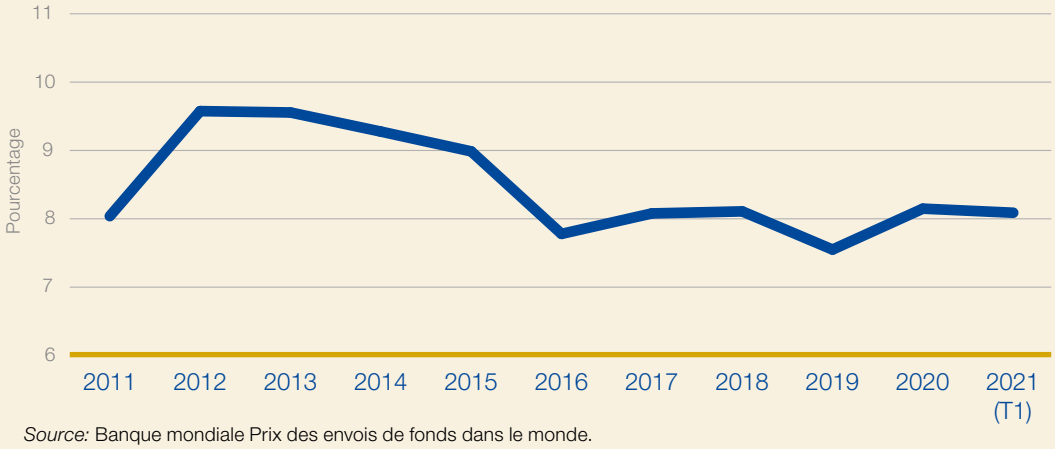
Source: Données de la Banque mondiale.

51/ RemitSCOPE Africa: https://RemitSCOPE.org/africa/south_africa.

Tarification

Lorsque l'on analyse les prix des transferts de fonds pour l'Afrique du Sud, il est important de prendre en compte les prix d'envoi et de réception. Si le coût des envois de fonds vers l'Afrique du Sud, qui s'élève à environ 8%, est élevé (figure 48) et dépasse la moyenne mondiale, le coût des envois de fonds à partir du pays figure parmi les plus élevés au monde. Au T1 2021, le prix moyen pour l'envoi d'une somme de 200 dollars US depuis l'Afrique du Sud était de 14,9% (figure 48). Les coûts d'envoi et de réception des fonds pour le pays dépassent largement la cible c. de 3% fixée par l'ODD 10.

Figure 48. Coût moyen des transferts de fonds reçus en Afrique du Sud

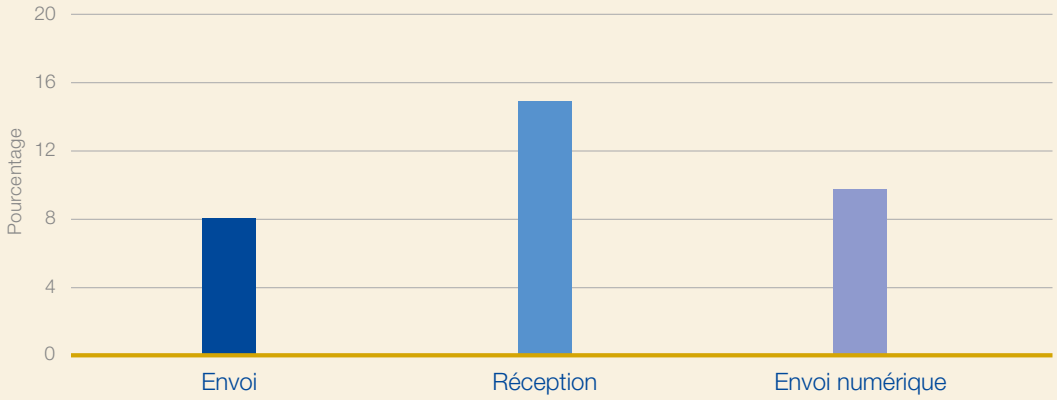


Source: Banque mondiale Prix des envois de fonds dans le monde.

Ce coût élevé s'explique en partie par le monopole du système bancaire sur la réception des transferts de fonds. Bien que l'argent mobile soit opérationnel dans le pays, il n'est actuellement pas possible d'envoyer des fonds vers un portefeuille d'argent mobile en Afrique du Sud, même si la réglementation autorise en principe les établissements financiers non bancaires à effectuer des transferts de fonds internationaux. Ainsi, les économies de coûts constatées pour cette chaîne dans d'autres pays couverts par PRIME Afrique n'ont pas été reproduites ici. Du côté des envois, si les opérateurs numériques proposent des envois de fonds via des portefeuilles numériques moins chers que les autres canaux, le coût moyen de 9,75% reste largement supérieur au coût moyen mondial de 6% au T4 2021 (figure 49)[52]. Cela est dû en grande partie au contrôle strict des changes mis en place par la Banque de réserve sud-africaine (SARB), à un système complexe d'octroi de licences et à des exigences strictes en matière de rapports de LBC/FT (par transaction). Les opérateurs d'argent mobile évoquent précisément la difficulté d'acquérir des licences pour les transferts de fonds internationaux et aucun ne propose actuellement ce service, bien que certains soient sur le point d'en faire la demande[53]. L'impact combiné de ces mesures signifie qu'il existe un marché parallèle des changes qui facilite les transferts de fonds informels. Pour l'instant, la moyenne de 3% de la cible c. de l'ODD 10 reste hors de portée pour les transferts de fonds formels.

52/ Banque mondiale (2021), Prix des envois de fonds dans le monde. https://remittanceprices.worldbank.org/en.
53/ RemitSCOPE Africa, South Africa deep dive. https://RemitSCOPE.org/africa/pdfs/deepdive_south_africa.pdf.

Figure 49. Prix des envois de fonds en Afrique du Sud (T1 2021)



Source: Banque mondiale Prix des envois de fonds dans le monde.

Environnement des envois de fonds par mobile

L'argent mobile a connu de nombreux faux départs en Afrique du Sud. Bien que deux des fournisseurs d'argent mobile les plus performants du continent (MTN et Vodacom) aient leur siège dans le pays, l'utilisation reste faible. La GSMA mesure la prévalence de l'argent mobile comme étant très faible avec le score le plus bas de son échelle de notation à cinq niveaux

Deux facteurs peuvent expliquer le faible taux d'adoption des services d'argent mobile dans le pays. Premièrement, l'Afrique du Sud applique à l'argent mobile un modèle réglementaire dirigé par les banques selon lequel les opérateurs d'argent mobile doivent être parrainés par une banque. Ces partenariats, souvent difficiles, augmentent les coûts de fourniture des services de téléphonie mobile, ce qui supprime l'un des aspects les plus attractifs de son modèle économique. Deuxièmement, l'Afrique du Sud présente déjà des taux très élevés d'inclusion financière, ce qui supprime un besoin essentiel de ceux qui utilisent les services d'argent mobile ailleurs. En 2018, l'enquête Findex de la Banque mondiale a indiqué que près de 70% des Sud-Africains avaient un compte dans une institution financière formelle, et que seulement 19% d'entre eux avaient souscrit à un compte d'argent mobile (figure 50)[54]. Un an plus tard, FinScope faisait état d'un taux d'inclusion financière formelle de 80%, avec un taux d'exclusion financière de seulement 7% (figure 51)[55]. Dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne, ce sont les personnes non bancarisées, formellement exclues du système bancaire, qui ont motivé l'adoption de l'argent mobile. Ces facteurs ont expliqué en partie les raisons pour lesquelles Vodacom a retiré son service M-Pesa de l'Afrique du Sud en 2016, un service qui connaissait un grand succès[56]. La société se concentre plutôt sur une application fintech (connectée numériquement aux services de paiement existants) en partenariat avec Ant Financial Services[57].

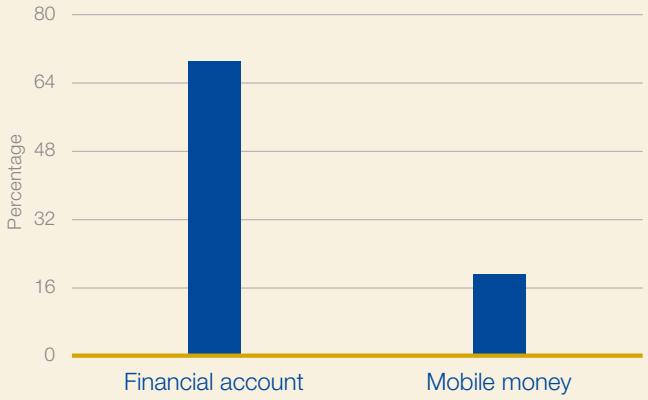
54/ Findex 2017.

55/ Finmark Trust (2021), Digitisation of Financial Products for Cross-Border Traders

56/ BBC (2016), Why M-Pesa failed in South Africa. https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-36260348.

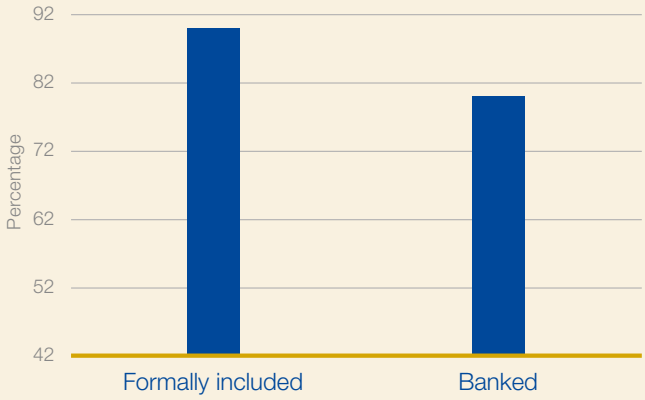
57/ Techpoint Africa (2020), After its failed stint with M-Pesa, Vodacom is planning to launch another fintech service in SA.

Figure 50. Inclusion financière en Afrique du Sud – Données Findex



Source: Findex 2017.

Figure 51. Inclusion financière en Afrique du Sud – Données FinScope



Source: Findex 2017.

Malgré la faible prévalence de l'argent mobile dans le pays, il existe un certain nombre de portefeuilles mobiles sur le marché des services de monnaie électronique (tableau 14). MTN a relancé son service d'argent mobile (qui a récemment été rebaptisé en offre fintech) en 2020. La grosse chaîne de supermarchés propose un portefeuille d'argent mobile tout comme les grandes banques locales Nedbank et Standard Bank. Actuellement, aucun de ces opérateurs d'argent mobile n'est autorisé à effectuer des paiements sur les transferts de fonds internationaux.

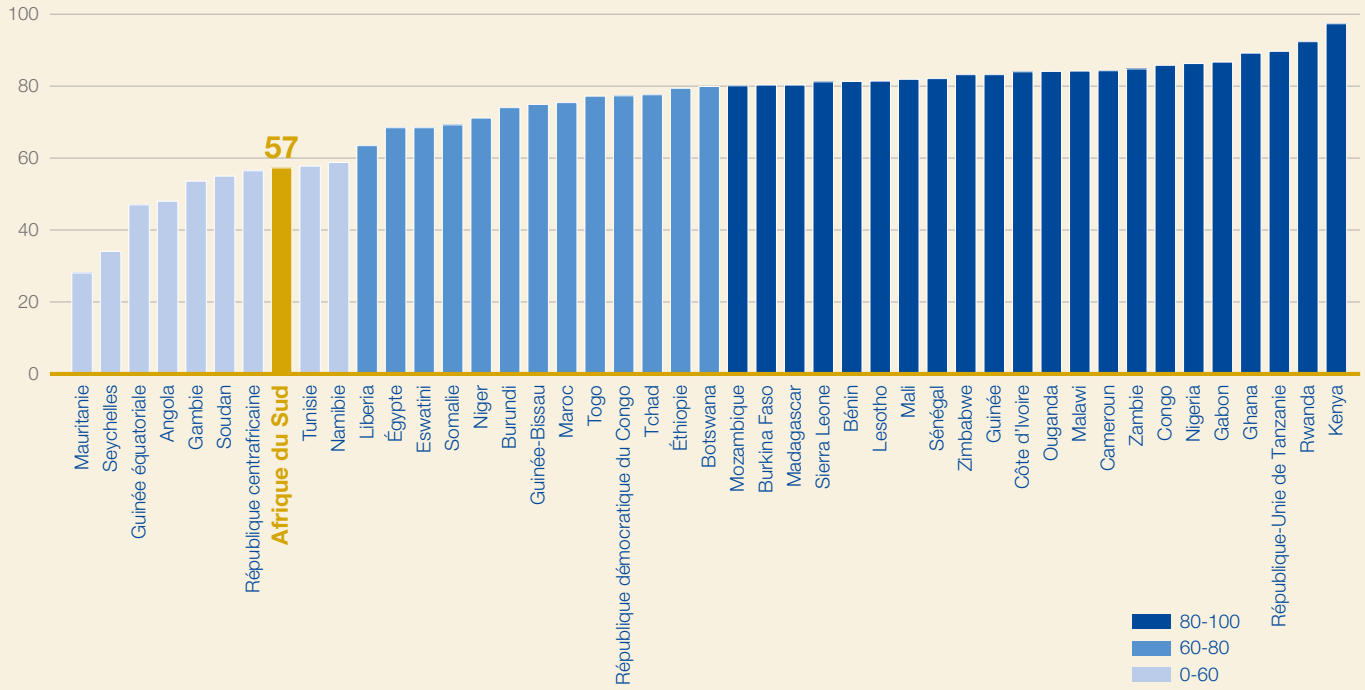
Tableau 14. Liste des opérateurs d'argent mobile dans le pays

Service	Parent	Licence	Lancement	Envois de fonds internationaux
MTN MoMo	MTN	Ubank	2020	Non
Instant Money	Standard Bank	Standard Bank	2009	Non
Money Market	Shoprite	Standard Bank	2018	Non
MobiMoney	Nedbank	Nedbank	2018	Non

Analyse de MobileRemit en Afrique du Sud

Compte tenu des difficultés rencontrées par les opérateurs de téléphonie mobile pour obtenir les licences nécessaires à la réception ou à l'envoi de fonds, l'Afrique du Sud obtient un score relativement faible de 57 à l'indice MobileRemit Africa (figure 52). Cela la place au huitième rang sur le continent, bien en dessous de la moyenne continentale de 74 et de la moyenne de PRIME Afrique de 77.

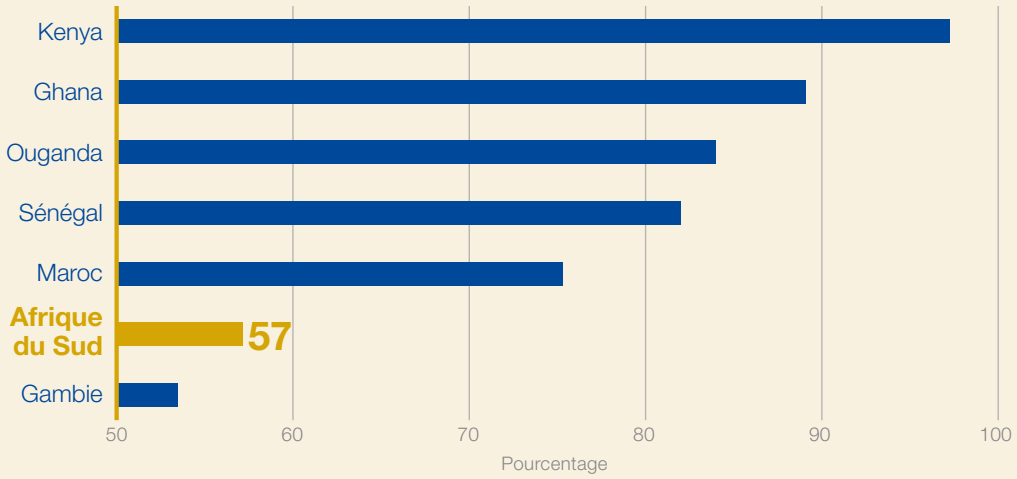
Figure 52. Scores de MobileRemit Africa



Source: MobileRemit Africa 2022.

Le score de l'Afrique du Sud est l'avant-dernier des sept pays couverts par PRIME Afrique, ce qui le place juste au-dessus de celui de la Gambie, qui est sur le point d'améliorer son propre score dans les années à venir et peut-être de dépasser l'Afrique du Sud (figure 53).

Figure 53. Scores de l'indice MobileRemit pour les pays couverts par PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

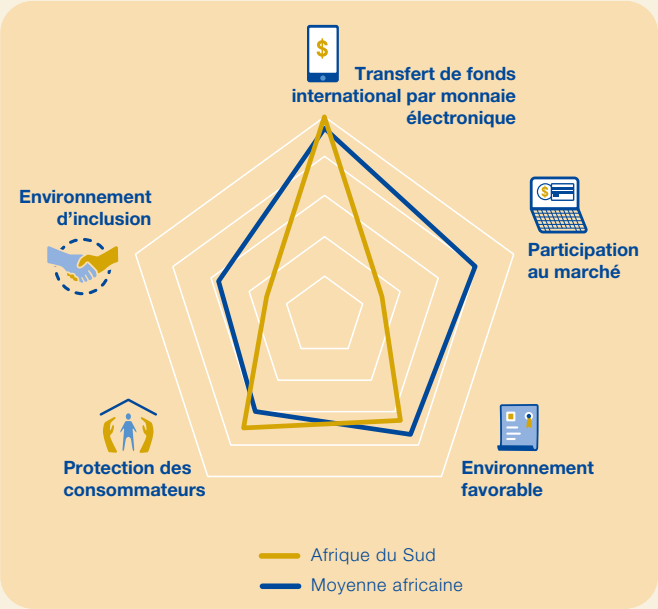
Le faible score de l'indice de l'Afrique du Sud se traduit par une contradiction dans les scores piliers (tableau 15): les envois de fonds internationaux sur mobile sont en théorie autorisés par la réglementation (ce qui explique les notes complètes obtenues pour le pilier TIF de la monnaie électronique). Toutefois, à ce jour, aucun émetteur d'argent mobile ne s'est vu attribuer une telle licence (la note de 30 pour la participation au marché ne concerne que la présence de transferts nationaux d'argent mobile). La faible prévalence de l'argent mobile signifie que le pays obtient également un score faible pour le pilier de l'environnement d'inclusion (31). Son score de 65 pour l'environnement favorable est inférieur à celui des moyennes de l'Afrique et de PRIME Afrique. Il est largement freiné par le manque d'interopérabilité de l'argent

mobile dans le pays (figures 54 et 55). Le seul pilier où le pays s'en sort relativement bien est celui de la protection des consommateurs, où son score de 70 est légèrement supérieur aux moyennes de l'Afrique et de PRIME Afrique. Son score ici est facilité par l'utilisation de comptes fiduciaires où les intérêts sont également payables aux clients et par un cadre solide de protection des consommateurs dans le secteur des services financiers au sens large.

Tableau 15. Scores de piliers de l'Afrique du Sud et de MobileRemits

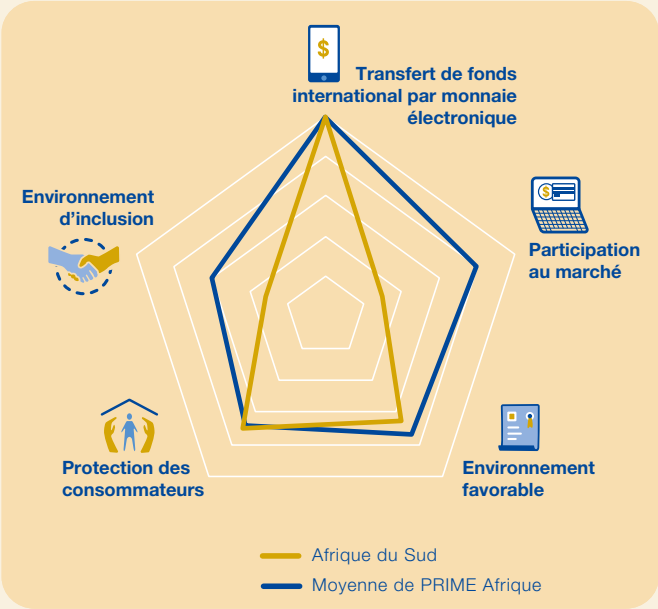
Transfert de fonds international par monnaie électronique	Participation au marché	Environnement favorable	Protection des consommateurs	Environnement d'inclusion
100	30	65	70	31

Figure 54. Scores de piliers de l'Afrique du Sud et de l'Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

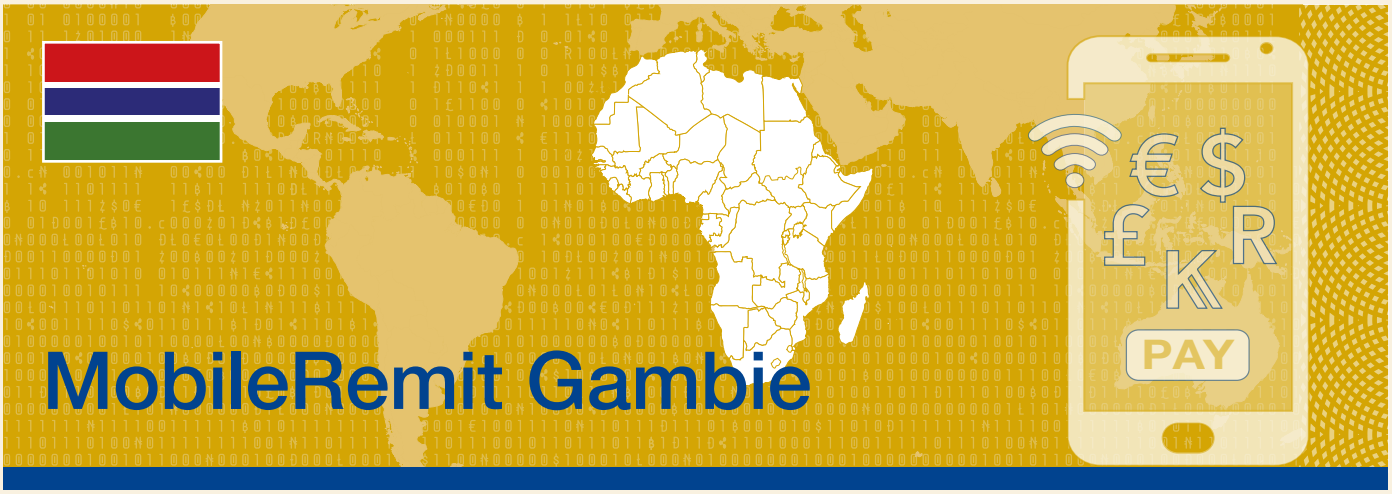
Figure 55. Scores de piliers de l'Afrique du Sud et de PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Conclusions

Les coûts de réception et d'envoi de fonds internationaux en Afrique du Sud sont parmi les plus élevés au monde. Compte tenu de la rigidité de la réglementation, les progrès observés dans d'autres pays en matière de réduction des coûts des envois de fonds grâce à la téléphonie mobile et au numérique n'ont pas encore été reproduits ici. L'Afrique du Sud est un pays à revenu moyen supérieur avec un taux d'inclusion financière élevé. Ainsi, la demande innée pour ce service que nous constatons chez les personnes non bancarisées ailleurs sur le continent n'est pas présente. La demande vis-à-vis du service d'argent mobile est encore freinée par les coûts supplémentaires qu'entraîne l'obligation pour les opérateurs d'argent mobile d'avoir un partenaire bancaire. Bien que nous assistions à la croissance des portefeuilles numériques proposés par les fintechs dans le pays, ces offres ont des difficultés à obtenir des licences pour le transfert de fonds (aucun opérateur d'argent mobile n'a encore réussi à en obtenir une) et, lorsqu'elles y parviennent, les contrôles stricts des changes et les exigences en matière de rapports de LBC/FT augmentent les coûts de l'offre de ces services. Si l'Afrique du Sud veut profiter des progrès observés ailleurs sur le continent en matière de transferts de fonds offerts par le numérique et le mobile, il faudra s'attaquer à ces goulets d'étranglement.



MobileRemit Gambie

Contexte

En 2021, les transferts de fonds internationaux vers la Gambie ont atteint 774 millions de dollars US. Il s'agit d'un petit État fragile qui dépend fortement des envois de fonds personnels. Les flux de transferts de fonds formels n'ont cessé de croître ces 10 dernières années, avec récemment une forte croissance observée sur les quatre dernières années; le chiffre étant passé de 278 milliards de dollars US en 2018 à 773 milliards de dollars US en 2021 (figure 56). Les transferts de fonds représentaient 63% du PIB en 2021, ce qui fait de la Gambie l'un des pays les plus dépendants des transferts de fonds au monde[58]. La Gambie se situe au huitième rang sur le continent en matière d'importance des transferts de fonds[59] compte tenu du montant comparativement plus faible des transferts de fonds entrants en termes absolus (tableau 16). Par sa situation géographique, le pays est entièrement entouré par le Sénégal et, par extension, par le bloc économique régional constitué par l'UEMOA. La monnaie unique du pays est le franc CFA. En conséquence, la monnaie locale, le dalasi gambien (GMD), souffre de problèmes d'illiquidité, ce qui fait grimper le prix des envois de fonds. La diaspora gambienne est géographiquement diverse et de petite taille, ce qui contribue également au prix élevé des envois de fonds vers le pays. Les frais de ces transactions avoisinent les 12% du montant.

En Gambie, le taux de pénétration des comptes financiers formels et de l'argent mobile est inférieur aux moyennes régionales, ce qui signifie que les bénéficiaires des envois de fonds n'ont pas d'alternatives numériques à l'argent liquide. Toutefois, les opérations locales d'argent mobile ont récemment été relancées et, avec la récente introduction des envois de fonds mobiles internationaux QMoney et d'autres approbations de principe en attente pour la réception d'envois de fonds, cette situation devrait s'améliorer dans les prochaines années.

Tableau 16. Score de l'indice d'importance des envois de fonds

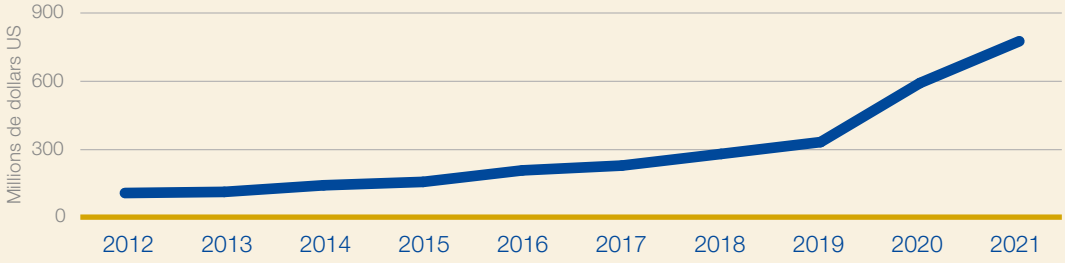
		Score
1	Sénégal	84
7	Maroc	70
8	**Gambie**	**69**
9	Tunisie	64,5
43	Botswana	13

Source: MobileRemit Africa 2021.

58/ Ces tendances récentes peuvent être attribuées à deux facteurs principaux: (i) changement dans la mesure des données sur les transferts de fonds avec le récent passage aux normes du FMI pour la mesure de la balance des paiements 6, (ii) à partir de 2020, des flux informels précédemment non enregistrés ont été réacheminés par des canaux formels pendant et après la pandémie de COVID-19.

59/ L'Indice d'importance des envois de fonds est un score composite qui reflète l'ampleur des flux d'envois de fonds formels dans le pays d'accueil, l'importance de ces contributions formelles pour l'économie du pays d'accueil et, au niveau du ménage, la proportion qui reçoit de l'argent de la famille et des amis à l'étranger (informel et formel).

Figure 56. Envois de fonds entrants en Gambie (millions de dollars US)

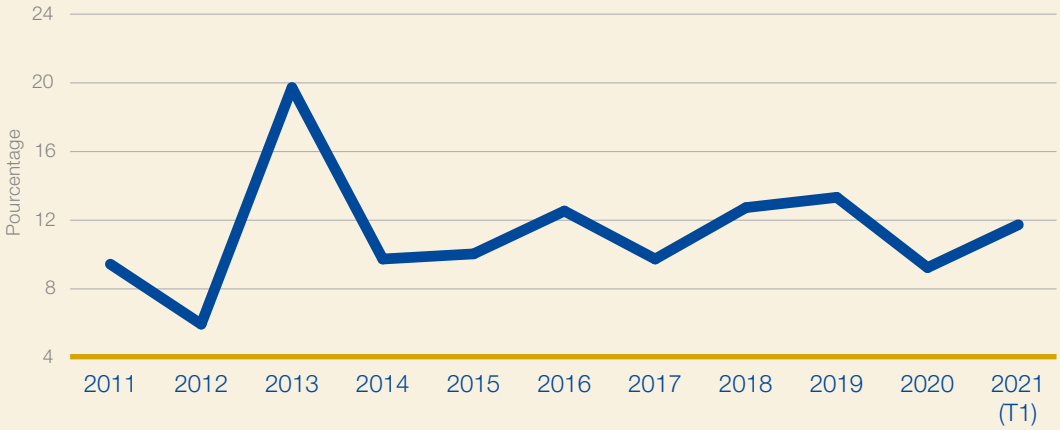


Source: Banque centrale de Gambie, données de la Banque mondiale.

Tarification

En raison de l'illiquidité de la monnaie gambienne, de la concurrence réduite du côté des expéditeurs et de l'absence actuelle d'options de paiement numérique, les prix des transferts de fonds en Gambie sont parmi les plus élevés au monde. La moyenne actuelle pour un envoi de fonds de 200 dollars US via les canaux formels est proche de 12% du montant (figure 57), soit près du double de la moyenne mondiale de 6,38%[60]. Cela étant, on ne trouve actuellement pas de chiffres comparables pour les canaux numériques ou uniquement mobiles.

Figure 57. Coûts moyens des envois de fonds en Gambie



Source: Banque mondiale Prix des envois de fonds dans le monde.

Environnement des envois de fonds par mobile

Avec 19%, la Gambie a l'un des taux d'inclusion financière les plus faibles d'Afrique[61]. Deux solutions d'argent mobile sont actuellement déployées en Gambie, AfriMoney et QMoney. Les deux ont commencé à fonctionner en 2016 et la traction a été relativement lente. En 2019, seuls 2% des adultes étaient des utilisateurs d'argent mobile enregistrés, le manque de sensibilisation et le manque d'argent étant les principales raisons de cette non-utilisation[62]. Par conséquent, les points de liquidité de l'argent mobile sont relativement peu nombreux, la distribution des agents étant moins dense que celle des institutions de microfinance ou des agences bancaires. Pour y remédier, AfriMoney a été relancé en septembre 2020 avec un nouveau fournisseur de technologie et un engagement renouvelé à développer ses opérations d'argent mobile et la distribution d'agents[63].

60/ Base de données de la Banque mondiale sur les prix des envois de fonds dans le monde, T1 2021 https://remittanceprices.worldbank.org/sites/default/files/rpw_main_report_and_annex_q221.pdf.

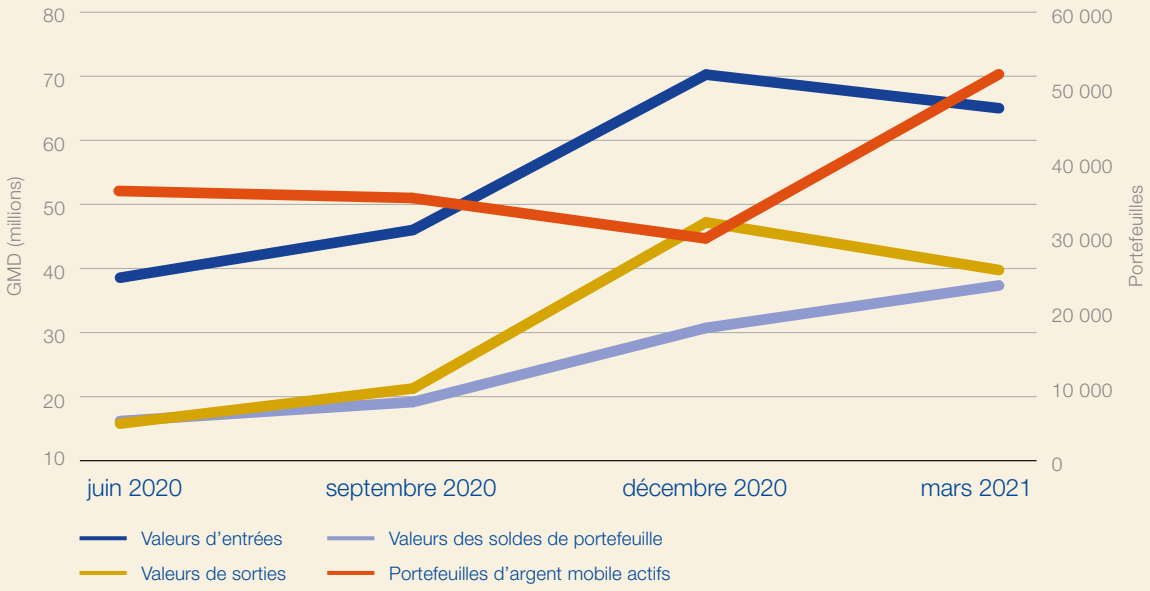
61/ FinMark Trust (2019), FinScope Gambia 2019 survey. https://finmark.org.za/system/documents/files/000/000/147/original/FinScope-Gambia_Pocket-guide-28-11-2019_Final.pdf?1594135120.

62/ Ibid.

63/ Finextra (2020), Africell puts mobile money at the heart of expansion plans.

Bien qu'à l'heure actuelle, la GSMA estime que la prévalence de l'argent mobile en Gambie est très faible, les niveaux d'activité semblent se redresser suite aux récents lancements (figure 58)[64].

Figure 58. Données sur l'argent mobile en Gambie



Source: MobileRemit Africa 2022.

Jusqu'à récemment, aucun des deux opérateurs n'était autorisé à acheminer des envois de fonds vers les portefeuilles d'argent mobile. Toutefois, la situation a récemment changé, car la Banque centrale de Gambie (CBG) a délivré des autorisations de principe pour les transferts de fonds par téléphone mobile aux deux principaux opérateurs, mais uniquement sur la base d'un contrat. La mise en service des services étant imminente, on s'attend à ce que les prix des transferts de fonds vers la Gambie diminuent.

Tableau 17. Liste des opérateurs d'argent mobile dans le pays

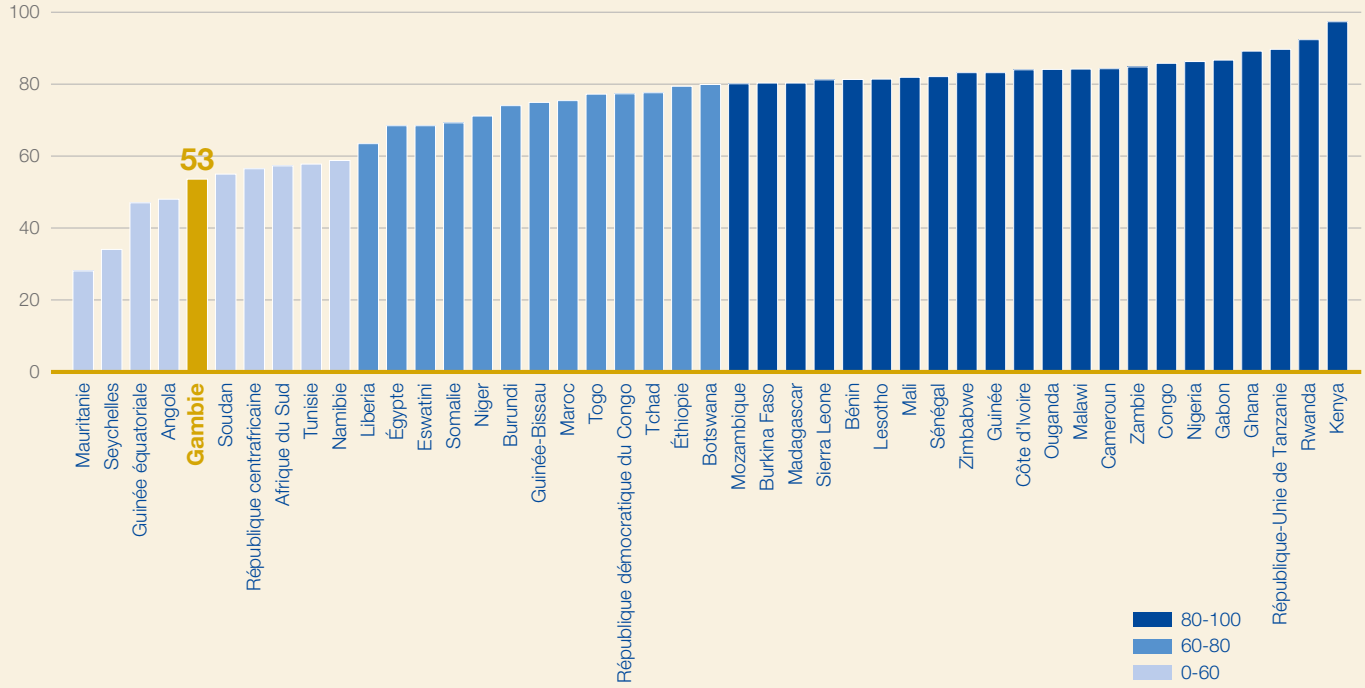
Service	Parent	Lancement	Envois de fonds internationaux
AfriMoney	Africell	2016	Oui (approbation récente)
QMoney	QMoney	2016	Oui (approbation récente)

Analyse de MobileRemit en Gambie

Le manque de pénétration de la téléphonie mobile et l'incapacité de la Gambie à acheminer les transferts de fonds internationaux dans les portefeuilles d'argent mobile signifient qu'elle obtient un score relativement bas dans l'indice MobileRemit: son score de 53 est le cinquième plus bas en Afrique (figure 59). La Gambie a également le score le plus bas de tous les pays couverts par PRIME Afrique (figure 60).

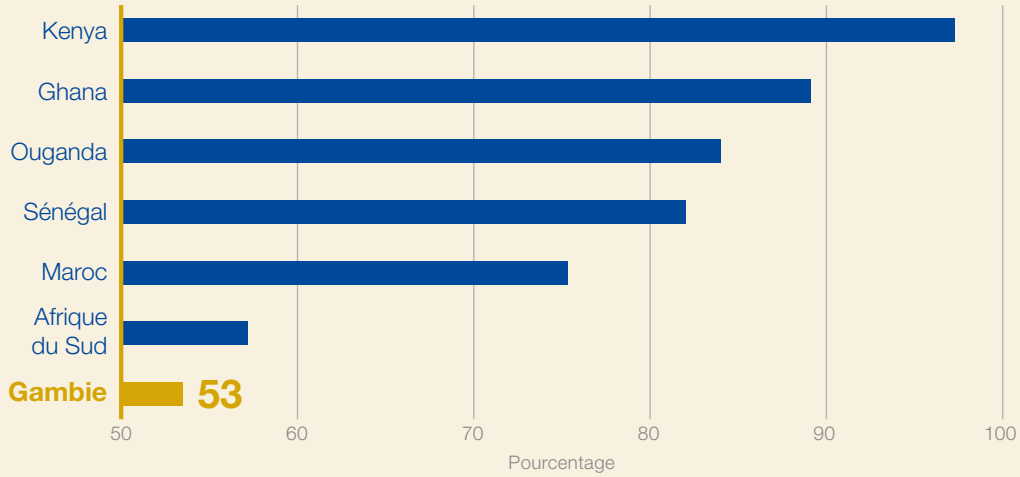
64/ L'Indice de prévalence de l'argent mobile de la GSMA combine la pénétration, l'utilisation et l'accès à l'argent mobile pour offrir un score global de prévalence dans un pays donné.

Figure 59. Scores de MobileRemit Africa



Source: MobileRemit Africa 2022.

Figure 60. Scores de l'indice MobileRemit pour les pays couverts par PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Ce faible score est confirmé par l'examen des scores de l'indice au niveau des piliers (tableau 21). La Gambie se situe en dessous de la moyenne continentale pour tous les piliers, à l'exception du Transfert de fonds international par monnaie électronique, pour lequel elle obtient un score légèrement supérieur à la moyenne (ce pilier mesure si la réception de transferts de fonds par monnaie électronique est autorisée par la législation). Le pilier le moins bien noté est la participation au marché (30) qui mesure si les acteurs du marché offrent actuellement des services d'argent mobile et/ou de transferts de fonds par téléphone mobile. Le score de 53 de la Gambie est bien inférieur à la moyenne africaine (80).

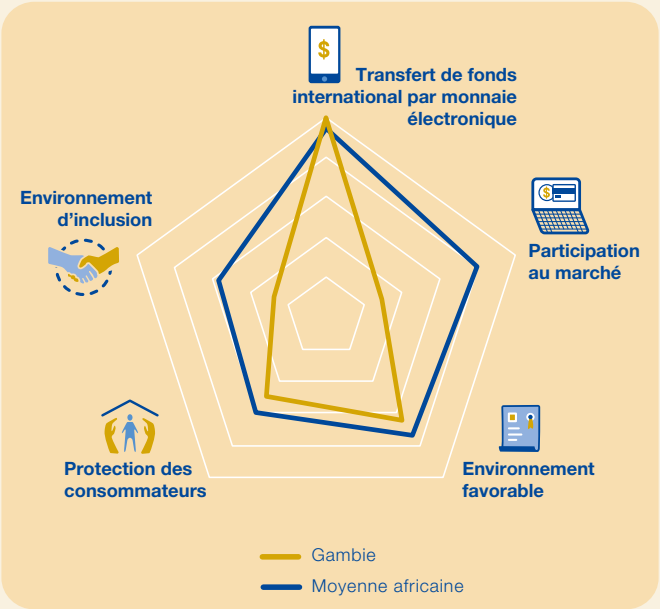
Tableau 18. Scores de piliers de la Gambie et de MobileRemit

Transfert de fonds international par monnaie électronique	Participation au marché	Environnement favorable	Protection des consommateurs	Environnement d'inclusion
100	30	65	50	27

Il est significatif de noter que la Gambie obtient également des résultats bien inférieurs en matière de participation au marché par rapport aux autres pays d'Afrique de l'Ouest, ce qui signifie que les migrants gambiens sont désavantagés par rapport à leurs voisins lorsqu'ils envoient des fonds par mobile chez eux (figure 61). Encore une fois, cela reflète le fait que si l'argent mobile est aujourd'hui présent en Gambie, seul un des acteurs du marché a récemment lancé les transferts de fonds internationaux.

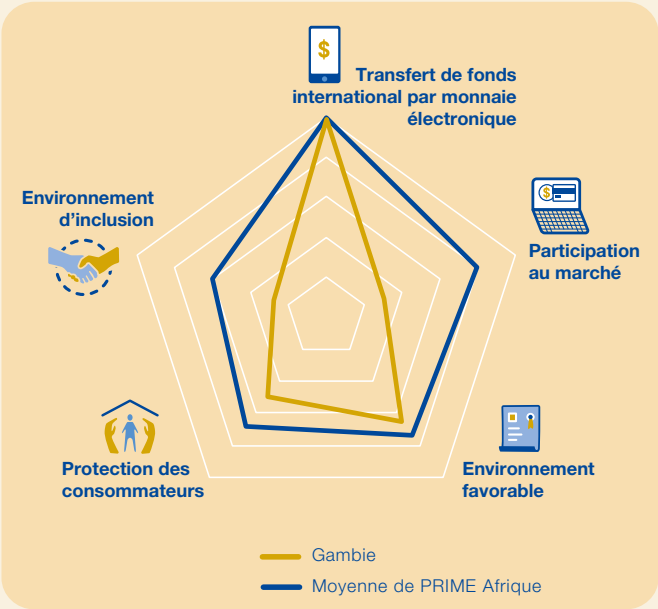
Cependant, à l'échelle régionale, la Gambie obtient un score raisonnable pour les piliers de la protection des consommateurs et de l'environnement favorable, ce qui implique que les bases sont là pour voir le score de l'indice s'améliorer à court ou moyen terme, une fois que les envois de fonds mobiles seront lancés dans le pays.

Figure 61. Scores de piliers de la Gambie et de l'Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Figure 62. Scores de piliers de la Gambie et de PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Conclusions

Le prix des transferts de fonds en Gambie est parmi les plus élevés d'Afrique. Sa faible population, son manque relatif d'intégration dans l'économie régionale et l'illiquidité de sa monnaie ont contribué à des coûts élevés. L'absence d'options de transfert de fonds numériques et mobiles a encore restreint le choix du consommateur. De ce fait, la Gambie affiche l'un des scores les plus faibles de l'indice MobileRemit Africa. Cependant, avec la relance récente des services d'argent mobile et l'approbation de l'arrêt des transferts de fonds vers les portefeuilles mobiles, cette situation devrait prochainement s'améliorer. La souplesse de la réglementation, qui autorise l'envoi de fonds par téléphone mobile à partir du pays, devrait encore faciliter ce processus.

MobileRemit Ouganda

Contexte

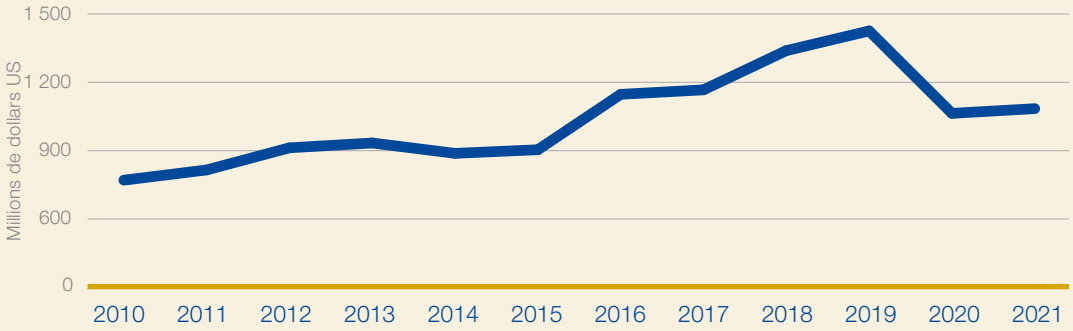
En 2021, les transferts de fonds internationaux vers l'Ouganda ont atteint 1,08 milliard de dollars US. Le pays connaît bien les questions de migration, qu'elle soit entrante ou sortante. Il accueille l'une des plus grandes populations de réfugiés au monde et la plus importante en Afrique. L'Ouganda possède sa propre diaspora dispersée, le Kenya voisin en accueillant le plus (42%). Malgré cela, l'Ouganda enregistre une dépendance moyenne à faible vis-à-vis des transferts de fonds entrants par rapport aux autres pays d'Afrique subsaharienne, et se classe au seizième rang sur le continent pour l'indice d'importance des envois de fonds RemitScope (tableau 19). Les entrées de capitaux ont représenté en moyenne environ 3% du produit intérieur brut (PIB) au cours de la dernière décennie[65]. En 2021, les envois de fonds entrants se sont élevés à 1,082 milliard de dollars US, soit une croissance d'une année sur l'autre malgré la pandémie de COVID-19 (Banque d'Ouganda, 2021) (figure 63).

Tableau 19. Score de l'indice d'importance des envois de fonds

		Score
1	Sénégal	88
15	Mali	54
16	**Ouganda**	**50,5**
17	Éthiopie	50,5
43	Botswana	13

Source: MobileRemit Africa 2021.

Figure 63. Envois de fonds entrants en Ouganda



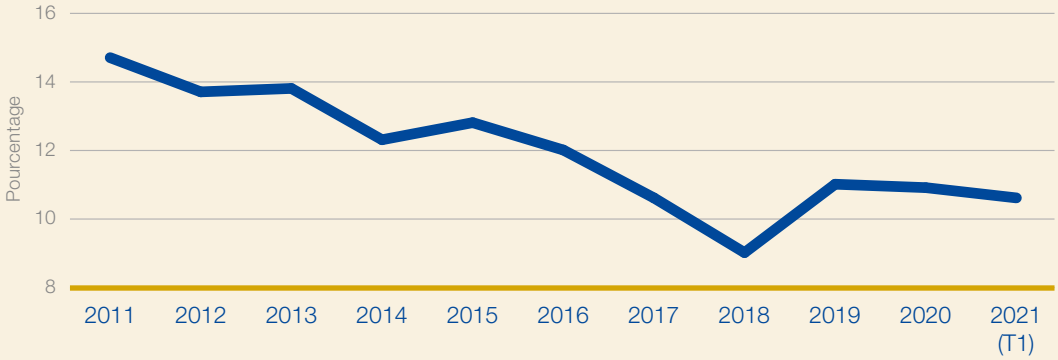
Source: Données de la Banque mondiale.

65/ RemitSCOPE Ouganda https://RemitSCOPE.org/africa/uganda. L'Indice d'importance des envois de fonds est un score composite qui reflète la taille des flux de transferts de fonds formels vers le pays d'accueil, leur importance pour l'économie du pays et, (au niveau des ménages) la proportion de ceux qui reçoivent de l'argent de l'étranger (y compris informel). Scores sur 100.

Tarification

Malgré des améliorations récentes, le coût des envois de fonds vers l'Ouganda reste élevé, aussi bien d'après les standards mondiaux qu'africains. Le coût moyen d'un envoi de fonds de 200 dollars US pour le T1 2021 était de 10,6% du montant (figure 64). Ce coût est inférieur à la moyenne mondiale qui se monte à 6% au T4 2021.

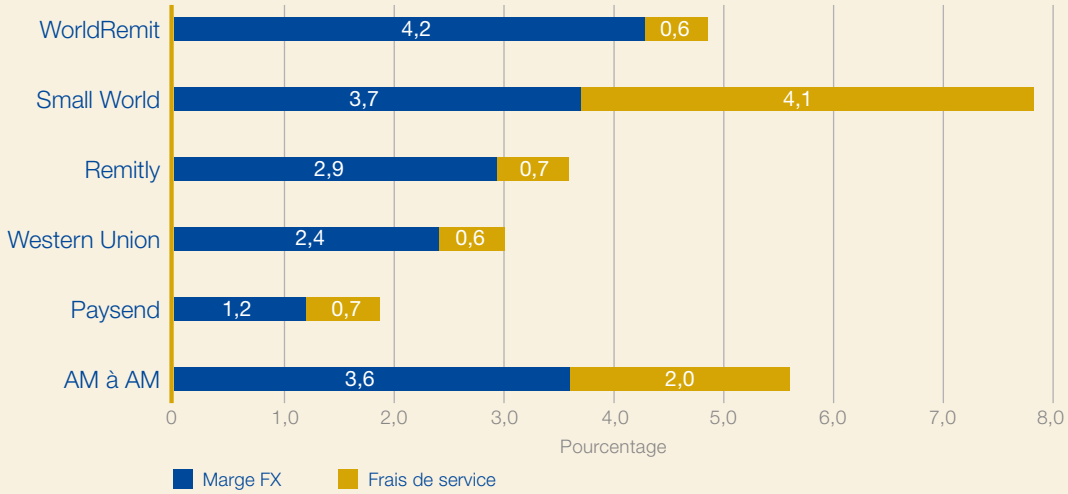
Figure 64. Coûts moyens des envois de fonds en Ouganda



Source: Banque mondiale Prix des envois de fonds dans le monde.

Les canaux numériques et mobiles sont plus compétitifs en termes de coûts. Les achats mystères du T3 2021 ont révélé que les coûts de transaction des envois de fonds vers un portefeuille mobile au Ouganda depuis un pays développé n'étaient que de 4,2%[66], battant ainsi la cible c. de l'ODD 10, qui est de 3% (figure 3). D'après les données recueillies en 2020, les envois de fonds de mobile à mobile entre l'Ouganda et d'autres pays africains étaient en moyenne plus élevés, à 5,6%[67]. Toutefois, sur le corridor du Kenya en particulier, la concurrence est plus forte, certains services n'appliquant pas de frais de tarification et pratiquant un écart de 3% sur les frais en 2021[68]. Dans la plupart des cas, la majeure partie des frais totaux est regroupée dans les frais de change, qui sont souvent peu transparents pour l'utilisateur. L'écart de change moyen sur l'ensemble des canaux mobiles était de 3%.

Figure 65. Coût d'envoi de l'équivalent de 200 dollars US par des méthodes numériques au T3 2021



Source: MobileRemit Africa 2022.

66/ Les données ont été recueillies le 28 septembre 2021 dans le cadre d'un exercice d'évaluation mystère, auprès de Small World et WorldRemit pour les corridors de l'UE, et auprès de Western Union, Paysend et Remitly pour le corridor du Royaume-Uni.

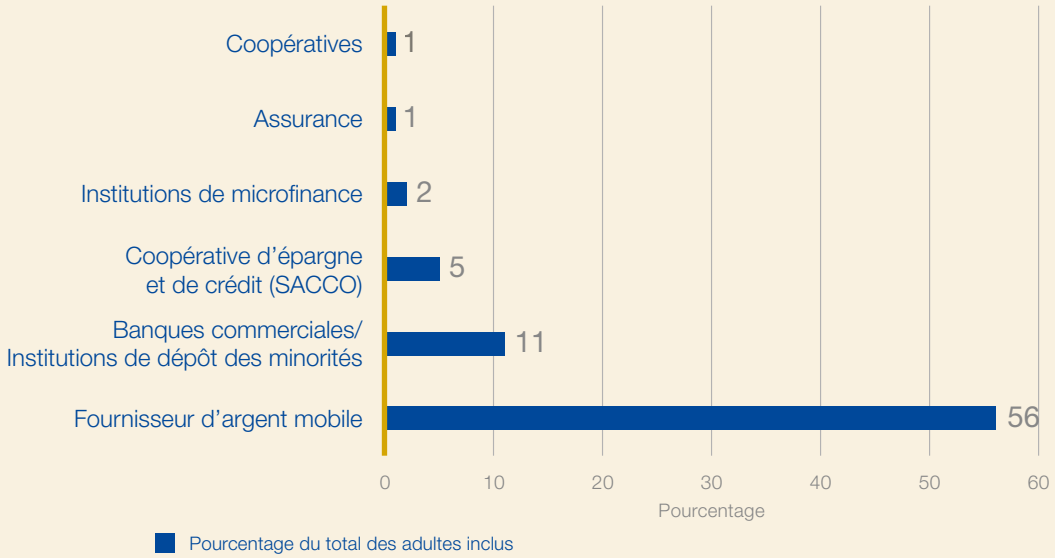
67/ Enquêtes mystères menées par DMA Global au T4 2020.

68/ En avril 2021, Safaricom a lancé une promotion limitant les frais de transfert de fonds à 3% sur le corridor Kenya-Ouganda.

Environnement des envois de fonds par mobile

L'argent mobile a joué un rôle central dans les progrès de l'inclusion financière observés en Ouganda au cours de la dernière décennie. Durant cette période, la pénétration accrue de l'argent mobile a été mise en corrélation à une augmentation de l'accès aux services financiers. Au cours des 12 années écoulées jusqu'en 2018 financière formelle mesurée par FinScope Ouganda est passée de 28% à 58%, en grande partie grâce à l'argent mobile. FinScope estime que la pénétration de l'argent mobile en Ouganda est de 56%, contre seulement 11% pour les banques commerciales et 7% pour les coopératives d'épargne et de crédit et les institutions de microfinance combinées (figure 66)[69].

Figure 66. Utilisation des services financiers en Ouganda



Source: FinScope 2018.

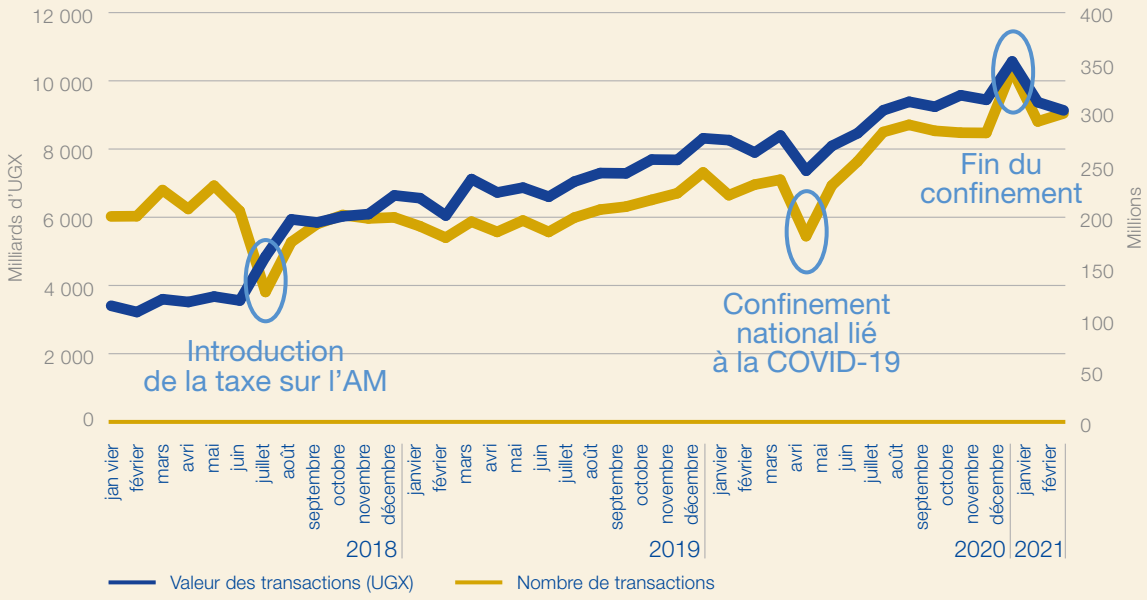
L'Ouganda est l'un des pays les plus performants en termes d'utilisation de l'argent mobile. Au cours de la décennie qui a suivi son lancement, l'argent mobile a accumulé 30 millions de comptes enregistrés, traitant plus de 26 milliards de dollars US par an jusqu'en 2020, soit environ 72 millions de dollars US par jour (figure 67)[70]. La GSMA estime que la prévalence de l'argent mobile en Ouganda est très élevée, soit le score le plus haut de son échelle de notation à cinq niveaux[71]. Ce succès n'est pas passé inaperçu auprès des autorités fiscales du pays qui ont mis en place en 2018 une taxe de 1% sur toutes les transactions d'argent mobile. À la suite d'un tollé, le taux a ensuite été revu à 0,5% sur les retraits. Comme on pouvait s'y attendre, la valeur de l'argent mobile transitant par le système a diminué de façon spectaculaire, les utilisateurs passant aux services bancaires d'agence ou revenant à l'argent liquide. Il a fallu près de 20 mois pour que les valeurs des transactions d'argent mobile retrouvent leur niveau antérieur à la pandémie de COVID-19. Avec les confinements mis en place à l'échelon national, la valeur des transactions d'argent mobile a de nouveau chuté de façon spectaculaire, mais a commencé à se rétablir car les agents de ce type d'argent ont été considérés comme des services essentiels. À partir de ce moment, l'argent mobile est passé de l'argent liquide au numérique, les consommateurs préférant les transactions à distance. L'argent mobile a terminé l'année 2020 sur une bonne note, car le confinement a pris fin et le secteur a enregistré des volumes et des valeurs de transaction record (figure 67).

69/ FSD Ouganda (2018). FinScope Uganda Topline Findings Report.

70/ Données de la Banque d'Ouganda.

71/ L'Indice de prévalence de l'argent mobile de la GSMA combine la pénétration, l'utilisation et l'accès à l'argent mobile pour offrir un score global de prévalence dans un pays donné.

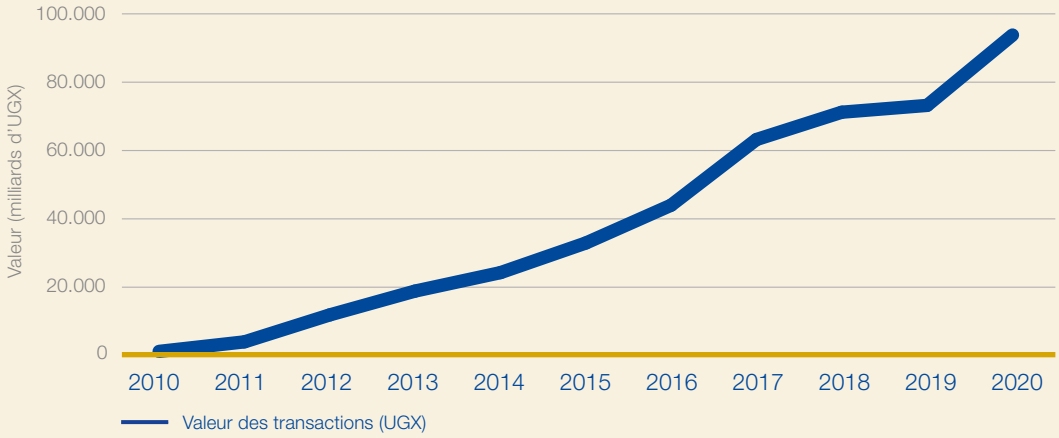
Figure 67. Données sur l'argent mobile en Ouganda



Source: Banque d'Ouganda.

Des recherches ont montré que les taxes sur l'argent mobile sont régressives par nature, et qu'elles ont un impact plus important sur les consommateurs les plus pauvres que sur les consommateurs plus riches qui pourraient migrer vers les agences bancaires non soumises au même niveau de taxation[72]. Pourtant, sur une période de 10 ans, le secteur semble avoir retrouvé ses niveaux de croissance d'avant l'introduction de la taxe sur l'argent mobile (figure 68).

Figure 68. Valeurs des transactions d'argent mobile en Ouganda



Source: Données de la Banque d'Ouganda.

72/ Clifford (2020), The Causes and Consequences of Mobile Money Taxation, GSMA. https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2020/06/GSMA_The-causes-and-consequences-of-mobile-money-taxation.pdf.

L'Ouganda a adopté en 2020 une nouvelle loi sur les systèmes de paiement nationaux qui permet aux opérateurs d'argent mobile d'être directement agréés par la banque centrale. Auparavant, dans le cadre de directives antérieures sur l'argent mobile publiées en 2013, les licences de monnaie électronique étaient attribuées en partenariat avec les banques locales (modèles dits "dirigés par les banques"). Jusqu'à présent, seules deux nouvelles licences d'émetteur de paiement ont été accordées à MTN et Airtel qui proposent tous deux des transferts de fonds par voie mobile et dominent le marché de l'argent mobile en Ouganda (tableau 20)[73]. D'après les conditions de la licence, les activités d'argent mobile des opérateurs doivent être séparées de leur société mère et incorporées dans une société de paiement distincte. Bien que la nécessité d'une banque partenaire puisse offrir une certaine souplesse au modèle d'entreprise des opérateurs de téléphonie mobile, cette souplesse est en quelque sorte compensée par l'obligation de traiter les opérateurs mobiles parents de manière indépendante, ce qui entraîne la duplication de certains processus et activités. Outre les deux principaux opérateurs, il existe cinq autres fournisseurs de monnaie électronique qui fonctionnent d'après l'ancien régime des partenariats bancaires.

Tableau 20. Liste des opérateurs d'argent mobile dans le pays

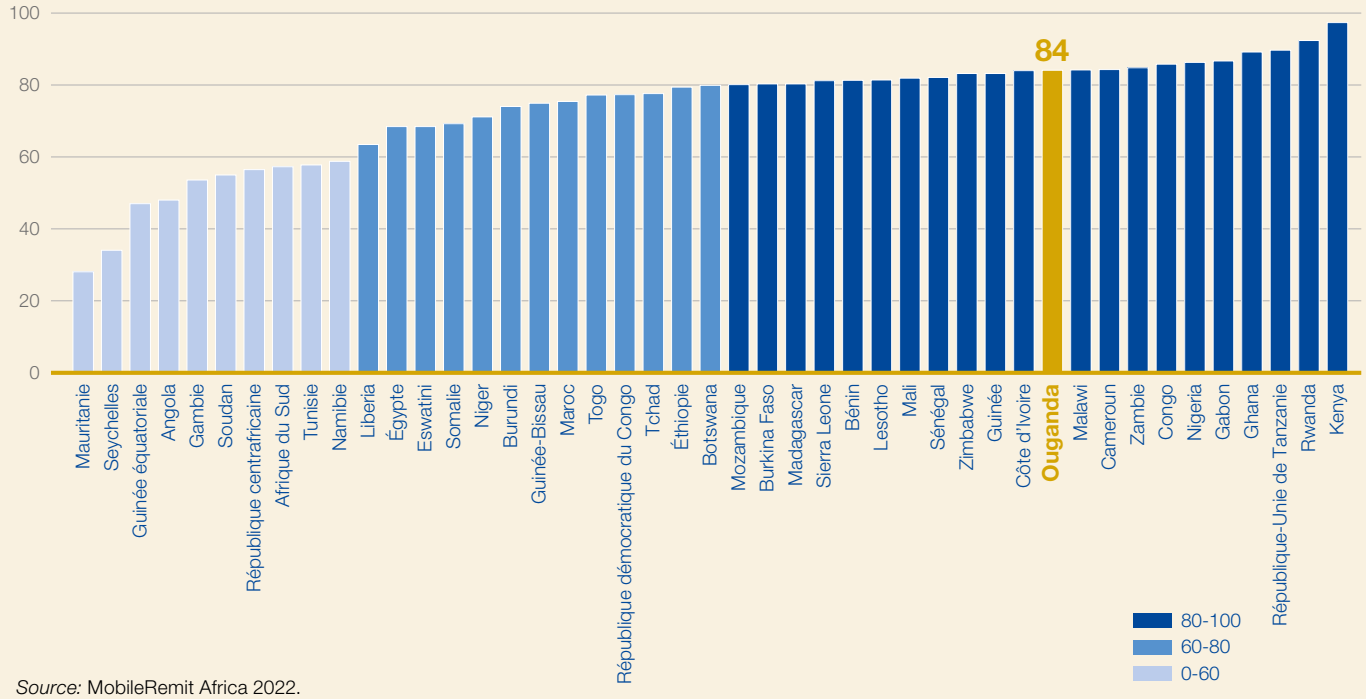
Service	Parent	Licence	Lancement	Envois de fonds internationaux
MTN MoMo	MTN Mobile Money Uganda Limited	Émetteur du paiement (argent mobile directement)	2009	Oui
Airtel Money	Airtel Mobile Commerce Uganda Limited	Émetteur du paiement (argent mobile directement)	2009	Oui
M-Sente	Uganda Telecom	Argent mobile – Partenariat avec les banques	2010	Non
MCash	MobiCash	Argent mobile – Partenariat avec les banques	2012	Non
Micropay	Micropay	Argent mobile – Partenariat avec les banques	2014	Non
EzeeMoney	EzeeMoney	Argent mobile – Partenariat avec les banques	2012	Non

73/ https://www.bou.or.ug/bou/bouwebsite/RelatedPages/Publications/article-v2/PUBLIC-NOTICE-Issuance-of-Licences-under-the-National-Payment-Systems-Act-2020.

Analyse de l'indice MobileRemit en Ouganda

Le Ouganda obtient un score élevé sur l'indice MobileRemit Africa. Le succès de l'argent mobile, combiné à la possibilité d'envoyer et d'acheminer des envois de fonds internationaux vers des portefeuilles mobiles, permet à l'Ouganda d'obtenir un score d'indice de 84, ce qui le place au onzième rang sur l'ensemble du continent et dans le quintile supérieur des pays présentant un environnement favorable aux transferts de fonds mobiles (figure 69).

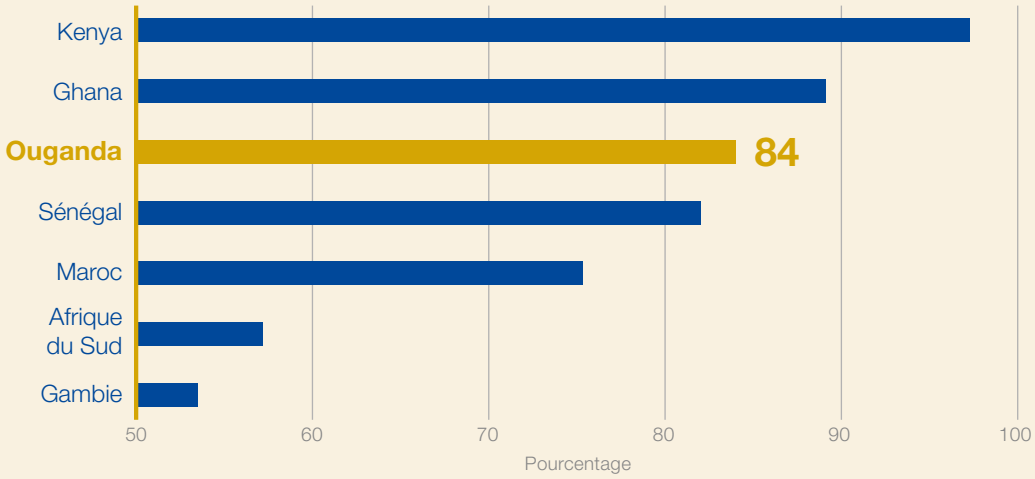
Figure 69. Scores de MobileRemit Africa



Source: MobileRemit Africa 2022.

Le Ouganda est également classé troisième parmi les sept pays couverts par l'indice PRIME Afrique (figure 70).

Figure 70. Scores de l'indice MobileRemit pour les pays couverts par PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

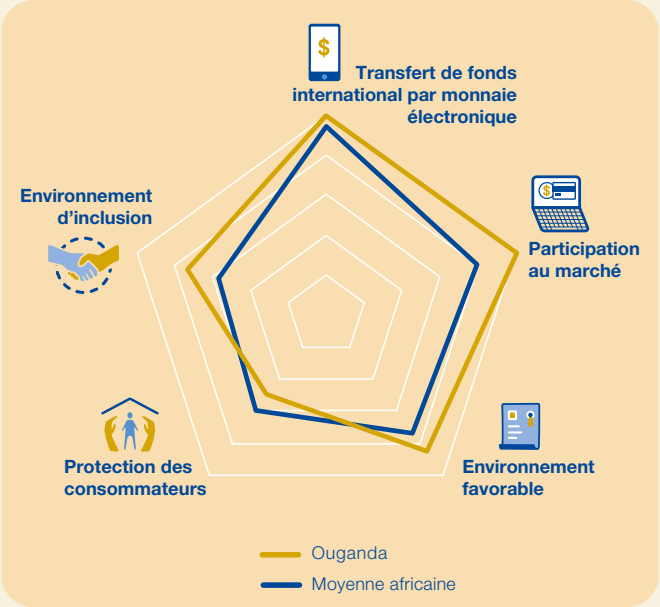
Le score de l'indice élevé de l'Ouganda se retrouve dans les scores piliers élevés sur l'environnement de marché favorable aux envois de fonds sur mobile, ainsi qu'à son taux élevé de pénétration et d'utilisation de l'argent mobile. Il obtient un score parfait en ce qui concerne les envois de fonds internationaux sur téléphonie mobile, qui sont à la fois autorisés par les régulateurs et activement proposés par les acteurs du marché (tableau 21). L'Ouganda obtient un score très élevé sur le pilier de l'environnement favorable compte tenu de l'interopérabilité des paiements et des agents pour l'argent mobile, ainsi que de la présence de comptes de transaction à plusieurs niveaux, avec quelques points en moins en raison de l'absence d'un régime KYC entièrement souple. Pour un pays où la pénétration et l'utilisation de l'argent mobile sont à des taux élevés, l'Ouganda n'obtient qu'un score moyen pour le pilier "protection des consommateurs". Cela est dû à l'absence de réglementation protégeant les fonds des clients, comme l'absence d'assurance-dépôts pour les titulaires de comptes d'argent mobile. En outre, les utilisateurs de l'argent mobile ne perçoivent pas d'intérêts sur le solde de leur portefeuille. L'Ouganda obtient un score élevé pour l'environnement d'inclusion, grâce à la forte prévalence de l'argent mobile dans le pays, lequel reste toutefois quelque peu compensé par un écart plus important entre les sexes en matière de possession de comptes d'argent mobile par rapport aux autres services financiers.

Tableau 21. Scores de piliers de l'Ouganda et de MobileRemit

Transfert de fonds international par monnaie électronique	Participation au marché	Environnement favorable	Protection des consommateurs	Environnement d'inclusion
100	100	85	50	73,2

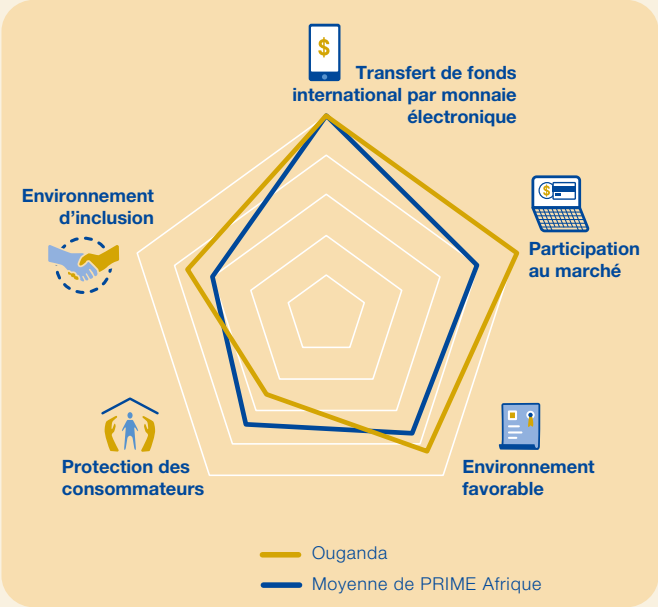
Ces résultats se reflètent également dans une comparaison avec d'autres pays africains. Sur tous les piliers MobileRemit, l'Ouganda obtient des résultats supérieurs à la fois à la moyenne africaine et à la moyenne générale, à l'exception de la protection des consommateurs pour les raisons évoquées précédemment (figures 71 et 72).

Figure 71. Scores de piliers de l'Ouganda et de l'Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Figure 72. Scores de piliers de l'Ouganda et de PRIME Afrique



Source: MobileRemit Africa 2022.

Conclusions

L'Ouganda est bien placé pour tirer parti des envois de fonds internationaux via mobile. L'adoption massive de l'argent mobile, associée à un nouveau régime de licence pour les opérateurs d'argent mobile et à la possibilité d'acheminer les transferts de fonds internationaux vers les portefeuilles d'argent mobile, devrait voir la prévalence des envois de fonds sur mobile augmenter. La concurrence sur le corridor kenyan (principal pays d'accueil de la diaspora ougandaise), suscitée par les opérateurs de téléphonie mobile, va accentuer cette tendance. L'inclusion de dispositions relatives à l'assurance-dépôts pour l'argent mobile et la fixation d'objectifs en matière d'égalité des sexes pour les régulateurs de l'argent mobile pourraient y contribuer.

ANNEXE 1: MÉTHODOLOGIE DE MOBILEREMIT AFRICA

Afin de construire l'indice, cinq piliers différents composés d'une ou plusieurs variables ont été identifiés et constituent le score de l'indice. Ces piliers englobent les composantes essentielles de la mesure dans laquelle les conditions sont propices dans un pays à l'adoption de portefeuilles mobiles pour recevoir des envois de fonds, et comprennent les piliers énumérés dans le tableau 22.

Les piliers sont ensuite pondérés pour obtenir un score. Chaque pilier (comme le transfert international d'argent par voie électronique) se compose de plusieurs variables, chacune d'entre elles ayant été pondérée à son tour pour obtenir le score de ce pilier. La méthodologie complète des piliers, des pondérations des variables et des justifications est disponible dans le tableau 23.

Tableau 22. Pilier de l'indice relatif au mobile et composantes variables

Pilier	Variable	Définition de la variable
Transfert de fonds international par monnaie électronique	Transfert de fonds international par monnaie électronique	La question de savoir si les envois de fonds sont autorisés par la réglementation relative à la monnaie électronique est fondamentale pour qu'ils soient proposés comme moyen de réception sur mobile. Sans cela, ce n'est pas possible. Il s'agit de la seule variable de cette colonne.
Participation au marché	Les services d'argent mobile sont actifs	Le fait que les services d'argent mobile soient opérationnels dans le pays est crucial pour savoir si les gens peuvent y avoir recours pour recevoir des envois de fonds.
	Les RSP envoient des fonds sur les portefeuilles mobiles	Si des services d'argent mobile sont disponibles dans le pays, les RSP envoient-ils des fonds sur des portefeuilles mobiles?
Environnement favorable	Réglementation de l'argent mobile	L'argent mobile a plus de chances de prospérer si des cadres spécifiques à l'argent mobile sont mis en place.
	Processus KYC souple	Des régimes KYC souples permettent aux personnes mal desservies de se souscrire plus facilement aux services de monnaie électronique.
	Limites de transaction par paliers	Les limites de transaction par paliers qui sont inférieures à un envoi de fonds type pour les comptes plus basiques peuvent limiter la capacité des utilisateurs à utiliser le service à cette fin.
	Réseau d'agents non bancaires	L'autorisation des réseaux d'agents non bancaires permettra aux opérateurs de téléphonie mobile de tirer parti de leur plus grand atout: la capillarité et la portée de leur réseau de distribution (c'est-à-dire d'agents), ce qui rendra plus probable la présence de points d'accès à la liquidité dans les zones généralement non desservies par les banques ou les agents bancaires (comme les zones rurales).
	Interopérabilité	L'interopérabilité nationale augmente les chances que les envois de fonds reçus soient utilisés numériquement pour des paiements ou l'accès à d'autres services financiers.
Environnement d'inclusion	Pénétration de l'argent mobile	Plus l'argent mobile est répandu dans un pays, plus les utilisateurs sont en mesure de tirer parti du canal mobile pour recevoir des envois de fonds.
	Écart entre les sexes: argent mobile et inclusion financière	Si l'écart entre les sexes pour l'utilisation des services d'argent mobile est inférieur à celui des services financiers formels, alors la propension des femmes à utiliser l'argent mobile comme canal de réception des envois de fonds tendra à être plus grande.
	Pénétration rurale: argent mobile et inclusion financière	Si le taux de pénétration des services d'argent mobile dans les zones rurales est supérieur à celui des services financiers formels, alors la propension des populations rurales à utiliser l'argent mobile comme moyen de recevoir des envois de fonds sera d'autant plus grande.
	Taux de pénétration des cartes SIM mobiles	Plus le taux de pénétration des cartes SIM dans un pays est élevé au sein de la population générale, plus le potentiel d'adoption des services d'argent mobile est important.
	Carte d'identité nationale	Un taux de couverture plus large en cartes d'identité nationale implique qu'une plus grande proportion de la population pourra bénéficier de comptes avec des limites de transaction et de solde plus élevées.

Pilier	Variable	Définition de la variable
Protection des consommateurs	Législation relative à la protection des consommateurs	Les règles de protection des consommateurs relatives à l'argent mobile protégeront l'individu en cas de fraude.
	Assurance des dépôts d'argent mobile	Un système renforcé de protection des fonds intégrant l'assurance des dépôts protégera tous les utilisateurs en cas de problèmes avec l'opérateur.
	Cantonnement des fonds en contrepartie de l'argent mobile émis	Le cantonnement de la liquidité équivalente à l'argent mobile mise en circulation par l'opérateur dans un établissement soumis à une réglementation prudentielle protège davantage les utilisateurs du service contre les problèmes liés à la solvabilité du fournisseur d'argent mobile.
	Intérêts sur les comptes d'argent mobile	Des intérêts peuvent être gagnés sur le compte de cantonnement pour être ensuite distribués aux titulaires de compte, offrant ainsi aux utilisateurs un certain revenu et une protection contre l'inflation.

Tableau 23. Composition de l'indice d'environnement favorable au mobile

Pilier	Pondérations des piliers	Variable	Source	Scores	Pondération variable	Note
Transfert de fonds international par monnaie électronique	20%	Des opérateurs de monnaie électronique autorisés à recevoir ou à envoyer des transferts de fonds internationaux	Indice de la réglementation de l'argent mobile, réglementations nationales, Équipe réglementation de l'argent mobile du GSMA	100 – si autorisé 0 – si non	100%	Si les utilisateurs de monnaie électronique (y compris l'argent mobile) sont autorisés à envoyer/recevoir des transferts de fonds internationaux, que ce soit de manière explicite prévue dans la loi ou dans la pratique.
Participation au marché	25%	Services d'argent mobile opérationnels	MM Deployment Tracker, recherche sur Internet	100 – si existant 0 – si non	30%	Y a-t-il des services d'AM opérationnels dans le pays (oui ou non)?
		Les RSP envoient des fonds sur les portefeuilles mobiles	MM Deployment Tracker, recherche RSP	100 – si existant 0 – si non	70%	Les RSP envoient-ils des fonds vers les portefeuilles mobiles?
Environnement favorable à l'argent mobile	20%	Cadres réglementaires des envois de fonds par monnaie électronique et argent mobile	Indice de la réglementation de l'argent mobile, règlements nationaux	100 – si les deux sont autorisés 75 – si l'un est partiellement autorisé et l'autre entièrement 50 – si les deux sont partiellement autorisés 25 – si un seul est partiellement autorisé 0 – sinon	20%	Possibilité pour les établissements non bancaires d'offrir des services de monnaie électronique et/ou présence de réglementations sur l'argent mobile.
		Procédures KYC souple	Indice de la réglementation de l'argent mobile, règlements nationaux	100 – si le régime LCB/FT à plusieurs niveaux est en place 50 – si des procédures KYC souples sont autorisées 0 – sinon	20%	Flexible or fully tiered KYC regime will premit registering of more underserved groups.
		Limites de transaction de premier niveau par paliers	Indice de la réglementation de l'argent mobile, règlements nationaux	0 – si inférieur à la moyenne régionale d'envoi de 250 $ 50 – si inférieur à la moyenne mondiale d'envoi de 500 $ 100 – si supérieur	15%	Des limites de transaction plus strictes limiteront la possibilité d'envoyer ou de recevoir des transferts de fonds par le biais de l'AM, étant donné la moyenne plus élevée des montants envoyés (par rapport aux envois de fonds nationaux).

Pilier	Pondérations des piliers	Variable	Source	Scores	Pondération variable	Note
		Réseaux d'agents non bancaires autorisés	Indice de la réglementation de l'argent mobile, règlements nationaux	0 – agents non bancaires non autorisés 50 – liste prescriptive des conditions d'éligibilité des agents 100 – pas de liste prescriptive sur les conditions d'éligibilité des agents	15%	Des conditions de sélection des agents souples sont nécessaires, en particulier pour pénétrer dans les zones rurales.
		L'interopérabilité existe dans le pays	Indice de la réglementation de l'argent mobile, règlements nationaux	100 – en cas d'interopérabilité en A2A AM et les banques d'AM 50 – si l'un ou l'autre 0 – si aucun	30%	L'interopérabilité nationale augmente les chances que les envois de fonds reçus soient utilisés numériquement pour des paiements ou l'accès à d'autres services financiers.
Protection des con-sommateurs	15%	La réglementa-tion relative à la protection des consommateurs existe	Indice de la réglementation de l'argent mobile, règlements nationaux	À confirmer	30%	Il existe une réglementation en matière de protection des consommateurs qui concernent l'argent mobile.
		Assurance-dépôts spécifique à l'AM	Indice de la réglementation de l'argent mobile, règlements nationaux	100 – si existant 0 – si non	20%	Au-delà de la protection du compte de cantonnement (voir ci-dessous).
		Cantonnement des liquidités des opérateurs d'argent mobile	Indice de la réglementation de l'argent mobile, règlements nationaux	100 – si existant 0 – si non	30%	Les fonds destinés aux consommateurs sont placés sur un compte de cantonnement.
		Intérêts/profits payés sur les comptes d'AM	Indice de la réglementation	À confirmer	20%	Des intérêts peuvent être gagnés sur le compte de cantonnement pour être ensuite distribués aux titulaires de compte.
Environne-ment d'inclusion	20%	Indice de prévalence de l'argent mobile	GSMA	Indice composite qui mesure l'adoption, l'activité et l'accessibilité de l'argent mobile	50%	Prévalence de l'argent mobile dans ce pays.
		Pénétration de l'argent mobile	Findex	Score de pénétration	10%	Quelle est l'ampleur de l'utilisation de l'argent mobile dans le pays?
		L'écart entre les sexes est plus faible pour la possession d'un compte entre la banque et l'argent mobile	Findex	100 – Si l'AM est inférieur à 0 – sinon	10%	La détention d'un compte d'argent mobile présente-t-elle un écart moins important entre les sexes que pour lescomptes bancaires?
		Pénétration rurale	Findex	100 – Si l'AM est supérieur à 0 – sinon	10%	L'AM a-t-il un plus fort taux de pénétration dans les zones rurales que les services bancaires (FI)?
		Couverture des cartes d'identité nationales	WB ID4D	100 moins la part de la population sans carte d'identité nationale	10%	Moyenne régionale supposée si les données ne sont pas disponibles.
		Taux de pénétration des cartes SIM mobiles	UIT	100 – si > 75 0 – sinon	10%	Le pays a-t-il un taux de pénétration élevé des cartes SIM dans la population générale et donc un plus grand potentiel de réussite pour l'AM?

ANNEXE 2: SOURCES DE DONNÉES ET MÉTHODOLOGIE

Période de référence

La période de recherche du rapport s'étend du T2 2021 au T1 2022. Le rapport et l'indice ont utilisé une combinaison de bases de données mondiales existantes et de données spécifiques à chaque pays recueillies par le FIDA auprès de diverses sources officielles et d'experts. Les points de données utilisés étaient les plus récents disponibles au moment de la rédaction du rapport.

Ghana

Tarification

Deux ensembles de données ont été utilisés pour éclairer la structure tarifaire des envois de fonds internationaux sous des angles différents:

- Banque mondiale: prix des envois de fonds dans le monde, T1 2021, pour l'évolution du coût moyen mondial, quel que soit le mode de paiement, pour envoyer l'équivalent de 200 dollars US. Les corridors inclus dans la base de données sont le Canada, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique.
- Étude Mobile Remit du FIDA sur les transferts de fonds numériques fournie par un échantillon de cinq OTA représentatifs effectués en ligne depuis le Royaume-Uni et les pays de l'UE et acheminés sur des comptes d'argent mobile au Ghana au T3 2021.
- Toute la collecte de données sur les prix repose sur l'exercice du client mystère, conformément à la méthodologie de la Banque mondiale.

Kenya

Envois de fonds entrants

Les données sur les envois de fonds entrants proviennent de la Banque centrale du Kenya, https://www.centralbank. go.ke/diaspora-remittances/.

Tarification

Deux ensembles de données ont été utilisés pour éclairer la structure tarifaire des envois de fonds internationaux sous des angles différents:

- Banque mondiale: prix des envois de fonds dans le monde au T1 2021, pour l'évolution du coût moyen mondial, quel que soit le mode de paiement, il faut envoyer l'équivalent de 200 dollars US. Les corridors inclus dans la base de données sont le Canada, le Rwanda, l'Afrique du Sud, la République-Unie de Tanzanie, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique.
- Étude Mobile Remit du FIDA sur les transferts de fonds numériques fournie par un échantillon de cinq OTA représentatifs effectués en ligne depuis le Royaume-Uni et les pays de l'UE et acheminés sur des comptes d'argent mobile au Kenya au T4 2021.
- Toute la collecte de données sur les prix repose sur l'exercice du client mystère, conformément à la méthodologie de la Banque mondiale

Maroc

Envois de fonds entrants

- Les données sur les envois de fonds entrants proviennent de l'Office des changes du Maroc, 2022, https:// www.oc.gov.ma/sites/default/files/publication/S%C3%A9ries%20 stat/Evol_MRE_7. XLSX
- Les taux de change entre l'unité monétaire locale (MAD) et le dollar américain sont ceux calculés par les Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, dont la dernière mise à jour remonte au 25 mai 2022.

Tarification

Deux ensembles de données ont été utilisés pour éclairer la structure tarifaire des envois de fonds internationaux sous des angles différents:

- Banque mondiale: prix des envois de fonds dans le monde, le tableau ci-dessous indique l'évolution du coût moyen mondial, quel que soit le mode de paiement pour envoyer l'équivalent de 200 dollars US au T1 2021. Les corridors inclus dans la base de données sont la Belgique, la France, l'Allemagne, Israël, les Pays-Bas et l'Espagne.
- Étude Mobile Remit du FIDA sur les transferts de fonds numériques fournie par un échantillon de cinq OTA représentatifs effectués en ligne depuis le Royaume-Uni et les pays de l'UE et acheminés sur des comptes d'argent mobile au Maroc au T4 2021.

Toute la collecte de données sur les prix repose sur l'exercice du client mystère, conformément à la méthodologie de la Banque mondiale.

Sénégal

Envois de fonds entrants

Les données sur les envois de fonds entrants proviennent du Ministère des Finances et du Budget du Sénégal, Direction Générale du Crédit, 2022. Les taux de change entre l'unité monétaire locale (XOF) et le dollar américain sont ceux calculés par les Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale, dont la dernière mise à jour remonte au 25 mai 2022.

Tarification

Deux ensembles de données ont été utilisés pour éclairer la structure tarifaire des envois de fonds internationaux sous des angles différents:

- Banque mondiale: prix des envois de fonds dans le monde, le tableau ci-dessous indique l'évolution du coût moyen mondial, quel que soit le mode de paiement, pour envoyer l'équivalent de 200 dollars US au T1 2021. Les corridors inclus dans la base de données sont la France et l'Italie.
- Étude Mobile Remit du FIDA sur les transferts de fonds numériques fournie par un échantillon de cinq OTA représentatifs effectués en ligne depuis le Royaume-Uni et les pays de l'UE et acheminés sur des comptes d'argent mobile au Sénégal au T4 2021.

Toute la collecte de données sur les prix repose sur l'exercice du client mystère, conformément à la méthodologie de la Banque mondiale.

Afrique du Sud

Tarification

- Banque mondiale: prix des envois de fonds dans le monde (RPW), T1 2021, pour l'évolution du coût moyen mondial, quel que soit le mode de paiement, pour envoyer l'équivalent de 200 dollars US.

Les pays récepteurs de l'Afrique du Sud inclus dans la base de données RPW sont l'Angola, le Botswana, la Chine, l'Inde, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Nigeria, le Swaziland, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Les pays expéditeurs vers l'Afrique du Sud inclus dans la base de données RPW sont le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique.

La collecte de données sur les prix repose sur l'exercice du client mystère, conformément à la méthodologie de la Banque mondiale.

Gambie

Envois de fonds entrants

Les données sur les envois de fonds entrants proviennent de la Banque centrale de Gambie de 2016 à 2021 et de la Banque mondiale de 2012 à 2015.

Tarification

Deux ensembles de données ont été utilisés pour éclairer la structure tarifaire des envois de fonds sous des angles différents:

- Banque mondiale: prix des envois de fonds dans le monde T1 2021, coût moyen global, quel que soit le mode de paiement, pour envoyer l'équivalent de 200 dollars US rassemblés le long du corridor Royaume-Uni - Gambie.
- Toute la collecte de données sur les prix repose sur l'exercice du client mystère, conformément à la méthodologie de la Banque mondiale.

Ouganda

Envois de fonds entrants

Banque d'Ouganda, Relevé de la balance des paiements, année civile, 2021. BPM6. 5 avril 2022 https://www.bou.or.ug/bou/bouwebsite/bouwebsitecontent/statistics/External_Sector_Statistics/BOP/Balance-of-Payments_Analytical-BPM6.xls.

Tarification

Deux ensembles de données ont été utilisés pour éclairer la structure tarifaire des envois de fonds sous des angles différents:

- Banque mondiale: prix des envois de fonds dans le monde, T1 2021, pour envoyer l'équivalent de 200 dollars US au premier trimestre 2021. Les couloirs inclus dans la base de données sont le Royaume-Uni, le Kenya, la République-Unie de Tanzanie.
- Étude de DMA datée du T4 2020 (Diagnostic PRIME Afrique Ouganda), incluant deux corridors supplémentaires et fournissant une analyse par méthodes de paiement (canaux numériques contre paiement en espèces chez l'agent). Les corridors couverts sont les suivants: Royaume-Uni, Kenya, Rwanda, Suède, République-Unie de Tanzanie. Les données sur les prix ont été collectées par le biais de visites mystères dans 63 services différents.

- Étude MobileRemit du FIDA sur les transferts de fonds numériques fournie par un échantillon de cinq OTA représentatifs effectués en ligne depuis le Royaume-Uni et les pays de l'UE et acheminés sur des comptes d'argent mobile en Ouganda au T3 2021.
- Toute la collecte de données sur les prix repose sur l'exercice du client mystère, conformément à la méthodologie de la Banque mondiale applicable.

SOURCES

Les données utilisées pour la notation de l'indice proviennent principalement de bases de données mondiales existantes et sont complétées par des données exclusives. Cela inclut:

- Indice réglementaire de l'argent mobile, GSMA
- Base de données Global Findex, Banque mondiale
- Base de données ID4D, Banque mondiale
- Mobile Money Deployment Tracker, GSMA
- Données sur les abonnements à la téléphonie mobile cellulaire, UIT

À PROPOS DE L'AGENCE DE MISE EN ŒUVRE

FIDA
Investir dans les populations rurales

Fonds international de développement agricole (FIDA)
Le FIDA est un organisme spécialisé des Nations unies et une institution financière internationale, dont le mandat est d'investir dans les populations rurales afin d'éradiquer la pauvreté dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds

Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds (MFEF)
Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds du FIDA, d'un montant de 65 millions de dollars, impliquant différents donateurs, vise à maximiser l'impact des transferts de fonds sur le développement et à promouvoir l'engagement des diasporas dans les pays d'origine des migrants.

Pour plus d'informations, consultez le site: www.ifad.org | www.ifad.org/ffr | www.RemitSCOPE.org

À PROPOS DE L'INITIATIVE

PRIME AFRIQUE

Plateforme pour les envois de fonds, les investissements et l'entrepreneuriat des migrants en Afrique (PRIME Afrique)
PRIME Afrique est une initiative de 15 millions d'euros cofinancée par l'Union européenne et mise en œuvre par le MFEF du FIDA. Elle vise à améliorer la gestion des envois de fonds et leur utilisation pour exercer un impact sur le développement dans certains pays africains.

Pour plus d'informations, consultez le site: www.ifad.org/fr/prime-africa

Fonds international de développement agricole
Mécanisme de Financement pour l'Envoi de Fonds
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 5459 2012
Courriel: remittances@ifad.org
www.ifad.org
facebook.com/ifad
instagram.com/ifadnews
linkedin.com/company/ifad
twitter.com/ifad
youtube.com/user/ifadTV

Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds

www.ifad.org/remittances
www.RemitSCOPE.org

Cofinancé par l'Union européenne

Septembre 2022

ISBN 978-92-9266-278-3